

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE



**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°21 - 10 - 02**

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL**

**n°CD\_21\_1036 à CD\_21\_1042  
du 25 octobre 2021**

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14 h 00.

**Présents à l'ouverture de la séance :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

Assistaient également à la réunion :

|           |             |   |
|-----------|-------------|---|
| Yvan      | NAYA-DUBOIS | Directeur du Cabinet  |
| Frédéric  | BOUET       | Directeur Général Adjoint des Infrastructures Départementales.                  |
| Eric      | FORRE       | Directeur des Routes  |
| Laetitia  | FAGES       | Directrice des Territoires, de l'Insertion et de la Proximité                   |
| Jérôme    | LEGRAND     | Directeur Général Adjoint de la Solidarité Territoriale                         |
| Guillaume | DELORME     | Directeur de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement                |
| Laure     | DHOMBRES    | Directrice adjointe de l'Ingénierie et des contrats territoriaux                |
| Isabelle  | DARNAS      | Directrice du Développement Éducatif et Culturel                                |
| Nadège    | FAYOL       | Directrice des Affaires Juridiques, de la Commande Publique et de la Logistique |
| Denis     | LANDRIVON   | Directeur adjoint en charge des Ressources Humaines                             |

## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS CONSEIL DEPARTEMENTAL Séance du Lundi 25 octobre 2021 - 14h00 -

#### COMMISSION : TERRITOIRES ET ATTRACTIVITE

- N° CD\_21\_1036 : Aides aux collectivités : Lancement d'une nouvelle génération de contractualisation avec les territoires : Contrats territoriaux "Ensemble, faire réussir la Lozère" p. 2
- N° CD\_21\_1037 : Politiques territoriales : Partenariat avec les collectivités lozériennes dans le cadre des contrats de ruralité de relance et de transition écologique p. 76

#### COMMISSION : ECONOMIE CIRCULAIRE, AGRICULTURE ET ACCOMPAGNEMENT DES FILIERES

- N° CD\_21\_1038 : Motion d'opposition aux orientations annoncées par le Gouvernement pour le futur Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF p. 81

#### COMMISSION : EAU, EXCELLENCE ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

- N° CD\_21\_1039 : Logement : Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur d'un habitat durable, attractif et solidaire p. 84

#### COMMISSION : TOURISME DURABLE

- N° CD\_21\_1040 : Tourisme Durable : Elaboration de la future stratégie touristique départementale 2022-2028 p. 89

#### COMMISSION : RESSOURCES INTERNES ET FINANCES DEPARTEMENTALES

- N° CD\_21\_1041 : Budget : modification des autorisations de programmes 2021 et antérieures p. 95
- N° CD\_21\_1042 : Budget : vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2021 p. 105



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

**Commission : TERRITOIRES ET ATTRACTIVITE**

**Objet : Aides aux collectivités : Lancement d'une nouvelle génération de contractualisation avec les territoires : Contrats territoriaux "Ensemble, faire réussir la Lozère"**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Ingénierie et contrats territoriaux*

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1111-10 et L 3212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_20\_1050 du 18 décembre 2020 approuvant la politique départementale et le budget 2021 "Ingénierie, contrats et structures de développement ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°100 intitulé "Aides aux collectivités : Lancement d'une nouvelle génération de contractualisation avec les territoires : Contrats territoriaux "Ensemble, faire réussir la Lozère"" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission « Politiques territoriales et attractivité » du 19 octobre 2021 ;*

### **ARTICLE 1**

Rappelle que depuis 2015, le Département de la Lozère apporte un appui financier important aux collectivités pour la mise en œuvre de leurs projets dans le cadre d'une contractualisation pluriannuelle avec les territoires (communes, communautés de communes et syndicats).

### **ARTICLE 2**

Décide d'engager l'élaboration d'une nouvelle génération de contrats territoriaux qui évoluera de manière à :

- mieux répondre aux besoins immédiats et courants des collectivités,
- mieux accompagner les projets assurant des charges de centralité,
- intégrer les nouvelles politiques publiques initiées par le Département et inciter à leur prise en considération, à savoir :
  - l'attractivité du territoire et l'accueil de nouvelles populations indispensables au maintien et à l'amélioration du niveau de service rendu à la population, au bien-être et à la qualité de vie des lozériens,
  - la transition écologique et énergétique nécessaire à la préservation de nos ressources, la protection de notre environnement, et à l'aménagement durable du territoire.

### **ARTICLE 3**

Approuve le règlement général du contrat, ainsi que les règlements thématiques qui le déclinent en dispositifs d'intervention, tels que joints, prévoyant :

- la création d'un Fonds de Réserve pour l'Appui aux Territoires (FRAT) mobilisé au début de chaque année pour apporter plus de réactivité et de souplesse au financement de projets pour lesquels la contractualisation ne semble pas justifiée,
- l'intégration, dans le cadre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale, des dispositifs d'intervention en lien étroit avec les orientations prioritaires pour faciliter l'accompagnement financier et la mise en œuvre des projets associés,
- la création d'une enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité visant à compléter les enveloppes territoriales lors de la négociation des contrats pour faciliter la prise en compte et la faisabilité financière de projets présentés d'envergure supra-communale et non départementale,
- l'adaptation des règlements thématiques en vue de leur simplification ou de leur précision et de l'intégration de nouvelles politiques publiques départementales,

- une durée des contrats portée à quatre ans au regard du temps nécessaire à l'émergence et à la mise en œuvre des projets accompagnés,
- la mise à jour des échéances avec la nouvelle démarche de travail sur les contrats territoriaux.

#### **ARTICLE 4**

Indique, qu'en termes de calendrier, la démarche d'élaboration des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » se mettra en œuvre dès la fin du mois d'octobre avec :

- un lancement sous forme de réunions territoriales à l'échelle de chaque communauté de communes,
- la conduite par les services départementaux d'une réunion de travail et de permanences autour des enjeux et priorités du territoire en matière d'Attractivité et Accueil et de Transition Écologique et Énergétique, de l'émergence et de l'accompagnement des projets présentés par les collectivités,
- le dépôt des fiches projets d'ici le 31 janvier 2022,
- parallèlement au travail de saisie et de pré-instruction des projets présentés par les services du Département, les collectivités seront invitées à prioriser leur projets et à délibérer sur les fiches projets présentées avant le 4 mars 2022,
- la négociation des contrats pourra être conduite dès lors que l'autorisation de programme sera ouverte lors du vote du budget 2022 prévu mi-février.

#### **ARTICLE 5**

Précise que l'autorisation de programme dédiée aux contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » sera ouverte lors du vote du budget 2022 avec un renforcement des moyens financiers consacrés à l'accompagnement des projets des collectivités avec une enveloppe de 40 M€ pour la période 2022-2025 dont :

- 18 M€ répartis sur la base de critères territoriaux,
- 4 M€ sur le fonds de réserve d'appui aux territoires,
- 18 M€ sur des enveloppes départementales réservées aux projets d'envergure départementale, aux opérations en lien avec les dispositifs d'attractivité et de transition écologique et énergétique ou pour accompagner des logiques d'appels à projets tout au long de la durée du contrat.

#### **ARTICLE 6**

Donne délégation à la Commission Permanente pour la gestion et le suivi de cette politique des contrats territoriaux (liste des projets retenus au titre des fonds d'échelle départementale, vote des contrats, attribution des aides et modifications d'attribution, avenants aux contrats, suivi des contrôles et de l'avancement des contrats).

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

Annexe à la délibération n°CD\_21\_1036 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.

Rapport n°100 "Aides aux collectivités : Lancement d'une nouvelle génération de contractualisation avec les territoires : Contrats territoriaux "Ensemble, faire réussir la Lozère"

### Rappels sur les contrats territoriaux 2018-2021 :

Depuis 2015, le Département de la Lozère apporte un appui financier important aux collectivités pour la mise en œuvre de leurs projets dans le cadre d'une contractualisation pluriannuelle avec les territoires (communes, communautés de communes et syndicats).

Après les premiers contrats territoriaux 2015-2017, le Département a conduit une deuxième génération de contrats territoriaux prorogée d'une année supplémentaire avec revalorisation de l'enveloppe globale. **D'un montant global de 33 M€, représentant une part des aides aux communes et communautés de communes, les contrats territoriaux 2018-2021 ont permis de soutenir les projets publics locaux de façon considérable.** Ainsi, plus de 1 110 projets ont été financés et 180 M€ de travaux ont été générés sur le territoire départemental.

### Vers une nouvelle génération de contrats territoriaux :

Par l'intermédiaire de sa politique contractuelle, le Département :

- s'engage pleinement dans sa compétence de solidarité territoriale en appui des investissements des collectivités et de la mise en œuvre de leurs compétences,
- met en place un partenariat renforcé et définit une vision pluriannuelle avec les collectivités infra-départementales,
- poursuit une exigence d'efficacité de l'action publique au travers de réflexions, de concertation, de coordination et d'adaptation aux nouvelles formes de celle-ci.

Dans ces circonstances, **il est proposé de conduire une nouvelle génération de contrats territoriaux.** A la lumière des précédents contrats et du travail d'évaluation réalisé, il convient d'apporter quelques évolutions afin :

- de mieux répondre aux besoins immédiats et courants des collectivités,
- de mieux accompagner les projets assurant des charges de centralité,
- d'intégrer les nouvelles politiques publiques initiées par le Département et inciter à leur prise en considération.

### Des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » en lien avec le projet politique :

Suite aux élections départementales de 2021, un nouveau projet politique est initié afin de « Faire réussir la Lozère ». Il a pour objectif de créer les conditions d'un développement économique et social à forte valeur ajoutée pour permettre aux habitants de bien vivre en Lozère dans le respect de son environnement préservé.

Dans cette perspective, le Département s'engage notamment à agir pour :

- l'attractivité du territoire et l'accueil de nouvelles populations indispensables au maintien et à l'amélioration du niveau de service rendu à la population, au bien-être et à la qualité de vie des lozériens,
- la transition écologique et énergétique nécessaire à la préservation de nos ressources, la protection de notre environnement, et à l'aménagement durable du territoire.

**Ces orientations prioritaires Attractivité et Accueil et Transition Écologique et Énergétique sont reprises dans cette nouvelle génération de contrats territoriaux et des moyens financiers y seront alloués. Aussi, au sein de ces Contrats Territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » un engagement des collectivités est attendu sur :**

- **la définition des enjeux et priorités spécifiques à ces deux enjeux,**
- **la proposition d'actions concrètes à court et moyen terme,**
- **la nomination d'un référent Accueil sur chaque commune.**

#### **Un nouveau règlement :**

Il vous est proposé en annexe à ce rapport le règlement général du contrat, ainsi que les règlements thématiques qui le déclinent en dispositifs d'intervention.

Il est notamment prévu :

- **de créer un Fonds de Réserve pour l'Appui aux Territoires (FRAT)** mobilisé au début de chaque année pour apporter plus de réactivité et de souplesse au financement de projets pour lesquels la contractualisation ne semble pas justifiée,
- **d'intégrer dans le cadre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale des dispositifs d'intervention en lien étroit avec les orientations prioritaires** pour faciliter l'accompagnement financier et la mise en œuvre des projets associés,
- **de créer une enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité** visant à compléter les enveloppes territoriales lors de la négociation des contrats pour faciliter la prise en compte et la faisabilité financière de projets présentés d'envergure supra-communale et non départementale,
- de procéder à des adaptations des règlements thématiques en vue de leur simplification ou de leur précision et de l'intégration de nouvelles politiques publiques départementales,
- de mettre à jour les échéances avec la nouvelle démarche de travail sur les contrats territoriaux.

La démarche d'élaboration des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » se mettra en œuvre dès la fin du mois avec :

- un lancement sous forme de réunions territoriales à l'échelle de chaque communauté de communes,
- la conduite par les services départementaux d'une réunion de travail et de permanences autour des enjeux et priorités du territoire en matière d'Attractivité et Accueil et de Transition Écologique et Énergétique, de l'émergence et de l'accompagnement des projets présentés par les collectivités,
- le dépôt des fiches projets d'ici le 31 janvier 2022,
- parallèlement au travail de saisie et de pré-instruction des projets présentés par les services du Département, les collectivités seront invitées à prioriser leur projets et à délibérer sur les fiches projets présentées avant le 4 mars 2022,
- la négociation des contrats pourra être conduite dès lors que l'autorisation de programme sera ouverte lors du vote du budget 2022 prévu mi-février.

### Les moyens financiers envisagés :

Comme cela a été indiqué, l'autorisation de programme dédiée aux contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » sera ouverte lors du vote du budget 2022. Au regard des enjeux à venir sur le territoire et dans un contexte économique fragilisé par la crise sanitaire, il est envisagé de renforcer les moyens financiers consacrés à l'accompagnement des projets des collectivités avec une enveloppe de 40 M€ pour la période 2022-2025 dont :

- 18 M€ répartis sur la base de critères territoriaux,
- 4 M€ sur le fonds de réserve d'appui aux territoires,
- 18 M€ sur des enveloppes départementales réservées aux projets d'envergure départementale, aux opérations en lien avec les dispositifs d'attractivité et de transition écologique et énergétique ou pour accompagner des logiques d'appels à projets tout au long de la durée du contrat.

### Je vous propose donc :

- **d'approuver le règlement des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » pour la période 2022-2025,**
- **de donner délégation à la Commission Permanente pour les adaptations de ce règlement** (intégration de règlements issus de nouvelles stratégies départementales, évolutions au gré de la démarche),
- **de donner délégation à la Commission Permanente pour la gestion et le suivi de cette politique des contrats territoriaux** (liste des projets retenus au titre des fonds d'échelle départementale, vote des contrats, attribution des aides et modifications d'attribution, avenants aux contrats, suivi des contrôles et de l'avancement des contrats).

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

# CONTRATS TERRITORIAUX

2022 // 2023 // 2024 // 2025

## *Ensemble, faire réussir la Lozère*



Attractivité du territoire  
et Accueil

Transition Écologique et  
Énergétique

## **Soutien aux projets des territoires :**

# **Politique contractuelle du Conseil départemental de la Lozère avec les communes et les EPCI**

## **3ème génération**

## Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Préambule.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>I. DISPOSITIONS GENERALES.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>1. Principes du contrat.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>2. Orientations prioritaires.....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>3. Principes relatifs à la définition du projet de territoire.....</b>                              | <b>6</b>  |
| <b>4. Modes de contractualisation.....</b>   | <b>6</b>  |
| 4.1. Les bénéficiaires.....  | 6         |
| 4.2. Les thématiques.....  | 7         |
| 4.3. Les règlements départementaux.....  | 7         |
| 4.4. Les règlements nationaux et communautaires.....   | 7         |
| 4.5. L'ingénierie :.....   | 8         |
| a) L'ingénierie de projet et l'ingénierie financière.....  | 8         |
| b) L'ingénierie technique.....   | 8         |
| 4.6. La décision modificative du contrat.....  | 8         |
| 4.7. Fonds de réserve.....   | 9         |
| a) Fonds de Réserve pour les Appels à Projets (FRAAP).....   | 9         |
| b) Fonds de Réserve pour les Projets d'Envergure Départementale (FRED).....                            | 10        |
| c) Fonds de Réserve pour l'Appui aux Territoires (FRAT).....   | 10        |
| 4.8. Enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité.....                        | 10        |
| 4.9. Enveloppe de négociation.....   | 11        |
| <b>5. Répartition de l'enveloppe.....</b>  | <b>11</b> |
| <b>II. PRINCIPES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT DES<br/>PROCEDURES DE CONTRACTUALISATION.....</b> | <b>12</b> |
| <b>1. Les phases de concertation.....</b>  | <b>12</b> |
| 1.1. La Concertation Territoriale.....   | 12        |
| 1.2. Les Rendez-vous de Territoire.....  | 12        |
| <b>2. Mode de validation du contrat.....</b>   | <b>12</b> |
| 2.1. Préparation du contrat.....   | 12        |
| 2.2. Négociation.....  | 13        |
| 2.3. Signatures.....   | 13        |
| <b>3. Le Fonds de Réserve d'Appui aux Territoires (FRAT).....</b>                                      | <b>13</b> |
| <b>4. La gestion des subventions contractualisées.....</b>   | <b>14</b> |
| 4.1. Montant et taux.....  | 14        |
| 4.2. Gestion des dossiers : attribution et versement des aides.....                                    | 15        |
| 4.3. Suivi du programme.....   | 16        |
| 4.4. Contrôles.....  | 16        |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>5. La communication.....</b>               | <b>16</b> |
| <b>Annexe 1 : Règlements spécifiques.....</b> | <b>18</b> |

## Préambule

Le Conseil départemental de la Lozère, collectivité de proximité et de solidarité, considère que :

- la solidarité territoriale s'exprime au travers des aides départementales aux collectivités,
- l'efficacité de l'action publique passe à la fois par un effort de concertation et de coordination entre les différentes institutions intervenant sur un territoire donné.

Le Conseil départemental a mis en place depuis 2015 une contractualisation avec les territoires (communes, communautés de communes et syndicats). Cette contractualisation pluri-annuelle est appuyée sur une réflexion du territoire construite entre les structures intercommunales et les communes sur le territoire de la communauté de communes.

Le processus d'élaboration de la contractualisation s'articulera en différentes phases menées consécutivement : lancement de l'élaboration, réflexions avec le territoire et propositions de plan d'actions par les collectivités, analyse des propositions, négociations, vote des contrats, signatures.

Le contrat intégrera les actions en maîtrise d'ouvrage publique dans les domaines suivants : développement, agriculture et tourisme, services et vie quotidienne, voirie, eau potable et assainissement, cadre de vie, habitat...

Le présent règlement vise à préciser les objectifs et les modalités d'intervention de la collectivité départementale en faveur des collectivités territoriales et des projets participant au développement, à l'attractivité et à la transition écologique et énergétique de la Lozère.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## I. DISPOSITIONS GENERALES

### 1. Principes du contrat

Les grands principes qui régissent les contrats sont les suivants :

- contractualisation : définition concertée des soutiens financiers apportés par le Conseil départemental aux collectivités,
- globalisation des aides départementales en faveur des projets d'investissement sur le territoire de la communauté de communes,
- recherche de pistes de co-financements pour chaque opération,
- engagement pluriannuel.

Les schémas départementaux approuvés par l'assemblée départementale s'appliquent aux projets présentés dans le cadre du contrat.

### 2. Orientations prioritaires

Suite aux élections départementales de 2021, un nouveau projet politique est initié afin de « Faire réussir la Lozère ». Il a pour objectif de créer les conditions d'un développement économique et social à forte valeur ajoutée pour permettre aux habitants de bien vivre en Lozère dans le respect de son environnement préservé.

Dans cette perspective, le Département s'engage notamment à agir pour :

- l'attractivité du territoire et l'accueil de nouvelles populations indispensables au maintien et à l'amélioration du niveau de service rendu à la population, au bien-être et à la qualité de vie des lozériens,
- la transition écologique et énergétique nécessaire à la préservation de nos ressources, la protection de notre environnement, et à l'aménagement durable du territoire.

Ces orientations prioritaires Attractivité et Accueil et Transition Écologique et Énergétique sont reprises dans cette nouvelle génération de contrats territoriaux et des moyens financiers y seront alloués. Aussi, un engagement des collectivités est attendu sur :

- la réalisation d'une réflexion spécifique à ces deux enjeux,
- la proposition d'actions concrètes à court et moyen terme,
- la nomination d'un référent Accueil sur chaque commune.

## CONTRATS TERRITORIAUX

### **3. Principes relatifs à la définition du projet de territoire**

Pour faciliter la réflexion, la Direction adjointe de l'Ingénierie et des Contrats Territoriaux du Département accompagnera les territoires pour la réalisation du projet de territoire. Cet appui se traduira notamment par :

- l'organisation de 2 réunions de concertation territoriale (lancement, enjeux et priorités d'actions pour l'attractivité du territoire et la transition écologique et énergétique),
- la fourniture de données INSEE et l'élaboration conjointe de cartes d'état des lieux pour chaque périmètre de communauté de communes, afin d'aider les collectivités à apporter des éléments dans la discussion,
- la mise en place d'un cadre méthodologique,
- l'appui à la formalisation.

Le projet de territoire sera défini à l'échelle du périmètre de la communauté de communes par l'ensemble des parties contractantes (communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux) et mettra prioritairement en avant les enjeux pour l'attractivité et l'accueil d'une part et pour la transition écologique et énergétique d'autre part. Il permettra d'identifier les partenariats engagés ou à mettre en œuvre entre le Département et les collectivités.

### **4. Modes de contractualisation**

#### **4.1. Les bénéficiaires**

Le Conseil départemental soutient les projets d'investissement des communes, communautés de communes, des syndicats et des délégataires de service public. Des établissements publics ou l'État pourront également être financés dans le cadre de ces contrats territoriaux pour des projets structurants.

Pour les projets portés par les syndicats intercommunaux (dont le périmètre peut aller au-delà des territoires des Communautés de communes) :

- si le projet est localisé ponctuellement, il est imputé sur le territoire concerné
- si le projet est plus vaste (comme sur un linéaire par exemple), il peut être affecté au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale ou au pro-rata sur les territoires concernés.

## CONTRATS TERRITORIAUX

### 4.2. Les thématiques

Le Conseil départemental de la Lozère, oriente la contractualisation autour des 6 thématiques suivantes :

- Service et vie quotidienne
- Voirie
- Cadre de vie
- Habitat
- Développement, agriculture et tourisme
- AEP et assainissement

Il sera nécessaire que les projets du contrat s'inscrivent au minimum dans 3 thématiques.

### 4.3. Les règlements départementaux

Les règlements généraux du Conseil départemental (règlement financier et règlement général des subventions) sont applicables.

Pour être éligibles, les projets devront répondre aux attentes de l'assemblée départementale formulées dans le règlement du contrat et ses annexes. Les règlements spécifiques en annexe 1 s'appliquent dès lors que le projet relève de leurs champs d'application. Toutes les opérations pouvant être financées au titre d'un autre programme départemental ne sont pas éligibles au contrat.

Selon les évolutions réglementaires européennes, nationales et régionales, le Département pourra ajuster ses modalités d'intervention.

Tout projet exclu au titre d'un règlement spécifique et non éligible à un autre règlement spécifique ne pourra pas faire l'objet d'une inscription au contrat.

### 4.4. Les règlements nationaux et communautaires

Les opérations retenues au contrat devront respecter les cadres réglementaires nationaux et communautaires et notamment :

- Article L1111-10 et L3212-3 du CGCT permettant au Département de contribuer au financement des opérations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les communes ou leurs groupements dans le cadre de la compétence de solidarité territoriale du Département.
- Pour les opérations concernant une activité économique dans le champ concurrentiel, un cadre réglementaire européen permettant la conformité vis à vis des aides d'État.

## CONTRATS TERRITORIAUX

### 4.5. L'ingénierie :

En tant que chef de file de la solidarité territoriale, le Département souhaite accompagner les collectivités pour un développement durable et équilibré du territoire. Au-delà du soutien financier possible dans le cadre des contrats territoriaux, le Département développe une offre d'ingénierie et en fait une priorité.

Cette ingénierie fait appel aux savoir-faire des services du Département et de ses partenaires, et couvre de nombreux domaines de compétences. Un guide unique de cette offre globale d'ingénierie a été rédigé et est disponible à l'adresse suivante : <http://lozere.fr/guide-ingenierie>.

#### a) L'ingénierie de projet et l'ingénierie financière

Les services du Conseil départemental, et notamment la direction adjointe de l'ingénierie et des contrats territoriaux, apportent conseil et accompagnement aux collectivités qui le souhaitent dans l'élaboration et la réflexion de leurs projets. Cet appui méthodologique doit notamment permettre de passer d'une idée à une intention de projet formalisée.

Le Département accompagne également les collectivités dans le travail d'ingénierie financière des projets des collectivités du territoire notamment par la recherche des autres financements possibles (fonds européens, État, Région, etc).

La Direction adjointe du Développement et du Tourisme apportera son expertise sur les thématiques du tourisme, des activités de pleine nature et du développement.

#### b) L'ingénierie technique

La Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement apporte son ingénierie technique (eau, assainissement, rivières, énergie...) au travers de ses différentes missions.

La Direction du Développement Éducatif et Culturel apporte également son expertise en termes de patrimoine, notamment mobilier, et de lecture publique.

La Direction Enfance Famille apporte son expertise pour l'accompagnement des projets de structures d'accueil de la petite enfance : crèches et MAM notamment.

Les collectivités adhérentes à Lozère Ingénierie et à Lozère Énergie peuvent bénéficier d'un appui technique dans le cadre de leurs compétences. Le CAUE peut également apporter un appui technique pour l'élaboration de certains projets.

### 4.6. La décision modificative du contrat

Afin de faciliter la gestion du contrat et dans le but de présenter les opérations définies avec le plus de précisions possibles, une décision modificative du contrat par an sera autorisée sur la période contractuelle.

Cette décision modificative du contrat permet des ajustements techniques et financiers.

## CONTRATS TERRITORIAUX

L'abandon d'une opération et des sous-programmations d'opérations au regard du prévisionnel du contrat, pourront éventuellement permettre d'en engager d'autres, selon les modalités du règlement du contrat.

L'ajout d'un projet ne pourra être étudié, dans le cadre des modalités du contrat, que si cette opération est prête à être réalisée, et ce, dans la limite de l'enveloppe disponible au contrat du territoire concerné.

L'ajout d'un projet sera régularisé lors du vote de la décision modificative du contrat.

Le taux de subvention des projets inscrits au contrat pourra être revu dans la limite du taux plafond des règlements particuliers, en cas d'évolution du plan de financement prévu, avant programmation du dossier en commission permanente et toujours dans la limite de l'enveloppe du contrat.

En cas de retard de programmation constaté lors de la préparation de la décision modificative du contrat et non justifié par des contraintes indépendantes de la volonté de la collectivité, il sera possible de réduire l'enveloppe attribuée au territoire pour la remobiliser éventuellement sur d'autres projets.

D'autre part, lors de la décision modificative, la maquette du contrat sera amendée des projets accompagnés dans le cadre des fonds de réserve.

### 4.7. Fonds de réserve

Trois fonds de réserve pourront être mobilisés (à l'arbitrage de la Présidente) hors décision modificative du contrat pour tout projet :

- se réalisant dans le cadre d'appel à projets régionaux, nationaux ou européens (FRAAP),
- d'envergure départementale (FRED),
- ou d'appui aux territoires (FRAT).

Les projets financés au titre de ces fonds de réserve seront inscrits aux contrats concernés lors des décisions modificatives du contrat. Ils devront respecter les cadres réglementaires en vigueur lors de leur individualisation.

#### a) Fonds de Réserve pour les Appels à Projets (FRAAP)

Le FRAAP permettra financer des projets :

- retenus dans le cadre d'appels à projets régionaux, nationaux ou européens,
- en contrepartie d'une subvention LEADER.

### **b) Fonds de Réserve pour les Projets d'Envergure Départementale (FRED)**

Le FRED permettra de financer des projets structurants dont la liste est définie en début de période de contractualisation.

A travers ce fonds, sur la période de contractualisation et dans la limite des enveloppes réservées, le Département souhaite également accompagner les projets en lien étroit avec les deux orientations prioritaires de cette contractualisation Attractivité et Accueil – Transition Écologique et Énergétique. Aussi, des règlements spécifiques (annexe 1) seront mobilisés sur le FRED :

- création ou réhabilitation lourde de logement,
- immobilier d'entreprise,
- dernier commerce de proximité,
- mobilités durables,
- programme exceptionnel AEP – Assainissement
- renouvellement de réseaux AEP mobilisable après assistance technique à la gestion patrimoniale.

Au cours de la période de contractualisation, le Département pourra intégrer au FRED de nouveaux dispositifs en lien avec la mise en place de nouvelles stratégies départementales (schéma du tourisme, projet alimentaire territorial, schéma de transition énergétique et écologique).

Le Département initiera des appels à projets annuels sur la gestion des rivières sur une enveloppe réservée au sein du FRED.

### **c) Fonds de Réserve pour l'Appui aux Territoires (FRAT)**

Pour plus de souplesse et de réactivité, le FRAT a pour objectif d'accompagner les projets d'investissement des collectivités pour lesquels la contractualisation ne semble pas être justifiée : travaux non prévisibles, travaux à l'émergence rapide, ...

Sur la période de contractualisation et dans la limite de l'enveloppe réservée, le FRAT sera mobilisé au printemps de chaque année pour l'accompagnement financier de projets :

- prêts à être réalisés dans l'année en cours,
- d'un montant d'opération inférieur à 50 000 €HT.

Intégré à la contractualisation, ce fonds est soumis aux règlements général et spécifiques des contrats. Considérant l'enveloppe voirie attribuée sur la période de contractualisation, les travaux de voirie communale ou intercommunale ne sont pas éligibles au FRAT.

## **4.8. Enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité**

Une enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité pourra être mobilisée par la Présidente lors de la négociation afin de compléter les enveloppes territoriales pour faciliter

## CONTRATS TERRITORIAUX

la prise en compte et la faisabilité financière de projets présentés d'envergure supra-communale et non départementale.

L'éventuel reliquat au terme des négociations sera versé dans la dotation du FRAAP.

### 4.9. Enveloppe de négociation

Une enveloppe de négociation pourra être mobilisée par la Présidente lors de la négociation afin de compléter les enveloppes territoriales pour faciliter la prise en compte des projets présentés et en fonction du contexte local.

L'éventuel reliquat au terme des négociations sera versé dans la dotation du FRAAP.

## 5. Répartition de l'enveloppe

Au sein de l'autorisation de programme « Aides aux collectivités 2022-2025 », seront identifiés des crédits :

- pour le FRAAP
- pour le FRED
- pour le FRAT
- pour l'enveloppe de soutien aux projets supportant des charges de centralité
- pour l'enveloppe de négociation
- pour le dispositif des travaux exceptionnels (géré hors contractualisation)

Déduction faite des crédits identifiés ci-dessus, chaque territoire disposera d'une enveloppe financière indicative répartie sur les critères suivants :

- 50 % de forfait par territoire
- 15 % par rapport à la population des différents territoires
- 10 % par rapport à la superficie des différents territoires
- 25 % par rapport à la longueur de la voirie communale et intercommunale du territoire

Un contrat urbain sera conclu avec les communes urbaines de Mende et Marvejols. Les contrats urbains bénéficieront d'un forfait complet. Les actions retenues dans le cadre de ces contrats urbains seront localisées sur la commune urbaine.

Les contrats Cœur de Lozère et Gévaudan auront une dotation forfaitaire réduite au prorata de la part de la commune urbaine. Les actions retenues dans ces contrats seront hors communes urbaines.

## **II. PRINCIPES D'ORGANISATION ET DE FONCTIONNEMENT DES PROCEDURES DE CONTRACTUALISATION**

### **1. Les phases de concertation**

#### **1.1. La Concertation Territoriale**

Cette instance rassemble les maires, le président de la communauté de communes, les présidents de syndicats s'il y en a, les conseillers départementaux locaux. Chaque collectivité est représentée par un élu. Elle permet de définir les enjeux, de proposer des projets, d'établir la priorisation des actions du territoire (sans qu'une collectivité ait un rôle prépondérant dans les débats) et d'être l'instance de négociation avec le Conseil départemental. Elle se réunit lors de l'élaboration du contrat à l'échelle du territoire de la communauté de communes. Elle peut se réunir autant de fois que nécessaire, à la demande du territoire ou du Département.

Par souci de convergence des différents dispositifs contractuels, les services des PETR et Association Territoriale en charge de l'élaboration des Contrats de Ruralité, de Relance et de Transition Écologique d'une part et des Contrats Territoriaux Occitanie d'autre part seront conviés à la concertation territoriale des communautés de communes de leur territoire.

#### **1.2. Les Rendez-vous de Territoire**

Chaque année, les services du Département organisent des permanences territoriales permettant des rencontres avec les élus et administratifs des collectivités pour le suivi de la mise en œuvre du contrat et la préparation des décisions modificatives annuelles.

De plus, un comité de suivi annuel du contrat sera organisé par le Département afin d'échanger sur l'état d'avancement global du contrat et de ses opérations.

### **2. Mode de validation du contrat**

#### **2.1. Préparation du contrat**

Les collectivités transmettront à la Direction adjointe de l'Ingénierie et des contrats territoriaux :

- avant le 10 décembre 2021, les enjeux et priorités en matière d'attractivité et de transition écologique et énergétique devront avoir été définis lors de la concertation territoriale,
- avant le 31 janvier 2022, toutes les fiches projets. Ces fiches projets seront élaborées par les collectivités à l'issue des réunions de concertation territoriale et du travail partenarial avec la Direction adjointe de l'Ingénierie et des contrats territoriaux du Département. Ces fiches seront réalisées et transmises par l'intermédiaire de la plateforme de dépôt

## CONTRATS TERRITORIAUX

accessible à l'adresse <https://demarches.lozere.fr/>. Des explications seront données suite à la réunion de définition des enjeux et priorités. Un appui sera également être fourni lors de permanences territoriales.

- avant le 4 mars 2022, une délibération de la collectivité souhaitant proposer un projet au contrat.

Une pré-instruction des projets présentés au contrat sera conduite par les différents services gestionnaires des règlements spécifiques.

### 2.2. Négociation

La négociation du contrat se fait dans le cadre de la Concertation Territoriale (cf point II-1.1). Chaque collectivité est représentée par un élu.

### 2.3. Signatures

La signature des contrats ne pourra avoir lieu qu'après délibération du Conseil départemental et des collectivités sur les projets qu'elles portent en maîtrise d'ouvrage et également sur le contrat dans son ensemble.

Le défaut de délibération d'une collectivité entraînera sa non participation au contrat, sans remettre en cause les autres affectations pour le territoire concerné.

## 3. Le Fonds de Réserve d'Appui aux Territoires (FRAT)

Chaque année, les collectivités pourront transmettre à la Direction adjointe de l'Ingénierie et des contrats territoriaux, avant le 31 décembre de l'année précédente, leur demande d'accompagnement financier au titre du FRAT.

Pour être éligible au FRAT, les projets devront :

- être d'un montant d'opération inférieur à 50 000 €HT,
- être réalisés dans l'année en cours,
- ne pas concerner des travaux de voirie communale ou intercommunale,
- répondre aux attentes formulées dans le présent règlement et ses annexes. Les règlements spécifiques en annexe 1 s'appliquent dès lors que le projet relève de leurs champs d'application. Toutes les opérations pouvant être financées au titre d'un autre programme départemental non intégré aux contrats territoriaux ne sont pas éligibles au FRAT.

D'autre part, un même projet ne peut émerger :

- à la fois au FRAT et à un autre fonds géré dans le cadre de la contractualisation,
- plus d'une fois au FRAT.

## CONTRATS TERRITORIAUX

Les demandes devront contenir :

- une fiche projet dûment remplie via la plateforme de dépôt accessible à l'adresse <https://demarches.lozere.fr/>
- des documents justifiant de l'avancement du projet et de sa réalisation dans l'année (DCE, Devis, ...) transmis via la plateforme
- une délibération de la collectivité
- une copie de la/des notification(s) de subvention(s) déjà obtenue(s).

Une pré-instruction des projets présentés au FRAT sera conduite par les différents services gestionnaires des règlements spécifiques.

Un échange entre le Département et les collectivités sur les projets présentés et l'état d'avancement des projets retenus l'année précédente sera organisé lors du comité de suivi annuel.

Sur la base de cette instruction et des échanges et dans le respect du règlement des contrats et de l'enveloppe annuelle disponible, les demandes seront appréciées et sélectionnées selon les critères suivants :

- l'intérêt du projet et son articulation avec les stratégies et les politiques départementales,
- l'état d'avancement de l'opération,
- l'ordre donné par la collectivité (si plusieurs demandes sont déposées).

### **4. La gestion des subventions contractualisées**

#### **4.1. Montant et taux**

Les financements du Conseil départemental sont négociés entre les collectivités et le Département pour chaque opération, en prenant en compte les cofinancements possibles, dans le respect des règlements du contrat, et dans le cadre des taux précisés ci-dessous :

- Taux maximum d'aides publiques par projet : 80% (sauf préconisations contraires dans les fiches mesures ou cadre réglementaire)
- Taux maximum de participation du Conseil départemental par projet : 50% (sauf préconisations contraires dans les fiches mesures)

Un projet est éligible au contrat à condition de présenter un coût total au minimum de 5 000 €.

Le montant minimum d'opération d'un projet accompagné dans le cadre de l'enveloppe territoriale est fixé à 50 000 €HT.

Les subventions sont, en règle générale, arrondies à l'euro près.

## CONTRATS TERRITORIAUX

### 4.2. Gestion des dossiers : attribution et versement des aides

Afin de solliciter les engagements financiers pris dans le contrat par le Conseil départemental et une collectivité, la procédure d'attribution spécifique suivante est convenue :

- Les maîtres d'ouvrages présentent leur dossier de demande de subvention lorsqu'ils sont en possession des documents permettant l'instruction et l'attribution de la subvention (dossier technique, pièces administratives, devis ou marchés signés, etc...). Le point d'entrée collectivités au sein de la Direction de l'Ingénierie, de l'Attractivité et du Développement est le guichet unique des demandes de subventions, inscrites au sein des contrats, et assure le suivi de la politique contractuelle.

Le dossier doit être déposé avant le commencement d'exécution du projet. A réception du dossier, un accusé de réception est rédigé.

- Chaque opération figurant au contrat est affectée d'un coût prévisionnel, d'un taux et d'un montant plafond de subvention départementale.
- Plusieurs cas de figures :
  - Lorsque la dépense réelle est égale ou supérieure à la dépense prévisionnelle, le montant de l'aide indiquée est le plafond. Lorsque la dépense est inférieure, le taux indiqué est appliqué sur le coût réel de l'investissement (à l'exception des subventions forfaitaires). Dans le respect des taux plafonds (Cf. article 3.1), les plans de financement peuvent être modifiés et la participation départementale peut être ajustée ou maintenue sans nécessité d'avenant dans la limite du montant de la subvention prévisionnelle inscrite au contrat.
  - En cas d'abandon de projet ou d'intervention d'autres financeurs après signature du contrat et :
    - avant le début d'exécution des travaux (1<sup>er</sup> paiement) du projet alors les reliquats de crédits pourront éventuellement être remobilisés au moment de la décision modificative du contrat,
    - après le début d'exécution des travaux (1<sup>er</sup> paiement) du projet alors les reliquats de crédits ne donneront pas lieu à de nouvelles programmations.
  - Les sous-réalisations lors du paiement des aides ne donneront pas lieu à de nouvelles programmations.
- Le Département attribue et verse des subventions, à concurrence du montant mentionné au sein du contrat signé entre les parties suivant les modalités décrites ci-dessus. Les services du Conseil départemental sont chargés, chacun pour les opérations de leurs domaines de compétences, d'instruire et de régler chaque dossier relevant du contrat. Dans ce cadre, ils prennent tous les contacts utiles avec les maîtres d'ouvrage bénéficiaires des subventions. Chaque subvention est traitée de manière traditionnelle : attribution lorsque la dépense est arrêtée et le dossier réputé complet, versement sur production de justificatifs (factures, etc), dans le respect des procédures fixées par le règlement financier et le règlement général des subventions du Conseil départemental de la Lozère.
- En règle générale, pour les dossiers présentés aux financements de l'État : le Conseil départemental attribuera son financement après accord de l'État.

## CONTRATS TERRITORIAUX

- Les projets inscrits au contrat devront avoir fait l'objet d'une demande de subvention avant le 15/09/2025 et d'un commencement d'exécution avant le 31/12/2025.

Pour le versement des subventions ne sont retenues que les factures ultérieures à la date du dépôt du dossier. Toutefois, à titre dérogatoire, si des factures sont antérieures au dépôt du dossier, auquel cas, c'est la date de dépôt de la fiche projet qui est retenue.

Si les factures sont antérieures au dépôt de cette fiche, elles ne pourront en aucun cas être retenues pour le paiement.

- Pour les projets portés par une structure dont le Département est membre et pour la voirie communale, et seulement dans ces deux cas, il y a possibilité pour le Département de faire une avance sur la subvention attribuée de maximum 50 %.

### 4.3. Suivi du programme

Le Conseil départemental informera les maîtres d'ouvrage de la situation financière de leurs dossiers, sur demande.

### 4.4. Contrôles

Le Conseil départemental procédera à des contrôles sur place des projets financés. Ce contrôle pourra s'effectuer sur site pour constater la mise en œuvre du projet ainsi que sur un plan administratif pour analyse des pièces justificatives demandées par le Département. Un échantillonnage permettra de sélectionner les dossiers qui feront l'objet d'un contrôle. En cas de manquements constatés dans ces contrôles, la subvention pourra être revue à la baisse ou annulée. Le cas échéant, il pourra être demandé au maître d'ouvrage un remboursement de la subvention départementale.

## 5. La communication

Pour toute subvention accordée par le Département, le bénéficiaire de la subvention s'engage à valoriser auprès du public la participation financière du Département.

À ce titre, il doit obligatoirement assurer une publicité de cette participation par l'apposition du logo du Conseil départemental sur tout support adéquat et du slogan « La Lozère, naturellement »

Lorsqu'il sera fait référence à l'opération ou à l'événement (dans les journaux ou publications locales, panneaux, plaques, réseaux sociaux, etc.), il doit obligatoirement rappeler le montant de la subvention accordée par le Département.

Le bénéficiaire de la subvention assure une communication selon l'une des 3 modalités qui lui a été précisée à la notification de l'aide.

La communication doit rester en place pendant la durée des travaux et durant les 6 mois qui suivent la réception des travaux. Pour les équipements structurants, une plaque permanente mentionnant le financement départemental devra être mise en place dans un espace visible, de

préférence dans l'entrée du bâtiment. La transmission d'une photo montrant la plaque posée sera requise pour le versement du solde de la subvention.

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre et à conserver toutes les preuves de publicités datées : photographies, articles de presse... jusqu'au paiement du solde de la subvention départementale.

En cas d'irrégularité ou de non-respect de ces obligations, le Conseil départemental pourra revoir le conditionnement du versement du solde de la subvention.

Toute demande de logo doit se faire à partir du site internet du Conseil départemental (formulaire à remplir et à renvoyer à la direction de la communication ; site internet : [www.lozere.fr](http://www.lozere.fr) ; courriel : [communication@lozere.fr](mailto:communication@lozere.fr)).

**Annexe 1 : Règlements spécifiques**

## Annexe 1 : Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>SERVICES ET VIE QUOTIDIENNE.....</b>  | <b>2</b>  |
| LOISIRS ET ÉQUIPEMENTS DES COMMUNES.....   | 3         |
| BIBLIOTHÈQUES OU MÉDIATHÈQUES.....   | 4         |
| ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES.....  | 5         |
| STRUCTURES PUBLIQUES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE.....   | 6         |
| MAÎTRISE DES DÉCHETS.....  | 7         |
| BOIS ÉNERGIE.....  | 8         |
| ARCHIVAGE.....   | 9         |
| <br>   |           |
| <b>VOIRIE.....</b>   | <b>10</b> |
| VOIRIE COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE.....  | 11        |
| <br>   |           |
| <b>CADRE DE VIE.....</b>   | <b>12</b> |
| MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSÉS, PATRIMOINE ARCHITECTURAL RURAL,<br>MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS OU INSCRITS..... | 13        |
| AMÉNAGEMENTS DE VILLAGE.....   | 14        |
| MOBILITÉS DURABLES.....  | 15        |
| CRÉATION DE POINT D'EAU INCENDIE POUR LA DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE<br>LES INCENDIES.....                             | 16        |
| <br>   |           |
| <b>HABITAT.....</b>  | <b>18</b> |
| CRÉATION OU RÉHABILITATION LOURDE DE LOGEMENT.....   | 19        |
| AMÉLIORATION DES LOGEMENTS EXISTANTS.....  | 21        |
| <br>   |           |
| <b>DÉVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME.....</b>  | <b>22</b> |
| IMMOBILIER D'ENTREPRISE.....   | 23        |
| DERNIER COMMERCE DE PROXIMITÉ.....   | 27        |
| PROJETS TOURISTIQUES.....  | 29        |
| DIVERSIFICATION AGRICOLE ET FORESTIÈRE.....  | 34        |
| <br>   |           |
| <b>AEP ET ASSAINISSEMENT.....</b>  | <b>36</b> |
| ALIMENTATION EN EAU POTABLE.....   | 37        |
| RENOUVELLEMENT DE RÉSEAUX D'EAU POTABLE DANS LE CADRE D'UNE GESTION<br>PATRIMONIALE.....                             | 40        |
| ASSAINISSEMENT.....  | 42        |
| PROGRAMME EXCEPTIONNEL AEP - ASSAINISSEMENT.....   | 45        |
| GESTION INTÉGRÉE DES COURS D'EAU.....  | 47        |

# SERVICES ET VIE QUOTIDIENNE

## LOISIRS ET ÉQUIPEMENTS DES COMMUNES

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les équipements sportifs et de loisirs : terrains de sports, tennis, complexes sportifs, stade, gymnases...
- les constructions, rénovations (y compris thermique) de bâtiments communaux ou intercommunaux : mairies, sièges des services administratifs, salles polyvalentes, tiers lieux, bâtiments culturels, centres techniques, garages, gendarmerie, centres de secours,...
- les acquisitions de bâtiments en vue d'un aménagement communal ou intercommunal

#### Sont exclus :

- les bâtiments faisant l'objet d'un règlement spécifique (écoles, logements, ateliers relais, derniers commerces...)
- les maisons de santé pluridisciplinaires
- l'équipement informatique et le renouvellement du matériel dans les bâtiments communaux existants
- les fourrières pour animaux

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction de l'effort fiscal 2021 de la collectivité dans les conditions suivantes :

| Effort Fiscal      | Taux de Subvention |
|--------------------|--------------------|
| entre 0 et 0,89    | 25%                |
| entre 0,90 et 1,19 | 30%                |
| Entre 1,20 et 1,39 | 35%                |
| De 1,40 et au delà | 40%                |

Pour les projets portés par des communautés de communes, l'effort fiscal de la commune sur laquelle sera implanté le projet est pris en compte pour le calcul de l'aide.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le financement des équipements à vocation culturelle est soumis à l'avis de la Direction du Développement Éducatif et Culturel du Département. Des préconisations techniques pourront être faites pour faciliter l'utilisation de matériel scénique.

## CONTRATS TERRITORIAUX

### BIBLIOTHÈQUES OU MÉDIATHÈQUES

#### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les créations ou aménagements de bibliothèques ou médiathèques (volet immobilier)

#### Sont exclus :

- le mobilier, l'informatisation et les petits travaux dans les bibliothèques éligibles au règlement spécifique mis en place par la MDL

#### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est fixé à 30 %.

Pour les bibliothèques de niveau 1, la DRAC apporte un financement à hauteur de 50 %.

#### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Le financement des bibliothèques ou médiathèques est soumis à l'avis de la Direction du Développement Éducatif et Culturel – MDL du Département. Des préconisations techniques pourront être faites pour faciliter les usages.

## ÉCOLES PUBLIQUES PRIMAIRES

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- les constructions d'écoles publiques primaires ou les grosses restructurations : destruction de cloisons, agrandissement ou tout travaux entraînant une modification de la structure.
- les aménagements d'écoles publiques primaires existantes : travaux de rénovation, de mise aux normes, d'accès handicapés, d'aménagements de cours, préaux, (hors travaux d'entretien courant et de mobilier).
- la création ou la rénovation de cantine.

#### Est exclu :

- le renouvellement du matériel

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum est fixé à 30 %. L'aide du Département est plafonnée à 300 000 €. Pour tous types de travaux, le coût des travaux éligibles est d'au moins 20 000 € HT.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour que l'opération soit subventionnable, l'Inspection Académique devra donner un avis favorable sur l'opération.

Le financement départemental aux écoles sera conditionné à la participation de la collectivité ou de son délégataire au dispositif Agrilocal. Ainsi, lors de l'attribution de l'aide, la collectivité ou le délégataire devra :

- avoir créé un compte sur la plate-forme,
- avoir lancé au moins une consultation.

# STRUCTURES PUBLIQUES D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

Cf. règlement départemental de l'action sociale (RDAS) :

- Fiche 15 pour les Maisons d'Assistantes Maternelles
- Fiche 19 pour les Crèches, Micro-crèches et Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

## CONTRATS TERRITORIAUX

### MAÎTRISE DES DÉCHETS

#### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- la construction ou l'aménagement d'une ressourcerie, recyclerie,
- la création d'aires de broyage des déchets verts ou de biodéchets,
- l'acquisition de composteurs collectifs, de broyeurs et travaux connexes (matériel, génie civil dont plate-forme de broyage des déchets verts),
- l'aménagement de point d'apport volontaire des déchets ménagers avec conteneurs enterrés avec systèmes permettant la mise en œuvre de la tarification incitative,
- Surcoûts des équipements et des infrastructures liés à la mise en place de la tarification incitative (puces, lecteurs de puces...).

#### BÉNÉFICIAIRES

Collectivités ayant la compétence de la collecte et/ou du traitement des déchets ménagers.

#### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum est fixé à 30 %. L'aide du département est plafonnée à 150 000 €.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## BOIS ÉNERGIE

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- la création de chaufferies bois,
- les équipements de mobilisation de la ressource : plateformes de stockage, bâtiments de stockage.

Pour les chaufferies bois et réseaux de chaleur, l'intervention financière du Département est examinée en fonction des éléments suivants :

- examen du projet, en lien avec la Région et l'ADEME et notamment de la rentabilité économique du projet et de l'évaluation du temps de retour sur investissements.
- au vu des co-financements mobilisables au titre de la Région, de l'ADEME et du FEDER

Le taux d'intervention est calculé pour atteindre un retour sur investissement supérieur ou égal à 5 ans sauf cas exceptionnel et dûment motivé.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Il est attendu une implication forte des collectivités dans le dimensionnement du projet et dans le suivi de son fonctionnement.

Ainsi le solde de l'aide départementale (à minima 25%) sera versé sous condition de la transmission d'un rapport de gestion de l'équipement pendant au moins une saison de chauffe et au plus tard avant le 30/10/2026. En cas d'écart entre l'étude prévisionnelle de dimensionnement et des résultats de mise en œuvre de plus de 20 % la subvention ne pourra être versée qu'à hauteur de 75 %.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## ARCHIVAGE

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- la réalisation du tri et des éliminations réglementaires
- la réalisation de l'analyse, du classement et du conditionnement des archives
- la réalisation d'un inventaire et d'un plan de localisation des archives
- la réalisation d'opérations de mises à jours citées préalablement

#### Sont exclus :

- les opérations de numérisation, de restauration et de valorisation
- la construction ou l'aménagement d'un local à archives
- le temps de travail agents en cas de prestation en régie

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum est fixé à :

- 50 % du coût de l'opération dans la limite d'un plafond d'aide de 5 000 € pour les collectivités de moins de 2 000 habitants,
- 30 % du coût de l'opération dans la limite d'un plafond d'aide de 3 000 € pour les collectivités de plus de 2 000 habitants.

# VOIRIE

## VOIRIE COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les travaux de maintenance, de gros entretien de la voirie communale ou intercommunale,
- les travaux d'aménagement ou de rénovation de la voirie communale ou intercommunale,
- les travaux d'aménagement de voiries de desserte externe des massifs forestiers dans le cadre du schéma départemental,
- les murs de soutènements directement liés à la voirie,
- l'amélioration du réseau routier communal relevant de la section d'investissement des budgets communaux

Sont exclus :

- les travaux de petit entretien figurant à la section de fonctionnement.

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum est fixé à 40 % du montant H.T. des travaux

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Lors de la préparation du contrat, chaque maître d'ouvrage établira une fiche action unique pour les trois ans du contrat avec répartition annuelle indicative. Les attributions se feront sur la base d'un dossier annuel et la somme correspondante viendra en déduction du montant prévu sur la fiche action pluriannuelle.

Lozère Ingénierie pourra accompagner les collectivités adhérentes dans la définition et le suivi des programmes de voirie annuels.

Pour chaque programme annuel de voirie, une tranche optionnelle peut être présentée à la demande initiale, ce qui permettra le cas échéant de mobiliser cette tranche optionnelle si le montant de la tranche ferme est réalisée à moindre coût.

### MODALITÉS DE VERSEMENT

Une avance de 50 % sera versée lors de la signature de la convention et le solde sur présentation de l'ensemble des justificatifs acquittés.

Pour le paiement du solde, les factures fournies doivent atteindre le montant minimum nécessaire pour que la subvention corresponde au taux de 40% même si la dépense votée initialement est plus importante.

Par contre, si ces factures n'atteignent pas ce montant minimum requis, la subvention sera versée à la baisse.

# CADRE DE VIE

## CONTRATS TERRITORIAUX

# MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSÉS, PATRIMOINE ARCHITECTURAL RURAL, MONUMENTS HISTORIQUES CLASSÉS OU INSCRITS

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- les monuments historiques classés et inscrits publics,
- les édifices non protégés au titre des Monuments historiques (églises, temples...), le petit patrimoine rural : fours, fontaines, lavoirs, croix, métiers à ferrer, monuments aux morts, ...

### SUBVENTION

- Monuments historiques classés et inscrits publics  
Le taux de subvention maximal est de 80% du coût HT des travaux toutes subventions confondues. La répartition entre les divers financeurs se fera dans le cadre d'une négociation entre l'État, le Département et la Région.
- Édifices non protégés au titre des Monuments historiques, petit patrimoine rural et monuments aux morts  
Le taux de subvention maximum du Département est fixé à 40 % du HT.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour ces édifices, l'Unité Territoriale d'Architecture et du Patrimoine de la DRAC et la Direction du Développement Éducatif et Culturel du Département devront donner un avis favorable sur l'opération avant l'affectation de l'aide.

## AMÉNAGEMENTS DE VILLAGE

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- les aménagements de villages : aires de jeux, places, rues, parkings, enfouissements des réseaux secs...,
- les aires d'accueil pour les gens du voyage,
- les ouvrages d'art sur la voirie communale,
- la Signalisation d'Information Locale (SIL).

#### Sont exclus :

- la signalisation à l'intérieur d'un village (hors SIL)
- le matériel roulant et de déneigement : tracto-pelle, camion, chasse-neige, étrave...
- les acquisitions pour réserves foncières
- les travaux sur les réseaux d'eaux pluviales
- les aménagements ou créations de cimetières
- les travaux d'aménagement de la voirie communale
- le matériel de vidéosurveillance

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction de l'effort fiscal 2021 de la collectivité dans les conditions suivantes :

| Effort Fiscal      | Taux de Subvention |
|--------------------|--------------------|
| entre 0 et 0,89    | 35%                |
| entre 0,90 et 1,19 | 40%                |
| Entre 1,20 et 1,39 | 45%                |
| De 1,40 et au delà | 50%                |

Pour les projets portés par des communautés de communes, l'effort fiscal de la commune sur laquelle sera implanté le projet est pris en compte pour le calcul de l'aide.



## MOBILITÉS DURABLES

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- la réalisation de pistes cyclables
- les aménagements et équipements visant à favoriser l'intermodalité des transports : pôles multimodaux, aires de covoiturage, parkings à vélo, équipements pour transports en commun...
- l'installation de bornes de recharge électrique pour véhicules légers ou vélos

#### Sont exclus :

- les acquisitions de véhicules et vélos électriques

### SUBVENTION

Le financement des mobilités durables ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée à laquelle peut émarginer le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction de l'effort fiscal 2021 de la collectivité dans les conditions suivantes :

| Effort Fiscal      | Taux de Subvention |
|--------------------|--------------------|
| entre 0 et 0,89    | 35%                |
| entre 0,90 et 1,19 | 40%                |
| Entre 1,20 et 1,39 | 45%                |
| De 1,40 et au delà | 50%                |

Pour les projets portés par des communautés de communes, l'effort fiscal de la commune sur laquelle sera implanté le projet est pris en compte pour le calcul de l'aide.

L'aide du Département est plafonnée à 60 000 €.

## CONTRATS TERRITORIAUX

# CRÉATION DE POINT D'EAU INCENDIE POUR LA DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE LES INCENDIES

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNES

- l'aménagement d'une aire d'aspiration en bordure de plan d'eau ou cours d'eau
- l'aménagement d'un point d'eau artificiel comprenant le dispositif de réservé dédié (réserve à ciel ouvert, citerne souple ou rigide, ancien réservoir, ...) et le dispositif d'aspiration

#### Sont exclus :

- les poteaux et bouches incendie raccordés au réseau d'eau potable

### BÉNÉFICIAIRES

Collectivités compétentes en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum est fixé à 50 %. L'aide du Département est plafonnée à 15 000 € par point d'eau incendie.

### MODALITÉS D'ATTRIBUTION

L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Le point d'eau incendie doit être implanté sur une parcelle publique, réservé exclusivement à la défense extérieure contre les incendies (et à aucun autre usage) et avoir obtenu un avis favorable du SDIS 48.
- Un seul projet de création de point d'eau incendie par commune déléguée pourra être accompagné sur la durée des contrats territoriaux 2022-2025.
- Le versement de l'aide est conditionné à la réalisation d'une visite de réception par le SATEP.



# HABITAT



## CRÉATION OU RÉHABILITATION LOURDE DE LOGEMENT

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Acquisition d'un bien immobilier pour la création ou la réhabilitation de logements locatifs,
- Construction de bâtiment dans le but d'aménagement de logements,
- Création de logements locatifs dans du bâti existant,
- Réhabilitation lourde de logements locatifs.

#### Est exclu :

- Le mobilier

### BÉNÉFICIAIRES

Communes et groupements de communes

### SUBVENTION

Le financement de la création ou réhabilitation lourde de logement ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée à laquelle peut élargir le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

Le taux de subvention maximum est fixé à 40 %.

En cas de réalisation de logements pour l'accueil d'internes en médecine en stage et/ou en remplacement en Lozère ou de saisonniers ou pour l'accueil de nouveaux arrivants dans le cadre de logements-relais, le taux de subvention maximum est fixé à 50 %.

La dépense éligible est plafonnée à 80 000 € HT par logement.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

- L'acquisition et les travaux sont subventionnables dès lors que leur montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT par logement.
- Pour bénéficier de l'aide départementale, la collectivité s'engage à conserver un statut public au logement et la destination de logement locatif non touristique pour une durée de 10 ans.
- Pour la réalisation de logements pour l'accueil d'internes en médecine en stage et/ou en remplacement en Lozère ou de saisonniers ou pour l'accueil de nouveaux arrivants dans le cadre de logements-relais, une fois par an et ce durant les 5 premières années de mise en location, la collectivité devra communiquer au Département un état récapitulatif des locations accompagné de pièces justificatives afin d'en apprécier l'occupation et l'usage du logement accompagné.

## CONTRATS TERRITORIAUX

- Des contrôles pourront être effectués : dans l'hypothèse d'un usage non conforme à la destination initiale du logement, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie de l'aide départementale.
- La collectivité s'engage à participer aux dispositifs de collecte d'information des logements disponibles organisés dans le cadre des politiques publiques d'accueil de nouveaux arrivants et d'action en faveur de la démographie médicale. Dans ce cadre, elle tient notamment à disposition du Département un état récapitulatif des logements publics (classification et qualification du logement, occupation, ...)

### PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

En plus des documents nécessaires, à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général, il convient de fournir le plan des ouvrages.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## AMÉLIORATION DES LOGEMENTS EXISTANTS

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Amélioration des logements publics existants,
- Travaux annexes participant à la valorisation et à l'attractivité du logement : aménagements extérieurs, création de garage, terrasse, jardins partagés, ...

#### Est exclu :

- Le mobilier

### BÉNÉFICIAIRES

Communes et groupements de communes

### SUBVENTIONS

Le taux de subvention maximum est fixé à 30 %. La dépense éligible est plafonnée à 40 000 € HT par logement.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Des contrôles pourront être effectués. Dans l'hypothèse d'un usage non conforme à la destination initiale du logement, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie de l'aide départementale.
- La collectivité s'engage à participer aux dispositifs de collecte d'information des logements disponibles organisés dans le cadre des politiques publiques d'accueil de nouveaux arrivants et d'action en faveur de la démographie médicale. Dans ce cadre, elle tient notamment à disposition du Département un état récapitulatif des logements publics (classification et qualification du logement, occupation, ...)

### PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

En plus des documents nécessaires, à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général, il convient de fournir le plan des ouvrages.

-

# DÉVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME



## IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Dans le cadre de la loi Notre, la compétence immobilier d'entreprise est confiée aux collectivités (communes ou communautés de communes). Le Département peut être amené à cofinancer que dans le cadre des contrats territoriaux.

Cette aide est destinée à aider les projets immobiliers (création, extension et modernisation de l'ensemble immobilier) qui concourent au maintien ou au développement durable des entreprises.

Le financement de l'immobilier d'entreprise ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée à laquelle peut émarger le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Achat du terrain dans la limite de 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné
- Travaux et VRD dans les limites de la parcelle
- Travaux de construction. Les dépenses éligibles sur l'ensemble immobilier seront en lien avec l'activité professionnelle
- Acquisition de bâtiment et son aménagement : la localisation du bâtiment est justifiée par le projet d'entreprise. Ce bâtiment ne doit pas avoir bénéficié d'aide départementale sur les 10 dernières années (sauf en cas de liquidation judiciaire). L'acquisition d'un bâtiment devra être destinée à une activité entrepreneuriale et devra être motivée par le maintien ou le développement d'activité.
- Aménagement paysager
- Frais liés au projet (maître d'œuvre, ingénierie, notaire, géomètre, étude, frais de raccordement, etc)

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Les bâtiments pourront accueillir toutes entreprises, à l'exclusion des services financiers, des banques et assurances, des professions libérales, des commerces de détail et de négoce, des bâtiments agricoles, des auto-entrepreneurs et services à la personne.
- Le simple déménagement d'une entreprise dans le périmètre départemental n'est pas subventionnable. Le projet ne pourra être subventionné que si le déménagement est en lien avec un projet de développement de l'entreprise ou suite à des contraintes réglementaires.

## I. SUBVENTION POUR LES BÂTIMENTS BLANCS

Le Département interviendra sous forme de subvention au taux de 20 % maximum avec un plafond fixé à 30 000 €. Le calcul de la dépense subventionnable, portera sur le déficit prévisionnel de l'opération (Coût de l'investissement – recettes escomptées (loyers) + investissement en cours d'exploitation sur la durée d'amortissement).

## CONTRATS TERRITORIAUX

Le loyer doit être compris dans le prix du marché. Le taux maximum d'aides publiques est de 80 % du déficit de l'opération.

### BÉNÉFICIAIRES

- EPCI

## II. SUBVENTION POUR LES ATELIERS RELAIS

Les règles du dispositif immobilier d'entreprise s'appliquent aux projets portés par des collectivités en crédit bail. Il sera exigé un protocole d'accord avec un dépôt de garantie pour couvrir les frais d'étude avant la livraison du bâtiment. A partir du début des travaux et de la signature du crédit-bail, une garantie de paiement de loyer ou de cautionnement de 2 ans minimum sera exigée.

### BÉNÉFICIAIRES

- EPCI sous réserve que l'entreprise bénéficiaire du crédit bail soit éligible aux conditions suivantes :
  - Les entreprises selon la définition européenne relevant de filières structurées ou à enjeu local
    - PE : Petites Entreprises : entreprises indépendantes de moins de 50 salariés
    - ME : Moyennes Entreprises : entre 50 et 249 salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions d'euros ou le total du bilan inférieur à 43 millions d'euros
    - GE : Grandes Entreprises : toute entreprise qui n'est pas une PME est une grande entreprise)
  - Associations éligibles si elles ont un agrément d'entreprise d'insertion ou d'entreprise adaptée
  - Les SCI, uniquement dans le cas où les SCI détenues majoritairement par l'entreprise ou son principal associé sont admissibles. Le montage légal est le suivant : la SCI donne en location le bien immobilier à la structure commerciale qui l'exploite.
  - Sont exclus : les services financiers, les banques et assurances, les professions libérales, les sociétés de commerce et de négoce hors B to B, les bâtiments agricoles, les auto-entrepreneurs, les services à la personne

### POUR LES PROJETS DE MOINS DE 40 000 € (60 000 € POUR LES PROJETS AGROALIMENTAIRES)

Le Département pourra intervenir en co-financement avec les communautés de communes (dans le cadre de la délégation de l'octroi de l'aide à l'immobilier). Le Département et la communauté de communes interviennent à parité, déduction faite d'autres aides et en

## CONTRATS TERRITORIAUX

respectant le taux maximum d'aides publiques selon le zonage AFR (cf. tableaux ci-dessous), en complément de l'autofinancement de la communauté de communes.

### POUR LES PROJETS DE PLUS DE 40 000 € (60 000 € POUR LES PROJETS AGROALIMENTAIRES)

La Région intervient de manière proportionnelle avec un taux d'intervention maximum complémentaire à l'intervention de l'EPCI. Ce taux s'applique au montant maximum d'aides publiques du projet, selon les principes de cofinancement suivants :

| 2018   | 2019   | 2020   |
|--|--|--|
| Min 10 % EPCI + Département<br>Max 90 % Région | Min 20 % EPCI + Département<br>Max 80 % Région | Min 30 % EPCI + Département<br>Max 70 % Région |

La communauté de communes et le Département participent à parité sur le taux défini (soit 5 % en 2018 ; 10 % en 2019 et 15 % en 2020).

L'aide du Département est plafonnée à 60 000 €. Pour les sociétés de négoce en B to B, le plafond est fixé à 15 000 €.

Lorsque le montant maximum de la subvention départementale est atteint, l'EPCI peut financer au-delà de la règle de parité.

Seuls les projets retenus par la Région seront financés par le Département et la communauté de communes. Dans le cas d'un projet global, comprenant des investissements productifs et immobiliers, dans la mesure où la Région attribue une subvention au plafond pour les investissements productifs, le Département et la communauté pourront intervenir, sans intervention de la Région, sur les dépenses relatives à l'immobilier dans la limite de 20 % en 2019 (soit 10 % chacun) et 30 % en 2020 (soit 15 % chacun) de l'aide mobilisable selon le cadre ou le TMAP applicable.

Le projet de l'entreprise sera considéré dans sa globalité afin de considérer un plan de financement intégrant toutes les interventions de l'EPCI (mise à disposition du foncier ou rabais sur le prix initial, intervention sur la dépense de voirie, de réseaux ou autres dépenses directes, participation au capital ou exonérations fiscales). Ces modalités de participation de l'EPCI pourront être valorisées en contrepartie de la part du Département en accord avec le Département et selon les prix du marché.

### TABLEAU DE TAUX MAXIMUM D'AIDES PUBLIQUES

#### Zonage Aide à Finalité Régionale issu du décret 02/07/2014

| Entreprises       |                 | Régimes d'aides |
|-------------------|-----------------|-----------------|
| Aides en Zone AFR | GE <sup>1</sup> | 10%             |
|                   | ME              | 20%             |
|                   | PE              | 30%             |

**1GE** : Grande Entreprise

**ME** : Moyenne Entreprise

**PE** : Petite Entreprise

## CONTRATS TERRITORIAUX

Ce taux peut-être porté à 40 % pour les entreprises agroalimentaires.

LISTE DES COMMUNES EN ZONAGE AFR (2014-2020) : 48002 Albaret-Sainte-Marie ; 48005 Antrenas ; 48008 Arzenc-de-Randon ; 48009 Aumont-Aubrac ; 48013 Badaroux ; 48016 Balsièges ; 48017 Banassac ; 48018 Barjac ; 48021 La Bastide-Puylaurent ; 48022 Bédouès ; 48025 Les Bessons ; 48030 Brenoux ; 48032 Le Buisson ; 48034 La Canourgue ; 48039 Chanac ; 48042 Chastel-Nouvel ; 48043 Châteauneuf-de-Randon ; 48045 Chaudeyrac ; 48047 La Chaze-de-Peyre ; 48049 Chirac ; 48050 Cocurès ; 48055 Cultures ; 48056 Esclanèdes ; 48061 Florac ; 48066 Fraissinet-de-Lozère ; 48075 Ispagnac ; 48080 Langogne ; 48086 Luc ; 48090 Le Malzieu-Ville ; 48092 Marvejols ; 48094 Le Massegros ; 48095 Mende ; 48099 Le Monastier-Pin-Moriès ; 48121 Prunières ; 48125 Le Recoux ; 48127 Rieutort-de-Randon ; 48128 Rimeize ; 48129 Rocles ; 48132 Saint-Alban-sur-Limagnole ; 48137 Saint-Bauzile ; 48138 Saint-Bonnet-de-Chirac ; 48140 Saint-Chély-d'Apcher ; 48142 Sainte-Colombe-de-Peyre ; 48150 Saint-Flour-de-Mercoire ; 48156 Saint-Germain-du-Teil ; 48181 Saint-Saturnin ; 48183 Saint-Sauveur-de-Peyre ; 48185 Les Salelles ; 48191 La Tieule.

### Hors zonage Aides à Finalité Régionales - Régime cadre exempté

| Entreprises |    | Régimes d'aides |
|-------------|----|-----------------|
| Aides PME   | GE | 0%              |
|             | ME | 10%             |
|             | PE | 20%             |

Ce taux peut-être porté à 40 % pour les entreprises agroalimentaires.

### PIÈCES JUSTIFICATIVES

Versement sur présentation des justificatifs.

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

- photos ;
- permis de construire et photocopie de l'ensemble des pièces constituant la demande de permis de construire ;
- plans (masse, situations, coupes et intérieurs...) ;
- acte notarié de propriété ;
- comptes administratifs des deux derniers exercices budgétaires ;
- toutes autres pièces nécessaires pour justifier aux conditions du règlement



## DERNIER COMMERCE DE PROXIMITÉ

Cette aide est destinée à soutenir l'initiative publique pour maintenir la vie économique locale en milieu rural en maintenant un dernier commerce ou en créant un. Le projet doit permettre de maintenir une offre de besoin de première nécessité.

### BÉNÉFICIAIRES

- Communes
- EPCI

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Acquisition de bâtiment et son aménagement : la localisation du bâtiment est justifiée par le projet d'entreprise. Ce bâtiment ne doit pas avoir bénéficié d'aide départementale sur les 10 dernières années (sauf en cas de liquidation judiciaire). L'acquisition d'un bâtiment devra être destinée à une activité entrepreneuriale et devra être motivée par le maintien ou le développement d'activité.
- Achat du terrain dans la limite de 10 % des dépenses totales éligibles du projet concerné
- Travaux et VRD dans les limites de la parcelle
- Aménagement paysager
- Frais liés au projet (maître d'œuvre, ingénierie, notaire, géomètre, étude, frais de raccordement, etc)
- Les activités de débit de boissons sont éligibles lorsqu'elles viennent en complément d'une autre activité répondant à un besoin de première nécessité (moins de 50 % du Chiffre d'Affaires prévisionnel).

### SUBVENTION

Le financement « Dernier commerce de proximité » ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée à laquelle peut émarger le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

Le Département apportera une subvention avec un taux maximum d'intervention de 20 % des dépenses éligibles et avec un plafond de 50 000 €. Le taux maximum d'aide publiques est de 80 %.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

Versement sur présentation des justificatifs.

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

- déclaration des aides publiques directes ou indirectes perçues les trois dernières années ;
- délibération autorisant l'exécutif à solliciter un financement
- analyse économique sur la concurrence + viabilité économique
- photos ;
- permis de construire et photocopie de l'ensemble des pièces constituant la demande de permis de construire ;
- plans (masse, situations, coupes et intérieurs...) ;
- acte notarié de propriété ;
- accord bancaire,
- bilans comptables des deux derniers exercices budgétaires ;

## CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Circulaire du 3 novembre 2016 sur l'intervention économique des départements (article L1511.3 du CGCT)
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) Article 94
- Règlement régional Pass'commerce de proximité
- Code général des collectivités territoriales
- Règlement général d'investissement du Conseil départemental

# CONTRATS TERRITORIAUX

## PROJETS TOURISTIQUES

Les projets financés dans le cadre de ce dispositif doivent démontrer leur conformité quant à l'application des règles des aides d'État au sens des règlements européens en vigueur.

En l'absence d'argumentation au titre du cadre « Service d'Intérêt Économique Général », il est nécessaire de justifier les points suivants dans le sens de la communication de la Commission Européenne du 19 mai 2016 relative à la notion d'« aides d'État » :

- services ayant une activité locale
- petite taille, pas exportation
- pas d'attraction de clients provenant de l'UE (ou moins de 30% selon les jurisprudences)
- pas de concurrent UE sur place et peu de chance qu'ils s'implantent
- pas d'effet sur les échanges intra-UE
- pas d'obstacle à l'implantation d'opérateurs

### I. LES VILLAGES DE VACANCES

#### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES ET SUBVENTION

Mise en place et rénovation d'hébergements d'un bon niveau sur les divers sites du département.

##### A. Création / démolition-reconstruction

Le Département intervient à hauteur de 30 % du coût HT des investissements, dans la limite d'un plafond d'investissement total de 2 000 000 €, et de 130 000 € par gîte, y compris les équipements annexes, pour un projet de construction par an. Les constructions doivent être du bâti en dur (construction maçonnerie, etc...). Tous autres types d'hébergements ne seront pas prioritaires (chalets, H.L.L...).

L'obtention d'un classement minimum de 3 étoiles ou équivalent est obligatoire.

##### B. Réhabilitations

Le Département intervient à hauteur de 30 % du coût HT des investissements, dans la limite d'un plafond d'investissement total de 1 000 000 €, et de 60 000 € par gîte, y compris les équipements annexes.

Le porteur de projet devra obligatoirement transmettre les résultats de l'étude de faisabilité réalisée dès lors que les travaux sont supérieurs à 500 000 €.

L'obtention d'un classement minimum de 2 étoiles ou équivalent est obligatoire.

Une seule aide par projet pourra être accordée sur la période 2014-2020.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## BÉNÉFICIAIRES

Communes ou communautés de communes

## II. AIRES DE SERVICES ET D'ACCUEIL POUR LES CAMPING-CARS

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES ET SUBVENTION

- Aménagement d'aires de services
  - La nature des travaux subventionnables est limitée aux installations d'aires de services avec bornes industrielles ou artisanales (acquisition et installation de bornes services), à l'exclusion des aménagements nécessaires pour le stationnement.
  - L'implantation devra se faire en fonction de la voirie et des réseaux existants (eau, électricité, assainissement).
- Aménagement d'aires d'accueil :
  - Sont éligibles les travaux et investissements suivants : végétalisation, aménagements (critères : aire stabilisée, facile d'accès (hauteur, dégagement, demi tour), surface minimale permettant aux véhicules de manœuvrer, espace paysager, poubelles)

### SUBVENTIONS

- Aménagement d'aires d'accueil et aires de services :
  - Les projets intégrant la réalisation d'une aire d'accueil et d'une aire de services seront privilégiés. Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 10 000 € de subvention.
- Aménagement d'aires de services
  - Les aires de services pourront être financées uniquement s'il existe une aire d'accueil à proximité dans le hameau. Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 5 000 € de subvention.
- Aménagement d'aires d'accueil :
  - Le Département interviendra à hauteur de 30% du coût de l'opération, dans la limite de 3 000 € de subvention.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

L'aire de services et d'accueil devra :

- être implantée dans un lieu facile d'accès,
- faire l'objet d'une signalétique adaptée et conforme aux réglementations en vigueur
- prévoir une explication sur le fonctionnement et l'utilisation du matériel en français et en anglais
- être implantée dans un lieu calme et agréable, avec des efforts apportés en termes d'aménagements paysagers
- être implantée à une distance maximale de 500 mètres d'un hameau possédant des commerces de première nécessité et/ ou à proximité des sites touristiques majeurs
- Les aires implantées devront être distantes d'au moins 10 km d'une autre aire de ce type.

## CONTRATS TERRITORIAUX

Le Département interviendra prioritairement :

- sur les projets d'implantations d'aires où il existe un déficit de l'offre, conformément au schéma d'accueil des camping-cars réalisé en 2011, sur les zones où il existe une forte densité touristique, sur les axes routiers majeurs du département.

### III. HEBERGEMENTS TOURISTIQUES

#### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Gîtes ruraux :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 3 épis, clés ou équivalent.
  - La création, la rénovation et l'extension sont éligibles ainsi que les aménagements extérieurs. Toutefois, les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale (Pour les projets de création et d'extension, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux...) afin qu'il puisse apporter des conseils visant à assurer la qualité architecturale et l'intégration paysagère du projet).
  - Les équipements de loisirs adossés à un hébergement touristique seront éligibles, en vu de diversifier les prestations de services pour atteindre un niveau de qualité supérieur, mais, sans obligation de montée en gamme (exemples : accueil pour les ânes, piscine, spa, abris pour moto...).
- Gîtes d'étapes et gîtes de groupes :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 2 épis, clés ou équivalent.
  - La création, la rénovation et l'extension sont éligibles ainsi que les aménagements extérieurs. Toutefois, les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale (Pour les projets de création et d'extension, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux...) afin qu'il puisse apporter des conseils visant à assurer la qualité architecturale et l'intégration paysagère du projet).
  - Les équipements de loisirs adossés à un hébergement touristique seront éligibles, en vu de diversifier les prestations de services pour atteindre un niveau de qualité supérieur, mais, sans obligation de montée en gamme (exemples : accueil pour les ânes, piscine, spa, abris pour moto...).
- Construction neuve de gîte, de gîte d'étape
  - Tout projet de création, en vu d'atteindre au minimum 4 étoiles, épis ou équivalent.
  - La construction devra être labellisée « Tourisme et handicap » et « Ecolabel ».
  - Les opérations devront être intégrées à l'environnement et/ou de qualité architecturale, le CAUE devra être consulté avant tout dépôt de dossiers d'urbanisme (permis de construire, déclaration de travaux...).
- Hôtellerie de plein air :
  - Tout projet de création, réhabilitation, modernisation d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 2 étoiles.
  - La création, la rénovation globale, y compris la signalétique et les aménagements paysagers extérieurs,
  - Les HLL sont éligibles si elles sont intégrées au paysage et si elles utilisent des matériaux en bois.

## CONTRATS TERRITORIAUX

- Hébergements insolites
  - Tout projet de création d'une structure labellisée, en vue d'atteindre au minimum 3 épis, clés.
- Travaux de rénovation énergétique
  - Les études et les frais de conseil sont éligibles pour la réalisation d'un audit énergétique permettant de choisir les travaux de rénovation énergétique les plus adaptés pour un bâtiment.
  - Les travaux seront éligibles si le gain énergétique garanti par les rénovations réalisées est de 25% au minimum, sans obligation de montée en gamme .
  - Pour garantir l'atteinte des 25% de gain énergétique :
 

Avant travaux : un audit énergétique devra être réalisé, comprenant une évaluation énergétique avant travaux avec des propositions pertinentes, concrètes et chiffrées concernant les travaux d'amélioration énergétique à réaliser.

Après travaux : une évaluation énergétique après travaux pour assurer que les travaux engagés ont permis de réaliser un gain énergétique de 25 %.

### Sont exclus :

- les investissements mobiliers « déplaçables »,
- l'auto construction : est exclue la main d'œuvre. Les frais d'achat de matériaux utilisés pour la création ou la modernisation du bâtiment sont éligibles (exemples : peinture, plâtre, ciment, carrelage, plomberie...),
- le matériel d'occasion,
- les mobil-homes, bungalows
- les seules mises aux normes (accessibilité, incendie, sécurité, assainissement) et les entretiens courants

## CONDITIONS PARTICULIÈRES

- viabilité du projet : plan d'actions et budget prévisionnel sur 3 ans pour les investissements présentant des recettes.
- maintien de l'activité touristique et engagement dans cette démarche qualité pour une durée minimale de 7 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide (dans la perspective où l'infrastructure subventionnée ferait l'objet d'une revente, la subvention départementale accordée en faveur du projet devra être remboursée),
- ouverture de la structure minimale de 4 mois sur l'année pour les campings
- ouverture de la structure minimale de 6 mois d'avril à octobre pour les gîtes ruraux, gîtes d'étapes, gîtes de groupes et hébergements insolites,
- les porteurs de projet devront s'engager à assurer l'accueil des touristes et préciser aux financeurs les modalités d'accueil envisagées (gestion directe / indirecte, personne en charge de l'accueil...),
- le bénéficiaire de la subvention devra s'engager à respecter les conditions fixées par le label auquel il sera affilié,
- l'attestation d'engagement dans une démarche de qualité devra être fournie.

## SUBVENTION

- 10 %

## CONTRATS TERRITORIAUX

- sous réserve d'une analyse du contexte concurrentiel local – intervention en cas de carence de l'initiative privée

### IV. AUTRES PROJETS

#### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Aménagement d'aires de loisirs (aménagement autour d'un lac par exemple)
- Autres projets touristiques publics

#### SUBVENTION

- 30 %

## DIVERSIFICATION AGRICOLE ET FORESTIÈRE

### NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Investissements matériels et immobiliers permettant le développement des filières de diversification agricole y compris la filière forestière.
- Investissements immobiliers liés notamment à des opérations de reconquête agricole dans des communes caractérisées par une forte déprise agricole.
- Opérations d'investissement découlant des démarches Terra Rural et Charte Forestière de Territoire ayant un fort impact et une forte valeur ajoutée pour le territoire.
- Les projets financés au titre de ce dispositif ne doivent pas être éligibles au règlement de l'immobilier d'entreprises.

### BÉNÉFICIAIRES

- Toutes les collectivités

### SUBVENTION

- Le taux d'intervention est étudié au cas par cas en fonction de la nature et de l'importance de l'opération.
- Le Département intervient en complément des aides de l'Europe, l'État et/ou la Région dans la limite des plafonds réglementaires liés au type d'opération.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

Investissements matériels permettant le développement des filières de diversification agricole y compris la filière forestière.

- délibération du maître d'ouvrage décidant la mise en œuvre de l'opération et sollicitant le financement
- devis descriptifs et estimatifs des travaux
- plans de financement de l'opération faisant apparaître les autres subventions sollicitées ou obtenues

### CADRE RÉGLEMENTAIRE

- Régime n°SA 40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans le secteur agricole.
- Régime n°SA 39677 "aide aux actions promotion des produits agricoles.

## CONTRATS TERRITORIAUX

- Régime n°SA 40979 relatif aux aides au transfert de connaissances et au aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.
- Régime n°SA 40670 « aide au démarrage pour les groupements et organisations de producteurs dans le secteur agricole pour la période 2015-2020.
- Régime n°SA 41652 relatif aux aides en faveur de participation des producteurs de produits agricoles à des systèmes de qualité.
- Régime n°SA 41135 "aide au Programme National de Développement des Initiatives Locales (PIDIL).
- Régime n°SA 40321 "aide au secteur de l'élevage pour la période 2015-2020".
- Régime n°SA 43783 "aide aux service de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales".
- Régime n°SA 39618 relatif aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production primaire.
- Convention entre la Région et le Département de la Lozère en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire signée à Mende le 01/07/2017.

# AEP ET ASSAINISSEMENT

## ALIMENTATION EN EAU POTABLE

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- les études (schéma, diagnostic, études réglementaires),
- les travaux de mise en place d'outils de gestion (compteurs, télégestion) ,
- la mise en place des périmètres de protection (procédures administratives, acquisitions, travaux de protection, servitudes),
- les travaux de création d'ouvrages d'eau potable (captages, réservoirs, réseaux, stations de traitement d'eau potable) en cohérence avec le Schéma départemental AEP visant à garantir l'adéquation ressources/besoins et la qualité de l'eau distribuée,
- la desserte publique d'UDI collectives privée.

#### Sont exclus :

- les extensions de desserte AEP vers des zones d'activité économique ou des zones à lotir ou à urbaniser (lotissements...) et des UDI privées unifamiliales,
- la défense extérieure contre les incendies,
- les branchements particuliers (y compris la part publique des branchements),

### BÉNÉFICIAIRES

- Communes rurales
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)
- EPCI urbains pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction du prix du service définissant un taux de base et de la nature des investissements selon les conditions décrites ci-après.

| Prix du service d'eau potable HT et hors redevance par m <sup>3</sup><br>(sur une base de 120 m <sup>3</sup> ) | Taux de base |
|--|--------------|
| ≥ 1,50 €   | 50%          |
| 1,00 – 1,50 €  | 30%          |
| < 1,00 €   | 0%           |

## CONTRATS TERRITORIAUX

| Nature des investissements   | Taux maximum             |
|--|--------------------------|
| <b>Études</b> (schéma, diagnostic, études réglementaires)  | Taux de base             |
| <b>Mise en place d'outils de gestion</b> : compteurs, télésurveillance, télégestion  | Taux de base             |
| <b>Mise en place des périmètres de protection</b> : procédures administratives et acquisition du Périmètre de Protection Immédiat (PPI)  | Taux de base             |
| <b>Mise en place des périmètres de protection</b> : travaux de protection  | Taux de base             |
| <b>Opérations répondant aux enjeux qualité et quantité du Schéma départemental AEP</b> : mobilisation nouvelle ressource (captage, adduction, traitement, stockage en tête de réseau, réhabilitation de captage dans un objectif de gain qualitatif, interconnexion, mobilisation de ressource alternative et/ou stockage d'eau brute) | Taux de base             |
| <b>Desserte publique AEP d'UDI collectives privées</b> (UDI qui sont transférées dans le patrimoine de la Collectivité) : raccordement au réseau public et/ou mobilisation nouvelle ressource (interconnexion, captage, adduction, réservoir de tête et distribution)  | Taux de base - 20 points |

### MODALITÉS D'ATTRIBUTION

L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Pour tout investissement, étude et outil d'exploitation, le bénéficiaire devra justifier des moyens d'exploitation dont il dispose ou qu'il entend mettre en œuvre pour garantir la pérennité de l'investissement
- Dépense minimum éligible : 25 000 € HT à l'exception des études, de mise en place de traitements d'eau potable, de compteurs et des travaux en régie. Cette condition est appréciée globalement pour l'AEP et l'assainissement en cas d'opération globale scindée en deux dossiers de financement.
- Les travaux en régie sont éligibles. Dépense retenue : fournitures et location de matériel. Le temps de travail de l'agent n'est pas éligible.
- Pour des dossiers comportant des travaux susceptibles de bénéficier de taux d'aide différents (plusieurs natures de travaux), il sera calculé un taux de subvention moyen pondéré appliqué à l'instruction et à la gestion du dossier

## CONTRATS TERRITORIAUX

- Le prix du service pris en compte pour la détermination du taux d'aide est celui applicable à la date de l'attribution de l'aide par la Commission permanente. A titre dérogatoire, pour les collectivités qui mettent en place le service, il sera pris en considération le prix sur lequel s'engage la collectivité à la mise en place du service. La collectivité devra justifier, dans les 3 ans qui suivent l'année d'affectation de l'opération en commission permanente, de l'application effective de ce tarif.



## RENOUVELLEMENT DE RÉSEAUX D'EAU POTABLE DANS LE CADRE D'UNE GESTION PATRIMONIALE

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- le renouvellement réseaux AEP et ouvrages annexes uniquement programmé dans le cadre d'une gestion patrimoniale avec assistance technique du SATEP et sur une unité de distribution indépendante considérée comme déficitaire dans le cadre d'un schéma directeur ou d'une étude diagnostic

#### Sont exclus :

- les branchements particuliers (y compris la part publique des branchements),
- le renouvellement de réseau d'opportunité,
- les déplacements de conduite du domaine privé au domaine public, sans autre problématique associée,
- les travaux de réparation de fuites ponctuelles.

### BÉNÉFICIAIRES

- Communes rurales
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes rurales (au prorata des besoins ruraux)
- EPCI urbains pour la part des projets concernant les communes rurales (au prorata des besoins ruraux)

### SUBVENTION

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction du prix du service selon les conditions décrites ci-après.

| Prix du service d'eau potable HT et hors redevance par m <sup>3</sup><br>(sur une base de 120 m <sup>3</sup> ) | Taux de base |
|--|--------------|
| ≥ 1,50 €   | 50%          |
| 1,00 – 1,50 €  | 30%          |
| < 1,00 €   | 0%           |

# CONTRATS TERRITORIAUX

## MODALITÉS D'ATTRIBUTION

L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

## CONDITIONS PARTICULIÈRES

- La collectivité dispose du descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable tel que mentionné à l'article D2224-5-1 du CGCT (atteinte d'un minimum de 40 points concernant l'évaluation de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable évalué sur 120 points)
- Dans le cadre de sa mission d'assistance technique, le SATEP recense à partir des données patrimoniales (caractéristiques des réseaux, interventions, ...), et de l'analyse de l'état fonctionnel (consommations, pressions, qualité de l'eau, temps de séjour, ...) les réseaux d'eau potable à renouveler et accompagne les collectivités dans la définition de leur projet.
- Seuls les renouvellements de réseaux et d'ouvrages annexes recensés par le SATEP dans le cadre de sa mission de gestion patrimoniale sont éligibles au présent dispositif.
- Dépense minimum éligible : 25 000 € HT à l'exception des travaux en régie. Cette condition est appréciée globalement pour l'AEP et l'assainissement en cas d'opération globale scindée en deux dossiers de financement.
- Les travaux en régie sont éligibles. Dépense retenue : fournitures et location de matériel. Le temps de travail de l'agent n'est pas éligible.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## ASSAINISSEMENT

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

- Études (schéma, diagnostic, études réglementaires) ;
- Travaux de mise en place d'outils de gestion (compteurs, télégestion, auto-surveillance) ;
- Travaux de création ou de réhabilitation de réseaux d'eaux usées et de dispositifs épuratoires ;
- Création de système d'assainissement collectif pour les moins de 200 EH sous réserve d'un SPANC opérationnel et d'un zonage d'assainissement effectif ;
- Réhabilitation groupée d'ANC prioritaires sous l'égide d'un SPANC
- Équipements de réception des graisses et matières de vidange dans le cadre d'un plan de prévention et de gestion des déchets d'échelle à minima départementale.

○

#### Sont exclus :

- Réseaux de collecte et systèmes de traitement des eaux pluviales
- Renouvellement de réseaux de collecte Eaux Usées
- Branchements particuliers (y compris la part publique des branchements)
- Création d'un assainissement collectif dans les villages pour lesquels le diagnostic du SPANC fait apparaître la faisabilité de l'ANC

## SUBVENTION

### I. POUR LES COLLECTIVITÉS RURALES

Les bénéficiaires possibles sont :

- Communes rurales
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)
- EPCI urbains pour la part des projets concernant les communes rurales (au pro-rata des besoins ruraux)

Le taux de subvention maximum du Département est modulé en fonction du prix du service définissant un taux de base et de la nature des investissements selon les conditions décrites ci-après.

| Prix du service de assainissement HT et hors redevance par m <sup>3</sup><br>(sur une base de 120 m <sup>3</sup> ) | Taux de base |
|--|--------------|
| ≥ 1,25 €   | 40%          |
| 0,80 € - 1,25 €  | 20%          |
| < 0,80 €   | 0%           |

## CONTRATS TERRITORIAUX

| Nature des investissements  | Taux maximum             |
|---|--------------------------|
| <b>Études</b> (schéma, diagnostic, études réglementaires)   | Taux de base             |
| <b>Mise en place d'outils de gestion</b> : compteurs, télésurveillance, télégestion   | Taux de base             |
| <b>Réhabilitation ou création de dispositifs inscrits dans un PAOT ou dans les priorités d'un contrat de rivière</b>  | Taux de base             |
| <b>Création ou réhabilitation de système d'assainissement collectif ne faisant partie ni d'un programme de travaux relevant des Directives ERU et DCE, ni d'un PAOT, ni des priorités d'un contrat de rivière</b>   | Taux de base – 10 points |
| <b>Équipement d'auto-surveillance</b> (systèmes d'assainissement supérieurs à 200 EH) des stations et des réseaux   | Taux de base             |
| <b>Dispositif de réception et de retraitement des matières de vidange et des graisses</b>   | Taux de base             |
| <b>Dispositif d'hygiénisation des boues d'épuration</b>   | Taux de base             |
| <b>Réhabilitation des assainissements non collectifs</b> impactant la salubrité et le milieu naturel dans le cadre d'opérations groupées prioritaires mises en œuvre par un service intercommunal d'assainissement<br>Conditions : zonage approuvé, contrôles périodiques SPANC effectifs<br>Opérations sous maîtrise d'ouvrage du SPANC<br>Dépense plafonnée à 7 000 € HT par dispositif | Aide à 30 %              |

## II. POUR LES COLLECTIVITES URBAINES

Les bénéficiaires possibles sont :

- Communes urbaines
- EPCI urbains
- EPCI ruraux pour la part des projets concernant les communes urbaines (au pro-rata des besoins urbains)

| Nature des investissements  | Taux maximum       |
|---|--------------------|
| <b>Dispositif de réception et de retraitement des matières de vidange, des graisses</b> (selon le plan de prévention et de gestion des déchets) <b>et boues</b> | Taux d'aide de 40% |

## CONTRATS TERRITORIAUX

### MODALITÉS D'ATTRIBUTION (COMMUNES URBAINES, COMMUNES RURALES ET PROGRAMME EXCEPTIONNEL)

L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

### CONDITIONS PARTICULIÈRES (COMMUNES URBAINES, COMMUNES RURALES)

- Pour tout investissement, étude et outil d'exploitation, le bénéficiaire devra justifier des moyens d'exploitation dont il dispose ou qu'il entend mettre en œuvre pour garantir la pérennité de l'investissement
- Pour des opérations de création ou de réhabilitation de système d'assainissement : la dépense éligible est plafonnée à 3 000 € / EH
- Pour des opérations de création de système d'assainissement : participation financière pour raccordement à l'assainissement collectif (PFAC) d'un montant de 1 000 €HT minimum pour les constructions existantes ou postérieures à la création du réseau de collecte
- La réhabilitation des systèmes d'assainissement du maître d'ouvrage demandeur (réseau et/ou station) dont le fonctionnement est déficient doit intervenir avant la création de nouveaux systèmes d'assainissement
- Pour la création des systèmes épuratoires d'une capacité de moins de 200 EH, il est demandé un avis du SPANC sur le périmètre de collecte
- Dépense minimum éligible : 25 000 € HT à l'exception des études, de dispositifs d'autosurveillance ou de métrologie et des travaux en régie. Cette condition est appréciée globalement pour l'AEP et l'assainissement en cas d'opération globale scindée en deux dossiers de financement.
- Les travaux en régie sont éligibles. Dépense retenue : fournitures et location de matériel. Le temps de travail de l'agent n'est pas éligible.
- Pour des dossiers comportant des travaux susceptibles de bénéficier de taux d'aide différents (plusieurs natures de travaux), il sera calculé un taux de subvention moyen pondéré appliqué à l'instruction et à la gestion du dossier
- Le prix du service pris en compte pour la détermination du taux d'aide est celui applicable à la date de l'attribution de l'aide par la Commission permanente. A titre dérogatoire, pour les collectivités qui mettent en place le service de l'assainissement collectif, il sera pris en considération le prix de l'assainissement sur lequel s'engage la collectivité à la mise en place du service. La collectivité devra justifier, dans les 3 ans qui suivent l'année d'affectation de l'opération en commission permanente, de l'application effective de ce tarif.



## PROGRAMME EXCEPTIONNEL AEP - ASSAINISSEMENT

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

#### >>> EAU POTABLE :

Opérations s'inscrivant dans le Programme exceptionnel AEP (opérations structurantes de sécurisation de la ressource en eau potable issues du Schéma Départemental AEP) selon la délibération initiale du Département en date du 17 décembre 2010 avec reconduction sur la période 2014-2020 par délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2014 et extension par délibération du 9 février 2018.

#### >>> ASSAINISSEMENT :

Opérations s'inscrivant dans le programme exceptionnel Assainissement (opérations de requalification de systèmes d'assainissement collectif à fort enjeu milieu et non conformités ERU) selon délibération initiale du Département en date du 17 décembre 2010 avec reconduction sur la période 2014-2020 par délibération de l'assemblée départementale en date du 30 juin 2014.

### BÉNÉFICIAIRES

Structures porteuses des projets listés dans les stratégies départementales citées ci-dessus.

### SUBVENTION POUR LES MAÎTRES D'OUVRAGE

Le financement dans le cadre du programme exceptionnel ne sera pas imputé sur l'enveloppe territorialisée auquel peut élarger le maître d'ouvrage mais sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED).

#### >>> EAU POTABLE

Programme exceptionnel de travaux de sécurisation de la ressource d'eau potable : taux maximum d'intervention à 30 % (dans la limite d'un taux maximum d'aides publiques à 80%).

#### >>> ASSAINISSEMENT

Réhabilitation ou création de système d'assainissement collectif identifiés dans le Programme exceptionnel Assainissement :

- taux maximum d'intervention à 30 %
- dépense éligible plafonnée à 3 000 € /EH.

# CONTRATS TERRITORIAUX

## MODALITÉS D'ATTRIBUTION

L'attribution de la subvention par la Commission Permanente se fait sur présentation du marché ou de la lettre de commande signés (avec bilan financier et plan de financement définitifs), et de la prise en compte des éventuelles réserves. La décision d'affectation en commission permanente devra se faire sur la base du marché de travaux ou, à titre dérogatoire, sur la base du projet dès lors qu'il y aura nécessité d'engagement concomitant de l'opération avec d'autres cofinanceurs.

## CONDITIONS PARTICULIÈRES

- Pour tout investissement, étude et outil d'exploitation, le bénéficiaire devra justifier des moyens d'exploitation dont il dispose ou qu'il entend mettre en œuvre pour garantir la pérennité de l'investissement
- En AEP et en assainissement, les branchements particuliers sont exclus de la dépense subventionnable (création ou renouvellement).



## GESTION INTÉGRÉE DES COURS D'EAU

### NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

Études et travaux de restauration des cours d'eau

Sont exclues :

les techniques minérales de restauration de berges

### BÉNÉFICIAIRES

Structures intercommunales de bassin versant ; intercommunalités en cas de carence de structure de bassin versant

### SUBVENTION

Le financement de la gestion intégrée des cours d'eau ne sera pas imputé sur les enveloppes territorialisées auxquelles peut émarginer le maître d'ouvrage. Il sera financé au titre du Fonds de Réserve pour les projets d'Envergure Départementale (FRED) dans le cadre d'appels à projet.

Aides apportées par le Département, en complément éventuel des financements apportés par l'Agence de l'eau et la Région.

|   |   |
|---|---|
| Travaux de restauration des cours d'eau dans le cadre d'un programme pluriannuel de gestion, y compris maîtrise d'œuvre assurée en régie                                  | 10 % maximum + bonification de 10 % de la subvention au titre de la maîtrise d'œuvre interne à la structure de gestion assurée par le technicien de rivière |
| Travaux découlant d'un programme de mesure de labellisation ou autre valorisation qualitative des rivières  |   |
| Actions d'investissement s'inscrivant dans un PAPI d'intention : études pré-opérationnelles, systèmes d'information des crues (échelles limnimétriques, repères de crues) |   |
| Études préalables nécessaires à la définition de programmes de restructuration  | 10 % maximum  |
| Études stratégiques à la détermination d'une politique de gestion des bassins versants  | 10% maximum   |

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour des opérations à caractère interdépartemental, la dépense sera proratisée au regard de la superficie du bassin versant impacté sur le Département de la Lozère.



## Pour le suivi de la démarche et pour vous accompagner :

Direction Adjointe de l'Ingénierie et des Contrats Territoriaux

Point d'entrée Collectivités

04 66 49 95 07

collectivites@lozere.fr



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

---

**Commission : TERRITOIRES ET ATTRACTIVITE**

**Objet : Politiques territoriales : Partenariat avec les collectivités lozériennes dans le cadre des contrats de ruralité de relance et de transition écologique**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Ingénierie et contrats territoriaux*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1111-10 et L 3212-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la circulaire du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des CRTE ;

VU la circulaire du 20 mars 2020 relative à la mise en œuvre territoriale du plan de relance ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°101 intitulé "Politiques territoriales : Partenariat avec les collectivités lozériennes dans le cadre des contrats de ruralité de relance et de transition écologique" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission « Politiques territoriales et attractivité » du 19 octobre 2021 ;*

### **ARTICLE 1**

Indique que l'État, pour accélérer la relance et accompagner les transitions écologique, démographique, numérique et économique dans les territoires, a souhaité proposer aux collectivités territoriales un nouveau type de contrat : le contrat de relance et de transition écologique et qu'à ce titre, des contrats territoriaux de ruralité, de relance et de transition écologique (C2RTE) doivent être élaborés et répondre à trois enjeux : la transition écologique, le développement économique, et la cohésion territoriale.

### **ARTICLE 2**

Précise que ces contrats qui ont pour vocation de regrouper l'ensemble des démarches contractuelles de l'État existantes et intégrer les programmes d'appui plus locaux comme « Action Cœur de Ville » et « Petites Villes de Demain », formalisent les concours financiers de l'État aux collectivités locales pour la mise en œuvre de leurs projets et peuvent permettre de bénéficier de moyens renforcés en matière d'ingénierie.

### **ARTICLE 3**

Note qu'un protocole d'engagement du C2RTE a été signé le 9 juillet 2021 avec les structures porteuses des trois C2RTE suivants :

- le PETR Sud Lozère,
- le PETR Pays du Gévaudan-Lozère,
- l'association territoriale Terres de Vie en Lozère.

### **ARTICLE 4**

Acte que le Département, interrogé sur sa volonté d'être associé aux travaux d'élaboration des C2RTE et à la signature de ces contrats, a donné une réponse positive au regard de ses engagements précédents au sein des contrats de ruralité d'une part et de sa qualité de collectivité cheffe de file des solidarités territoriales d'autre part, sachant que dans le cadre des C2RTE, seront recensées les sources de financement des actions envisagées dont potentiellement le Département au titre des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère » notamment.

## **ARTICLE 5**

Autorise, afin de permettre le bon déroulement de la démarche des contrats de ruralité, de relance et de transition écologique et d'assurer une participation du Département à ce dispositif, la Présidente du Conseil départemental, ou son représentant, à signer au nom du Département les contrats de ruralité, de relance et de transition écologique.

## **ARTICLE 6**

Donne délégation à la Commission permanente pour le suivi de cette nouvelle démarche contractuelle.

La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1037 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.**

**Rapport n°101 "Politiques territoriales : Partenariat avec les collectivités lozériennes dans le cadre des contrats de ruralité de relance et de transition écologique"**

### **Les contrats de ruralité de relance et de transition écologique :**

L'État souhaite que chaque territoire définisse et mette en œuvre « un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État ».

A cet effet, des contrats territoriaux de ruralité, de relance et de transition écologique (C2RTE) doivent être élaborés et répondre à trois enjeux : la transition écologique, le développement économique, et la cohésion territoriale.

Ces contrats ont pour vocation à associer les territoires au plan de relance, à regrouper l'ensemble des démarches contractuelles de l'État existantes et intégrer les programmes d'appui plus locaux comme Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain.

Sur la durée du mandat municipal (2020-2026), les C2RTE formalisent les concours financiers de l'État aux collectivités locales pour la mise en œuvre de leurs projets et peuvent permettre de bénéficier de moyens renforcés en matière d'ingénierie.

Les contrats seront constitués :

- d'une première partie explicitant les objectifs partagés de politiques publiques,
- d'une deuxième partie consacrée aux programmes d'action opérationnels envisagés sur la durée du contrat,
- d'une troisième partie (ou annexes financières) détaillant les financements attribués et engagés.

Ils seront également complétés d'un protocole financier annuel qui précisera les contributions de l'État et des différents partenaires locaux dans la mise en œuvre de ces actions.

### **C2RTE en Lozère et état d'avancement :**

Sur le département, Mme la Préfète de la Lozère a prescrit l'élaboration de trois C2RTE à l'échelle des structures suivantes :

- le PETR Sud Lozère,
- le PETR Pays du Gévaudan-Lozère,
- l'association territoriale Terres de Vie en Lozère.

Les démarches d'élaboration ont été initiées au printemps 2021 et un protocole d'engagement du C2RTE a été signé le 9 juillet 2021 avec chaque structure porteuse.

**Sur la base des diagnostics établis et des orientations stratégiques dégagées, les territoires doivent arrêter leur plan d'actions (élaboration de fiches projets puis fiches actions) afin de conclure le contrat d'ici le 31 décembre 2021.**

### **Implication du Conseil Départemental :**

Par courrier en date du 11 mars 2021, Madame la Préfète nous a interrogé sur le souhait du Département d'être associé aux travaux d'élaboration des C2RTE et à la signature de ces contrats.

**L'implication du Département revêt une importance particulière pour la coordination des politiques publiques en faveur d'un développement harmonieux du territoire.** Aussi, considérant nos engagements précédents au sein des contrats de ruralité d'une part et notre qualité de collectivité cheffe de file des solidarités territoriales d'autre part, j'ai exprimé le souhait que le Département puisse être associé aux C2RTE tant sur un plan politique que sur un plan technique. Cette position a été formulée auprès de Madame la Préfète et des structures porteuses et une coopération technique étroite a également été sollicitée.

Dans le cadre des C2RTE, seront recensées les sources de financement des actions envisagées dont potentiellement le Département. **Les engagements financiers du Département seront pris dans le cadre des dispositifs départementaux par décision de l'Assemblée départementale et tout particulièrement dans le cadre des contrats territoriaux « Ensemble, faire réussir la Lozère ».**

**Afin de permettre le bon déroulement de la démarche des contrats de ruralité, de relance et de transition écologique et d'assurer une participation du Département à ce dispositif, il vous est demandé de bien vouloir, si vous en êtes d'accord :**

- autoriser Madame la Présidente du Conseil départemental ou son représentant à signer au nom du Département les contrats de ruralité, de relance et de transition écologique,
- donner délégation à la Commission permanente du Conseil départemental pour le suivi de cette nouvelle démarche contractuelle.

La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

**Commission : ECONOMIE CIRCULAIRE, AGRICULTURE ET ACCOMPAGNEMENT DES FILIERES**

**Objet : Motion d'opposition aux orientations annoncées par le Gouvernement pour le futur Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF**

*Dossier suivi par Cabinet et Protocole -*

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°0 intitulé "Motion d'opposition aux orientations annoncées par le Gouvernement pour le futur Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

CONSIDERANT :

- les annonces faites au Président de la FNCOFOR par les cabinets des ministres de l'agriculture, de la transition écologique et de la cohésion des territoires, en particulier :
  - que l'ONF devra supprimer 95 ETP par an de 2021 à 2025,
  - que les communes forestières devront trouver les modalités de paiement d'une contribution supplémentaire de 7,5 millions d'€ en 2023, 10 millions d'€ en 2024 et 10 millions en 2025 ;
- que la réduction des effectifs de terrain de l'ONF, ne permet d'ores et déjà plus, ni l'application du régime forestier ni la garantie de la gestion durable des forêts sur plusieurs communes ;
- que les communes rencontrent de plus en plus de difficultés de fonctionnement à l'heure où la dotation globale de fonctionnement diminue et où les communes ont été impactées par la crise sanitaire ;
- toutes les valeurs qu'apportent la forêt et la filière bois au regard de l'économie, de l'emploi local, de l'environnement, du changement climatique, de la biodiversité, du tourisme, de la chasse...
- les conclusions des rapports CATTELOT, du travail du Sénat de Mme LOISIER, de la mission interministérielle de 2019 et des propositions issues du Manifeste des Communes forestières en 2019, toujours restées sans réponse
- le très faible enjeu financier du fonctionnement réaliste de l'ONF au regard du budget de l'Etat et des enjeux de la forêt et de la filière bois en France

CONSIDERANT les discours tenus par les représentants de l'Etat :

- Emmanuel MACRON : « la forêt de par toutes ses ressources, mérite toute notre attention »
- Julien DENORMANDIE: « je ferai tout pour que la forêt soit reconnue à sa juste valeur, je suis un forestier »
- Bruno LE MAIRE: « en ce qui concerne le plan de relance, une part non négligeable devra être fléchée dans la filière forêt-bois »

## **Après en avoir délibéré, le Conseil départemental,**

- DÉCIDE de s'opposer aux propositions qui sont purement et simplement inacceptables par les communes ;
- S'OPPOSE
  - à la poursuite du fonctionnement actuel de l'ONF, dont le modèle de fonctionnement n'est plus crédible et doit donc être revu ;

- au principe de toute réduction des effectifs de terrain de l'ONF conduisant à une réduction des services de l'ONF auprès des communes
- au principe de payer plus pour toujours moins de services alors que les demandes des communes forestières d'évolution de ce service public, consignées dans le « Manifeste des Communes forestières » n'ont pas été considérées par l'Etat
- DEMANDE que
  - l'Etat redéfinisse enfin l'ambition politique qu'il se donne pour la mise en œuvre de sa politique nationale forestière ;
  - l'Etat assume financièrement son rôle de garant de l'intérêt général des forêts ;
  - l'Etat mette en place, avec les moyens afférents, et en s'appuyant sur les élus, un véritable service public qui serve à toutes les filières, qui serve pour la population et qui bénéficie au climat.
- AUTORISE la Présidente à signer tout document relatif à cette décision.

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1038 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.  
Rapport n°0 "Motion d'opposition aux orientations annoncées par le Gouvernement pour le futur  
Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF"**

**CONSIDERANT :**

- les annonces faites au Président de la FNCOFOR par les cabinets des ministres de l'agriculture, de la transition écologique et de la cohésion des territoires, en particulier :
  - que l'ONF devra supprimer 95 ETP par an de 2021 à 2025,
  - que les communes forestières devront trouver les modalités de paiement d'une contribution supplémentaire de 7,5 millions d'€ en 2023, 10 millions d'€ en 2024 et 10 millions en 2025 ;
- que la réduction des effectifs de terrain de l'ONF, ne permet d'ores et déjà plus, ni l'application du régime forestier ni la garantie de la gestion durable des forêts sur plusieurs communes ;
- que les communes rencontrent de plus en plus de difficultés de fonctionnement à l'heure où la dotation globale de fonctionnement diminue et où les communes ont été impactées par la crise sanitaire ;
- toutes les valeurs qu'apportent la forêt et la filière bois au regard de l'économie, de l'emploi local, de l'environnement, du changement climatique, de la biodiversité, du tourisme, de la chasse...
- les conclusions des rapports CATTELOT, du travail du Sénat de Mme LOISIER, de la mission interministérielle de 2019 et des propositions issues du Manifeste des Communes forestières en 2019, toujours restées sans réponse
- le très faible enjeu financier du fonctionnement réaliste de l'ONF au regard du budget de l'Etat et des enjeux de la forêt et de la filière bois en France

**CONSIDERANT les discours tenus par les représentants de l'Etat :**

- Emmanuel MACRON : « la forêt de par toutes ses ressources, mérite toute notre attention »
- Julien DENORMANDIE: « je ferai tout pour que la forêt soit reconnue à sa juste valeur, je suis un forestier »
- Bruno LE MAIRE: « en ce qui concerne le plan de relance, une part non négligeable devra être fléchée dans la filière forêt-bois »

**Après en avoir délibéré, le Conseil départemental,**

- DÉCIDE de s'opposer aux propositions qui sont purement et simplement inacceptables par les communes ;
- S'OPPOSE
  - à la poursuite du fonctionnement actuel de l'ONF, dont le modèle de fonctionnement n'est plus crédible et doit donc être revu ;
  - au principe de toute réduction des effectifs de terrain de l'ONF conduisant à une réduction des services de l'ONF auprès des communes

- au principe de payer plus pour toujours moins de services alors que les demandes des communes forestières d'évolution de ce service public, consignées dans le « Manifeste des Communes forestières » n'ont pas été considérées par l'Etat
- DEMANDE que
  - l'Etat redéfinisse enfin l'ambition politique qu'il se donne pour la mise en œuvre de sa politique nationale forestière ;
  - l'Etat assume financièrement son rôle de garant de l'intérêt général des forêts ;
  - l'Etat mette en place, avec les moyens afférents, et en s'appuyant sur les élus, un véritable service public qui serve à toutes les filières, qui serve pour la population et qui bénéficie au climat.
- AUTORISE la Présidente à signer tout document relatif à cette décision.

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

**Commission : EAU, EXCELLENCE ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE**

**Objet : Logement : Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur d'un habitat durable, attractif et solidaire**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Ingénierie et contrats territoriaux*

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 301-3, L 301-5-2, L 321-4 et R 327-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU la délibération n°CP\_20\_261 du 16 octobre 2020 approuvant l'avenant à la convention de mise en oeuvre du Programme d'Intérêt Général en faveur de la lutte contre la précarité énergétique 2018-2021 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°600 intitulé "Logement : Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur d'un habitat durable, attractif et solidaire" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission « Eau, Excellence Écologique et Énergétique - » du 19 octobre 2021 ;*

### **ARTICLE 1**

Rappelle que depuis novembre 2018, un programme d'intérêt général (PIG) en faveur de la lutte contre la précarité énergétique est mis en œuvre sous maîtrise d'ouvrage du Département de la Lozère et intervient sur le territoire départemental non concerné par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

### **ARTICLE 2**

Approuve, sur la période 2022-2025, la poursuite d'un programme d'intérêt général (PIG) pour un habitat durable, attractif et solidaire avec pour ambition :

- la lutte contre la précarité énergétique des propriétaires occupants et locataires du parc privé les plus modestes par la réalisation de travaux d'économie d'énergie,
- la lutte contre l'insalubrité des logements pour assurer des conditions de vie dignes aux propriétaires occupants et locataires actuellement mal logés,
- le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie,
- l'accueil et le maintien de nouvelles populations par la production de logements locatifs de qualité et à loyer maîtrisé,
- la lutte contre la vacance en favorisant la réhabilitation du parc de logements vacants à destination de propriétaires occupants ou pour des usages locatifs privés.

### **ARTICLE 3**

Précise que dans le cadre de ce nouveau PIG, il est prévu d'aider les propriétaires occupants modestes et très modestes et les propriétaires bailleurs, en co-financement des aides de l'Anah, dans les conditions suivantes :

- une aide à la réalisation de travaux d'amélioration énergétique à hauteur de 500 € d'aide pour les ménages aux ressources très modestes et 250 € pour les ménages aux ressources modestes (déjà mise en place),
- une aide à la réalisation de travaux d'amélioration énergétique à hauteur de 500 € d'aide pour les propriétaires bailleurs,
- une aide à la réalisation de travaux d'adaptation à la perte d'autonomie à hauteur de 500 € d'aide pour les ménages aux ressources très modestes et 250 € pour les ménages aux ressources modestes,
- une aide complémentaire à hauteur de 10 % du montant HT de travaux retenus par l'Anah et plafonnée à 4 000 € pour la réalisation de travaux lourds de lutte contre l'habitat indigne et très dégradé portés par les propriétaires occupants et propriétaires bailleurs ;

- une prime supplémentaire de 2 000 € pour la réalisation de travaux lourds sur les logements vacants.

**ARTICLE 4**

Indique que ces interventions financières du Département feront l'objet d'un nouveau règlement d'intervention qui sera proposé au vote du budget 2022 et que les engagements financiers prévisionnels du Département seraient les suivants :

|                             | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 | Total     |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|
| Aides aux travaux           | 182 500 €  | 182 500 €  | 182 500 €  | 182 500 €  | 730 000 € |
| Ingénierie (reste à charge) | 34 000 €   | 34 000 €   | 34 000 €   | 34 000 €   | 136 000 € |
| Total TTC                   | 216 500 €  | 216 500 €  | 216 500 €  | 216 500 €  | 866 000 € |

**ARTICLE 5**

Sollicite le financement de l'Anah pour les missions d'ingénierie d'animation du programme et d'accompagnement des porteurs de projets sachant que les modalités actuelles d'accompagnement financier devraient permettre une prise en charge à hauteur de 80 % de ces frais par l'Anah.

**ARTICLE 6**

Autorise, dans le cadre de l'élaboration de ce nouveau PIG :

- à poursuivre toutes les démarches nécessaires auprès des éventuels partenaires financiers et techniques à venir (dont l'Anah, la Région Occitanie, la SACICAP Procivis Sud Massif Central, et l'ADIL)
- à solliciter les Communautés de communes non porteuses d'une OPAH pour leur éventuelle participation au programme,
- à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'élaboration de ce programme d'intérêt général 2022-2025.

**ARTICLE 7**

Délègue à la commission permanente le suivi de toute la démarche du programme d'intérêt général (PIG) 2022-2025.

La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1039 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.****Rapport n°600 "Logement : Lancement d'un nouveau programme d'intérêt général en faveur d'un habitat durable, attractif et solidaire"****Rappel du contexte :**

Depuis novembre 2018 et jusqu'à fin 2021, un programme d'intérêt général (PIG) en faveur de la lutte contre la précarité énergétique est mis en œuvre en Lozère sous maîtrise d'ouvrage du Département de la Lozère. Ce programme intervient sur le territoire départemental non concerné par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Au 1er janvier 2021, ce programme a permis de financer 272 logements de propriétaires occupants modestes et très modestes pour des travaux d'amélioration énergétique, représentant 5,39 M€ de travaux HT réalisés, 2,12 M€ de subventions de l'Anah, 119 000 € du Département, 379 500 € de la Région Occitanie et 60 000 € d'autres financeurs (Communautés de communes, Caisses de retraite, ...).

Pour animer ce programme, le Département a missionné des opérateurs (Lozère Energie et Oc'téha) pour un coût de 225 944 € sur la période 2018-2020 financé à 80 % par l'Anah.

La programmation de dossiers PIG a été marquée par :

- un démarrage timide en 2018 qui s'explique par un lancement du programme au mois de novembre et du délai nécessaire au montage des dossiers,
- une montée en puissance en 2019 avec des objectifs atteints à 97 % dont 100 % sur les dossiers énergie,
- des besoins en hausse pour les années 2020 et 2021 qui ont amené à augmenter les objectifs en matière de dossiers énergie à hauteur de 35 dossiers supplémentaires,
- des objectifs globaux atteints à 94 % sur la période 2018-2020 (avenants compris).

Ainsi, le PIG en faveur de la lutte contre la précarité énergétique atteint ses objectifs et les dépassent par l'intermédiaire d'avenants pour les dossiers de rénovation énergétique. Les dossiers accompagnés répondent aux attentes en matière d'efficacité énergétique et leur consistance s'accroît au cours des années. Aussi, à travers ces dossiers, une sortie de précarité énergétique est clairement visée.

Ce programme d'intérêt général arrivera à son terme à la fin de l'année 2021. Pour autant, des enjeux demeurent. Aussi, la dynamique de programmation du PIG doit pouvoir perdurer pour permettre de lutter contre la précarité énergétique, d'améliorer le parc de logements du territoire tout en contribuant également à l'activité économique dans le secteur du bâtiment.

**Vers un nouveau PIG pour un habitat durable, attractif et solidaire :**

Dans ces circonstances, il vous est proposé la mise en place d'un PIG pour un habitat durable, attractif et solidaire avec pour ambition :

- la lutte contre la précarité énergétique des propriétaires occupants et locataires du parc privé les plus modestes par la réalisation de travaux d'économie d'énergie,

- la lutte contre l'insalubrité des logements pour assurer des conditions de vie dignes aux propriétaires occupants et locataires actuellement mal logés,
- le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie,
- l'accueil et le maintien de nouvelles populations par la production de logements locatifs de qualité et à loyer maîtrisé,
- la lutte contre la vacance en favorisant la réhabilitation du parc de logements vacants à destination de propriétaires occupants ou pour des usages locatifs privés.

Une convention de mise en œuvre de ce nouveau programme est en cours de rédaction en lien avec les services de l'Anah. En l'état actuel de nos échanges, il est prévu d'aider les propriétaires occupants modestes et très modestes et les propriétaires bailleurs dans les champs d'action suivants : la rénovation thermique des logements, la rénovation et le traitement de l'habitat indigne et très dégradé, et l'adaptation des logements aux situations de perte d'autonomie. Sur la période 2022-2025, les objectifs envisagés sont les suivants :

- 640 logements sur des travaux énergétiques seuls : 600 de propriétaires occupants et 40 de propriétaires bailleurs,
- 80 logements indignes et très dégradés pour des travaux lourds : 40 de propriétaires occupants et 40 de propriétaires bailleurs,
- 100 logements de propriétaires occupants pour des travaux d'adaptation à la perte d'autonomie.

Au regard des montants moyens des dossiers agréés sur le territoire départemental, le PIG pour un habitat durable, attractif et solidaire devrait générer un volume de travaux évalué à 18,24 M€ soit 4,56 M€/an.

Le Département sollicite le financement de l'Anah pour les missions d'ingénierie d'animation du programme et d'accompagnement des porteurs de projets. Les modalités actuelles d'accompagnement financier devraient permettre une prise en charge à hauteur de 80 % de ces frais par l'Anah.

Il est également proposé que le Département intervienne en co-financement des aides de l'Anah sur les travaux réalisés dans le cadre du programme dans les conditions suivantes :

- une aide à la réalisation de travaux d'amélioration énergétique à hauteur de 500 € d'aide pour les ménages aux ressources très modestes et 250 € pour les ménages aux ressources modestes (déjà mise en place),
- une aide à la réalisation de travaux d'amélioration énergétique à hauteur de 500 € d'aide pour les propriétaires bailleurs,
- une aide à la réalisation de travaux d'adaptation à la perte d'autonomie à hauteur de 500 € d'aide pour les ménages aux ressources très modestes et 250 € pour les ménages aux ressources modestes,
- une aide complémentaire à hauteur de 10 % du montant HT de travaux retenus par l'Anah et plafonnée à 4 000 € pour la réalisation de travaux lourds de lutte contre l'habitat indigne et très dégradé portés par les propriétaires occupants et propriétaires bailleurs ;

- une prime supplémentaire de 2 000 € pour la réalisation de travaux lourds sur les logements vacants.

Ces interventions financières du Département feront l'objet d'un nouveau règlement d'intervention qui sera proposé au vote du budget 2022.

Dans ces circonstances, les engagements financiers du Département seraient les suivants :

|                             | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 | Total     |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|
| Aides aux travaux           | 182 500 €  | 182 500 €  | 182 500 €  | 182 500 €  | 730 000 € |
| Ingénierie (reste à charge) | 34 000 €   | 34 000 €   | 34 000 €   | 34 000 €   | 136 000 € |
| Total TTC                   | 216 500 €  | 216 500 €  | 216 500 €  | 216 500 €  | 866 000 € |

La convention en cours d'écriture devra prendre en considération les partenariats financiers et techniques à venir (dont la Région Occitanie, la SACICAP Procivis Sud Massif Central, et l'ADIL) et à solliciter (Communautés de communes) afin de proposer un accompagnement technique des propriétaires de qualité et de bonifier les aides envisagées.

**Aussi, je vous demande :**

- **d'approuver le principe de mise en œuvre d'un nouveau PIG pour un habitat durable, attractif et solidaire pour 2022-2025,**
- **de m'autoriser à poursuivre les démarches nécessaires engagées auprès de l'Anah,**
- **d'approuver la sollicitation des Communautés de communes non porteuses d'une OPAH pour leur éventuelle participation au programme,**
- **d'approuver la sollicitation des autres organismes techniques et financiers pour leur éventuelle participation au programme dont la Région Occitanie, la SACICAP Procivis Sud Massif Central et l'ADIL,**
- **de solliciter le concours financier de l'Anah pour le suivi – animation du programme qui sera confié à des opérateurs recrutés à l'issue d'une procédure conduite dans le respect du Code des Marchés Publics,**
- **de donner délégation à la Commission Permanente pour toutes les décisions relatives à la mise en œuvre de ce futur PIG.**
- **d'autoriser Madame la Présidente à réaliser toutes les démarches nécessaires à la mise en place du PIG.**

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

**Commission : TOURISME DURABLE**

**Objet : Tourisme Durable : Elaboration de la future stratégie touristique départementale 2022-2028**

*Dossier suivi par Ingénierie, Attractivité et Développement - Développement et Tourisme*

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_17\_1024 du 24 mars 2017 approuvant la "Stratégie Touristique Lozère 2021" pour la période 2017 à 2021 ;

VU la délibération n°CD\_20\_1046 du 18 décembre 2020 approuvant la politique départementale 2021 «Tourisme» ;

VU la délibération n°CD\_20\_1057 du 18 décembre 2020 votant le Budget Primitif 2021, la délibération n°CD\_21\_1003 du 15 mars 2021 votant la DM1 et la délibération n°CD\_21\_1012 du 17 mai 2021 votant la DM2 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°800 intitulé "Tourisme Durable : Elaboration de la future stratégie touristique départementale 2022-2028" en annexe ;

## **Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission « Tourisme durable » du 19 octobre 2021 ;*

### **ARTICLE 1**

Rappelle qu'en Lozère, le tourisme tient une place importante dans l'activité économique avec 4100 emplois en haute saison, soit 13 % des offres existantes dans l'économie lozérienne (INSEE, 2015).

### **ARTICLE 2**

Prend acte que la stratégie touristique départementale qui s'est déployée de 2017-2021 arrive à son terme en fin d'année 2021 et qu'il convient d'engager une réflexion sur les enjeux lozériens pour les années à venir.

### **ARTICLE 3**

Donne, dans ce contexte, un avis favorable à l'élaboration d'une future stratégie « Vers un tourisme durable 2022-2028 » qui débutera par une réflexion collective avec l'ensemble des parties-prenantes du tourisme lozérien, à partir de « Rencontres Territoriales des Acteurs du Tourisme » prévues du 6 au 10 décembre 2021 et s'appuyant sur les périmètres des offices de tourisme et des communautés de communes :

- CC Mende Coeur de Lozère et CC Mont Lozère : rencontres au Bleynard,
- CC Cévennes au Mont Lozère et CC Gorges, Causses, Cévennes : rencontres à Florac,
- CC Aubrac Lot Causse Tarn et CC Gévaudan : rencontres à Chanac,
- CC Hautes Terres de l'Aubrac et CC Terres d'Apcher, Margeride Aubrac : rencontres à Nasbinals,
- CC Randon Margeride et CC Langogne Haut Allier : rencontres à Langogne.

### **ARTICLE 4**

Indique que pour mener à bien ce projet, un cabinet spécialisé sur le tourisme durable sera recruté pour assurer des missions de conseil sur la définition des axes stratégiques et d'animation.

**ARTICLE 5**

Réserve sur le budget un crédit de 30 000 € pour organiser ces différentes rencontres et le recrutement d'un prestataire extérieur.

**ARTICLE 6**

Autorise la signature de tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette démarche.

La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1040 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.  
Rapport n°800 "Tourisme Durable : Elaboration de la future stratégie touristique départementale 2022-2028"**

### **I Rappel réglementaire :**

Le tourisme est une compétence partagée entre divers échelons. Pour autant, le code du tourisme indique dans son article L132-1 que « Dans chaque département, le conseil départemental établit, en tant que de besoin, un schéma d'aménagement touristique départemental. Ce schéma prend en compte les orientations définies par le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs ».

### **II Contexte :**

En Lozère, le tourisme tient une place importante dans l'activité économique de notre territoire avec 4100 emplois en haute saison, soit 13 % des offres existantes dans l'économie lozérienne (INSEE, 2015). Les dernières données de l'observation touristique lozérien 2021 font état de 3,112 millions de nuitées touristiques sur les 3 mois d'été, soit une évolution de +15 % par rapport à 2020 et de +2,2 % par rapport à 2019 (année de référence hors COVID). Notre destination attire de nouveaux touristes dont les aspirations sont en adéquation avec notre territoire : grands espaces, tranquillité, qualité de vie.

Malgré son poids économique indéniable, le tourisme représente 11% des émissions de gaz à effet de serre en France. Des émissions en hausse constante avec l'explosion du nombre de touristes dans le monde : +130% en 20 ans.

Suite à la crise sanitaire, les attentes des voyageurs ont évolué. Selon une enquête IFOP de mars 2021 sur les Français et le tourisme durable, 61 % des personnes interrogées indiquent que la préservation de la nature lors d'un voyage constitue une préoccupation plus forte qu'avant le début de la crise sanitaire. Toujours dans le cadre de cette enquête, 55 % des répondants sont prêts à choisir leurs destinations de voyage en fonction des émissions et des impacts carbone qu'elles génèrent. La demande des vacanciers est donc de tendre vers un tourisme plus durable, à l'instar de leur souhait d'avoir un mode de vie et de consommation plus responsables et moins polluants.

### **III La stratégie touristique Départementale 2017-2021 :**

Cette stratégie touristique a été co-construite avec les différents acteurs du tourisme, dont le comité départemental du tourisme. Elle s'est déployée entre 2017 et 2021. La mise en œuvre, le pilotage et la coordination de cette stratégie a été assurée par les services du Département.

Cette stratégie s'articule autour de 3 axes, 9 enjeux et 37 actions, dont voici les grandes lignes :

- Développer l'attractivité de notre territoire en développant les outils numériques, en améliorant la culture de l'accueil, en étendant la saisonnalité et en assurant une promotion touristique de la Lozère.
- Développer l'innovation et l'ingénierie touristique, en mettant en place un observatoire et en accompagnant les socio-professionnels du secteur.
- Améliorer les partenariats et l'organisation touristique en rendant lisible l'organisation des acteurs du tourisme, en s'appuyant sur les filières et les offices de tourisme, en développant l'accessibilité de notre territoire et le tourisme autour des 4 saisons et du bien-être.

De nombreuses actions ont pu être réalisées, certaines engagées et d'autres non réalisées en raison notamment de la crise sanitaire qui a bouleversé ce secteur d'activité. Par ailleurs, d'autres projets ont vu le jour sans qu'ils soient pour autant inscrits dans cette stratégie (ex : bornes touristiques).

Cette stratégie arrivant à son terme en fin d'année 2021, il convient donc d'engager une réflexion sur les enjeux lozériens pour les années à venir.

#### **IV. Vers une nouvelle stratégie touristique 2022-2028 :**

Notre assemblée départementale a fait le choix de s'engager plus fortement vers un tourisme responsable avec notamment la mise en place d'une commission organique Tourisme Durable. Pour affirmer ce positionnement, la future stratégie touristique départementale prendra en compte ces nouveaux enjeux. Dans le but d'engager une réflexion collective avec l'ensemble des parties-prenantes du tourisme lozérien, je vous propose d'organiser des « Rencontres Territoriales des Acteurs du Tourisme » du 6 au 10 décembre 2021.

Pour s'assurer de la participation des acteurs du tourisme dans la construction de cette nouvelle stratégie je vous propose d'organiser ces rencontres au plus près des territoires en s'appuyant sur les périmètres des offices de tourisme et des communautés de communes.

Aussi, les lieux de ces rencontres pourraient être les suivants :

- CC Mende Coeur de Lozère et CC Mont Lozère : le Bleymard,
- CC Cévennes au Mont Lozère et CC Gorges, Causses, Cévennes : Florac,
- CC Aubrac Lot Causse Tarn et CC Gévaudan : Chanac,
- CC Hautes Terres de l'Aubrac et CC Terres d'Apcher, Margeride Aubrac : Nasbinals,
- CC Randon Margeride et CC Langogne Haut Allier : Langogne.

Ces rencontres territoriales des acteurs du tourisme pourraient se dérouler sur de la manière suivante :

- présentation du bilan de la précédente stratégie touristique intégrant les données de l'observatoire (matinée);
- intervention d'un expert pour traiter d'un sujet du tourisme durable (matinée);
- sur la base d'axes stratégiques pré-définis, animation des ateliers de réflexion autour des actions que nous pourrions inscrire dans la future stratégie touristique (après-midi).

Par la suite, des entretiens avec les têtes de réseaux ainsi que les directions en interne permettront de venir alimenter cette réflexion.

Pour mener à bien ce projet, je vous propose qu'un cabinet spécialisé sur le tourisme durable soit recruté pour assurer des missions de conseil sur la définition des axes stratégiques, d'animation nécessaire pour la construction de cette stratégie. Un budget de 30 000 € pourrait être réservé pour organiser ces différentes rencontres et pour bénéficier d'un accompagnement par un prestataire extérieur.

Je vous propose donc de délibérer pour :

- donner un avis favorable à l'élaboration de cette future stratégie « Vers un tourisme durable 2022-2028 »,
- lancer une consultation pour recruter un cabinet pour nous accompagner dans la construction de cette stratégie,
- m'autoriser à signer tous les documents nécessaires à sa mise en oeuvre.

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

---

**Commission : RESSOURCES INTERNES ET FINANCES DEPARTEMENTALES**

**Objet : Budget : modification des autorisations de programmes 2021 et antérieures**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_21\_1011 du 17 mai 2021 votant les autorisations de programmes 2021 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_20\_1057 du 18 décembre 2020 votant le Budget Primitif 2021, la délibération n°CD\_21\_1003 du 15 mars 2021 votant la DM1 et la délibération n°CD\_21\_1012 du 17 mai 2021 votant la DM2 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°900 intitulé "Budget : modification des autorisations de programmes 2021 et antérieures " en annexe ;

**Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

VU l'avis de la commission « Ressources internes et finances départementales » du 19 octobre 2021 ;

**ARTICLE 1**

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal, tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

| Années | AVANT DM3        | DM3            | APRES DM3        |
|--------|------------------|----------------|------------------|
| 2016   | 3 890 545,44 €   | 0,00 €         | 3 890 545,44 €   |
| 2017   | 4 874 930,00 €   | -1 500,00 €    | 4 873 430,00 €   |
| 2018   | 28 840 940,22 €  | -70 243,50 €   | 28 770 696,72 €  |
| 2019   | 6 501 226,56 €   | -20 416,35 €   | 6 480 810,21 €   |
| 2020   | 22 197 026,33 €  | -136 167,38 €  | 22 060 858,95 €  |
| 2021   | 37 049 000,00 €  | 1 231 333,08 € | 38 280 333,08 €  |
| Total  | 103 353 668,55 € | 1 003 005,85 € | 104 356 674,40 € |

**ARTICLE 2**

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, à la suite de ces modifications, porte les besoins en crédits de paiement du budget principal comme suit :

| Années | Soldes des autorisations de programmes | 2021           | 2022           | 2023            | 2024 et plus   |
|--------|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| 2016   | 3 890 545,44 €                         | 1 891 000,00 € | 1 999 545,44 € | 0,00 €          | 0,00 €         |
| 2017   | 4 873 430,00 €                         | 802 650,00 €   | 602 140,00 €   | 816 716,00 €    | 2 651 924,00 € |
| 2018   | 28 770 696,72 €                        | 8 302 043,68 € | 7 711 408,22 € | 12 757 244,82 € | 0,00 €         |

## Délibération n°CD\_21\_1041

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le



ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1041-DE

| Années | Soldes des autorisations de programmes | 2021            | 2022            | 2023            | 2024 et plus   |
|--------|--|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| 2019   | 6 480 810,21 €                         | 762 121,51 €    | 822 349,47 €    | 4 896 339,23 €  | 0,00 €         |
| 2020   | 22 060 858,95 €                        | 12 908 236,39 € | 3 792 180,54 €  | 700 000,00 €    | 4 660 442,02 € |
| 2021   | 38 280 333,08 €                        | 13 699 542,40 € | 16 387 397,16 € | 6 908 393,52 €  | 1 285 000,00 € |
| Total  | 104 356 674,40 €                       | 38 365 593,98 € | 31 315 020,83 € | 26 078 693,57 € | 8 597 366,02 € |

La Présidente du Conseil départemental

Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1041 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.  
Rapport n°900 "Budget : modification des autorisations de programmes 2021 et antérieures "**

Préalablement au vote de la décision modificative n° 3 de 2021, il convient de procéder à la régularisation des AP 2021 et antérieures sur le budget principal.

En effet, l'article 2 du chapitre II du titre II du règlement financier adopté par le Département le 22 octobre 2018 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental.

L'annexe ci-jointe récapitule par millésime d'autorisations de programmes les mouvements les affectant.

La Présidente du Conseil départemental  
Sophie PANTEL

Mouvements de la DM3 sur les millésimes d'AP

| Années | AVANT DM3        | DM3            | APRES DM3        |
|--------|------------------|----------------|------------------|
| 2016   | 3 890 545,44 €   | 0,00 €         | 3 890 545,44 €   |
| 2017   | 4 874 930,00 €   | -1 500,00 €    | 4 873 430,00 €   |
| 2018   | 28 840 940,22 €  | -70 243,50 €   | 28 770 696,72 €  |
| 2019   | 6 501 226,56 €   | -20 416,35 €   | 6 480 810,21 €   |
| 2020   | 22 197 026,33 €  | -136 167,38 €  | 22 060 858,95 €  |
| 2021   | 37 049 000,00 €  | 1 231 333,08 € | 38 280 333,08 €  |
| Total  | 103 353 668,55 € | 1 003 005,85 € | 104 356 674,40 € |

Je vous propose d'approuver ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative n° 3 de 2021, les montants des soldes des autorisations de programmes qui porteront les besoins en crédits de paiement comme suit :

|        |  | Ventilation des crédits de paiement par année |                 |                 |                |
|--------|--|---|-----------------|-----------------|----------------|
| Années | Soldes des autorisations de programmes | 2021  | 2022            | 2023            | 2024 et plus   |
| 2016   | 3 890 545,44 €                         | 1 891 000,00 €                                | 1 999 545,44 €  | 0,00 €          | 0,00 €         |
| 2017   | 4 873 430,00 €                         | 802 650,00 €                                  | 602 140,00 €    | 816 716,00 €    | 2 651 924,00 € |
| 2018   | 28 770 696,72 €                        | 8 302 043,68 €                                | 7 711 408,22 €  | 12 757 244,82 € | 0,00 €         |
| 2019   | 6 480 810,21 €                         | 762 121,51 €                                  | 822 349,47 €    | 4 896 339,23 €  | 0,00 €         |
| 2020   | 22 060 858,95 €                        | 12 908 236,39 €                               | 3 792 180,54 €  | 700 000,00 €    | 4 660 442,02 € |
| 2021   | 38 280 333,08 €                        | 13 699 542,40 €                               | 16 387 397,16 € | 6 908 393,52 €  | 1 285 000,00 € |
| Total  | 104 356 674,40 €                       | 38 365 593,98 €                               | 31 315 020,83 € | 26 078 693,57 € | 8 597 366,02 € |

Volume d'AP après mouvements de la DM3 et ventilation des crédits de paiement

|               |  | Ventilation des crédits de paiement par année |                 |                 |                |
|---------------|--|---|-----------------|-----------------|----------------|
| Bilan         | Soldes des autorisations de programmes | 2021  | 2022            | 2023            | 2024 et plus   |
| AP avant DM   | 103 353 668,55 €                       | 40 094 544,95 €                               | 32 781 260,75 € | 22 208 182,32 € | 8 269 680,53 € |
| Mouvements DM | 1 003 005,85 €                         | -1 728 950,97 €                               | -1 466 239,92 € | 3 870 511,25 €  | 327 685,49 €   |
| AP après DM   | 104 356 674,40 €                       | 38 365 593,98 €                               | 31 315 020,83 € | 26 078 693,57 € | 8 597 366,02 € |

Vous trouverez par ailleurs ci-joint le détail par autorisations de programmes, avant et après la décision modificative n° 3, ainsi que leurs phasages respectifs.

PHASAGE AP DM3 2021

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
 Reçu en préfecture le 26/10/2021  
 Affiché le   
 ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1041-DE

AP 2016

| AVANT DM                         |                       |                       |               |               |                         |
|----------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|---------------|-------------------------|
| LIBELLE AP                       | CP 2021               | CP 2022               | CP 2023       | CP 2024 et +  | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
| CONSTRUCTION COLLEGE DE MEYRUEIS | 1 891 000,00 €        | 1 999 545,44 €        |               |               | 3 890 545,44 €          |
| <b>Total DAJCL Bâtiments</b>     | <b>1 891 000,00 €</b> | <b>1 999 545,44 €</b> |               |               | <b>3 890 545,44 €</b>   |
| <b>TOTAL AP 2016</b>             | <b>1 891 000,00 €</b> | <b>1 999 545,44 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>3 890 545,44 €</b>   |

| APRES DM              |                       |               |               |                       |               |
|-----------------------|-----------------------|---------------|---------------|-----------------------|---------------|
| CP 2021               | CP 2022               | CP 2023       | CP 2024 et +  | APRES DM              | TOTALE DM     |
| 1 891 000,00 €        | 1 999 545,44 €        |               |               | 3 890 545,44 €        | 0,00 €        |
| <b>1 891 000,00 €</b> | <b>1 999 545,44 €</b> |               |               | <b>3 890 545,44 €</b> | <b>0,00 €</b> |
| <b>1 891 000,00 €</b> | <b>1 999 545,44 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>3 890 545,44 €</b> | <b>0,00 €</b> |
| <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>0,00 €</b>         |               |

AP 2017

| AVANT DM                                      |                       |                     |                     |                       |                         |
|---|-----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|
| LIBELLE AP                                    | CP 2021               | CP 2022             | CP 2023             | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
| HABITER MIEUX URBANISME ET RESERVES FONCIERES | 5 000,00 €            |                     |                     |                       | 5 000,00 €              |
| AEP ET ASSAINISSEMENT EXCEPTIONNEL            | 1 048 823,00 €        | 559 691,00 €        | 559 691,00 €        | 2 651 924,00 €        | 4 820 129,00 €          |
| GESTION DES DECHETS                           | 2 250,00 €            |                     |                     |                       | 2 250,00 €              |
| <b>Total DID</b>                              | <b>1 056 073,00 €</b> | <b>559 691,00 €</b> | <b>559 691,00 €</b> | <b>2 651 924,00 €</b> | <b>4 827 379,00 €</b>   |
| AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS          | 47 551,00 €           |                     |                     |                       | 47 551,00 €             |
| <b>Total DAD</b>                              | <b>47 551,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>47 551,00 €</b>      |
| <b>TOTAL AP 2017</b>                          | <b>1 103 624,00 €</b> | <b>559 691,00 €</b> | <b>559 691,00 €</b> | <b>2 651 924,00 €</b> | <b>4 874 930,00 €</b>   |

| APRES DM             |                     |                     |                       |                         |                     |
|----------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|---------------------|
| CP 2021              | CP 2022             | CP 2023             | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP APRES DM | EVOLUTION TOTALE DM |
| 1 000,00 €           | 2 500,00 €          |                     |                       | 3 500,00 €              | -1 500,00 €         |
| 791 798,00 €         | 559 691,00 €        | 816 716,00 €        | 2 651 924,00 €        | 4 820 129,00 €          | 0,00 €              |
| 2 250,00 €           |                     |                     |                       | 2 250,00 €              | 0,00 €              |
| <b>795 048,00 €</b>  | <b>562 191,00 €</b> | <b>816 716,00 €</b> | <b>2 651 924,00 €</b> | <b>4 825 879,00 €</b>   | <b>-1 500,00 €</b>  |
| 7 602,00 €           | 39 949,00 €         |                     |                       | 47 551,00 €             | 0,00 €              |
| <b>7 602,00 €</b>    | <b>39 949,00 €</b>  | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>47 551,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>       |
| <b>802 650,00 €</b>  | <b>602 140,00 €</b> | <b>816 716,00 €</b> | <b>2 651 924,00 €</b> | <b>4 873 430,00 €</b>   | <b>-1 500,00 €</b>  |
| <b>-300 974,00 €</b> | <b>42 449,00 €</b>  | <b>257 025,00 €</b> | <b>0,00 €</b>         | <b>-1 500,00 €</b>      |                     |

AP 2018

| AVANT DM  |                       |                        |                        |               |                         |
|---|-----------------------|------------------------|------------------------|---------------|-------------------------|
| LIBELLE AP  | CP 2021               | CP 2022                | CP 2023                | CP 2024 et +  | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
| PROLONGATION AUTORISATIONS PROGRAMMES ANTERIEURES DID | 91 252,54 €           | 146 724,00 €           |                        |               | 237 976,54 €            |
| CONTRATS V2   | 5 411 700,28 €        | 9 951 612,11 €         | 10 565 276,78 €        |               | 25 928 589,17 €         |
| GESTION DES DECHETS                                   | 1 070,59 €            |                        |                        |               | 1 070,59 €              |
| URBANISME ET LOGEMENT                                 | 1 750,00 €            |                        |                        |               | 1 750,00 €              |
| <b>Total DID</b>                                      | <b>5 505 773,41 €</b> | <b>10 098 336,11 €</b> | <b>10 565 276,78 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>26 169 386,30 €</b>  |
| AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS                  | 30 000,00 €           | 17 288,60 €            |                        |               | 47 288,60 €             |
| DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME                 | 316 412,66 €          |                        |                        |               | 316 412,66 €            |
| SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE                 | 91 280,00 €           | 20 000,00 €            |                        |               | 111 280,00 €            |
| <b>Total DAD</b>                                      | <b>437 692,66 €</b>   | <b>37 288,60 €</b>     | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>474 981,26 €</b>     |
| TELEPHONIE MOBILE ET TRES HAUT DEBIT HORS DSP TIC3    | 50 000,00 €           | 148 494,40 €           |                        |               | 198 494,40 €            |
| DSP TRES HAUT DEBIT                                   | 900 000,00 €          | 20 796,00 €            |                        |               | 920 796,00 €            |
| <b>Total DGAID TIC</b>                                | <b>950 000,00 €</b>   | <b>169 290,40 €</b>    | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>1 119 290,40 €</b>   |
| BATIMENTS INSTITUTIONNELS                             | 68 404,08 €           |                        |                        |               | 68 404,08 €             |
| BATIMENTS ROUTES                                      | 965 830,20 €          |                        |                        |               | 965 830,20 €            |
| <b>Total DAJCL Bâtiments</b>                          | <b>1 034 234,28 €</b> | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>1 034 234,28 €</b>   |
| PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS   | 43 047,98 €           |                        |                        |               | 43 047,98 €             |
| <b>Total DAJCL SIT</b>                                | <b>43 047,98 €</b>    | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>43 047,98 €</b>      |
| <b>TOTAL AP 2018</b>                                  | <b>7 970 748,33 €</b> | <b>10 304 915,11 €</b> | <b>10 565 276,78 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>28 840 940,22 €</b>  |

| APRES DM              |                        |                        |               |                         |                     |
|-----------------------|------------------------|------------------------|---------------|-------------------------|---------------------|
| CP 2021               | CP 2022                | CP 2023                | CP 2024 et +  | TOTAL SOLDE AP APRES DM | EVOLUTION TOTALE DM |
| 56 804,54 €           | 181 155,00 €           |                        |               | 237 959,54 €            | -17,00 €            |
| 6 180 656,14 €        | 7 303 915,11 €         | 12 408 750,42 €        |               | 25 893 321,67 €         | -35 267,50 €        |
| 1 070,59 €            |                        |                        |               | 1 070,59 €              | 0,00 €              |
| 1 750,00 €            |                        |                        |               | 1 750,00 €              | 0,00 €              |
| <b>6 240 281,27 €</b> | <b>7 485 070,11 €</b>  | <b>12 408 750,42 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>26 134 101,80 €</b>  | <b>-35 284,50 €</b> |
| 11 746,49 €           | 35 542,11 €            |                        |               | 47 288,60 €             | 0,00 €              |
| 296 412,66 €          | 20 000,00 €            |                        |               | 316 412,66 €            | 0,00 €              |
| 66 321,00 €           | 0,00 €                 |                        |               | 66 321,00 €             | -44 959,00 €        |
| <b>374 480,15 €</b>   | <b>55 542,11 €</b>     | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>430 022,26 €</b>     | <b>-44 959,00 €</b> |
| 0,00 €                | 50 000,00 €            | 148 494,40 €           |               | 198 494,40 €            | 0,00 €              |
| 600 000,00 €          | 120 796,00 €           | 200 000,00 €           |               | 920 796,00 €            | 0,00 €              |
| <b>600 000,00 €</b>   | <b>170 796,00 €</b>    | <b>348 494,40 €</b>    | <b>0,00 €</b> | <b>1 119 290,40 €</b>   | <b>0,00 €</b>       |
| 68 404,08 €           |                        |                        |               | 68 404,08 €             | 0,00 €              |
| 975 830,20 €          |                        |                        |               | 975 830,20 €            | 10 000,00 €         |
| <b>1 044 234,28 €</b> | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>1 044 234,28 €</b>   | <b>10 000,00 €</b>  |
| 43 047,98 €           |                        |                        |               | 43 047,98 €             | 0,00 €              |
| <b>43 047,98 €</b>    | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b>          | <b>0,00 €</b> | <b>43 047,98 €</b>      | <b>0,00 €</b>       |
| <b>8 302 043,68 €</b> | <b>7 711 408,22 €</b>  | <b>12 757 244,82 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>28 770 696,72 €</b>  | <b>-70 243,50 €</b> |
| <b>331 295,35 €</b>   | <b>-2 593 506,89 €</b> | <b>2 191 968,04 €</b>  | <b>0,00 €</b> | <b>-70 243,50 €</b>     |                     |

## AVANT DM

| DETAIL PAR DIRECTIONS                    | CP 2021               | CP 2022             | CP 2023               | CP 2024 et +  | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|---------------|-------------------------|
| AIDE AU TITRE DE L'HABITAT               | 11 000,00 €           | 3 500,00 €          | 0,00 €                | 0,00 €        | 14 500,00 €             |
| GESTION ET MAITRISE DES DECHETS          | 16 200,21 €           |                     | 0,00 €                | 0,00 €        | 16 200,21 €             |
| DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME    | 147 819,43 €          | 12 945,17 €         | 0,00 €                | 0,00 €        | 160 764,60 €            |
| SCHEMA ENS ET ACTIVITES DE PLEINE NATURE | 30 115,91 €           |                     |                       |               | 30 115,91 €             |
| ACQUISITIONS IMMOBILIERES                | 90 000,00 €           |                     |                       |               | 90 000,00 €             |
| AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS      | 50 181,94 €           | 25 000,00 €         | 0,00 €                | 0,00 €        | 75 181,94 €             |
| <b>Total DIAD</b>                        | <b>345 317,49 €</b>   | <b>41 445,17 €</b>  | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>386 762,66 €</b>     |
| CRECHES INVESTISSEMENT COURANT           | 11 858,12 €           |                     |                       |               | 11 858,12 €             |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD           | 1 270 280,00 €        |                     |                       |               | 1 270 280,00 €          |
| <b>Total DGASOS</b>                      | <b>1 282 138,12 €</b> | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>1 282 138,12 €</b>   |
| INVESTISSEMENTS ROUTIERS                 | 211 025,00 €          | 498 000,00 €        | 3 782 339,23 €        |               | 4 491 364,23 €          |
| <b>Total DGAID Routes</b>                | <b>211 025,00 €</b>   | <b>498 000,00 €</b> | <b>3 782 339,23 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>4 491 364,23 €</b>   |
| NUMERISATION DES DOCUMENTS               | 15 000,00 €           |                     |                       |               | 15 000,00 €             |
| <b>Total Archives</b>                    | <b>15 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>15 000,00 €</b>      |
| COLLECTIONS NOUVELLES                    | 125 961,55 €          |                     |                       |               | 125 961,55 €            |
| <b>Total Médiathèque</b>                 | <b>125 961,55 €</b>   | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>125 961,55 €</b>     |
| SDIS                                     | 200 000,00 €          |                     |                       |               | 200 000,00 €            |
| <b>Total SDIS</b>                        | <b>200 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>200 000,00 €</b>     |
| <b>TOTAL AP 2019</b>                     | <b>2 179 442,16 €</b> | <b>539 445,17 €</b> | <b>3 782 339,23 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>6 501 226,56 €</b>   |

## APRES DM

| CP 2021                | CP 2022             | CP 2023               | CP 2024 et +  | TOTAL SOLDE AP        | EVOLUTION           |
|------------------------|---------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|---------------------|
| 11 000,00 €            | 3 500,00 €          | 0,00 €                | 0,00 €        | 14 500,00 €           | 0,00 €              |
| 12 805,00 €            | 3 367,21 €          | 0,00 €                | 0,00 €        | 16 172,21 €           | -28,00 €            |
| 137 642,22 €           | 11 594,36 €         | 0,00 €                | 0,00 €        | 149 236,58 €          | -11 528,02 €        |
| 22 021,91 €            | 8 000,00 €          |                       |               | 30 021,91 €           | -94,00 €            |
| 82 101,91 €            |                     |                       |               | 82 101,91 €           | -7 898,09 €         |
| 21 705,80 €            | 27 607,90 €         | 25 000,00 €           | 0,00 €        | 74 313,70 €           | -868,24 €           |
| <b>287 276,84 €</b>    | <b>54 069,47 €</b>  | <b>25 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b> | <b>366 346,31 €</b>   | <b>-20 416,35 €</b> |
| 11 858,12 €            |                     |                       |               | 11 858,12 €           | 0,00 €              |
| 110 000,00 €           | 760 280,00 €        | 400 000,00 €          |               | 1 270 280,00 €        | 0,00 €              |
| <b>121 858,12 €</b>    | <b>760 280,00 €</b> | <b>400 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b> | <b>1 282 138,12 €</b> | <b>0,00 €</b>       |
| 12 025,00 €            | 8 000,00 €          | 4 471 339,23 €        |               | 4 491 364,23 €        | 0,00 €              |
| <b>12 025,00 €</b>     | <b>8 000,00 €</b>   | <b>4 471 339,23 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>4 491 364,23 €</b> | <b>0,00 €</b>       |
| 15 000,00 €            |                     |                       |               | 15 000,00 €           | 0,00 €              |
| <b>15 000,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>15 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       |
| 125 961,55 €           |                     |                       |               | 125 961,55 €          | 0,00 €              |
| <b>125 961,55 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>125 961,55 €</b>   | <b>0,00 €</b>       |
| 200 000,00 €           |                     |                       |               | 200 000,00 €          | 0,00 €              |
| <b>200 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b> | <b>200 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>       |
| <b>762 121,51 €</b>    | <b>822 349,47 €</b> | <b>4 896 339,23 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>6 480 810,21 €</b> | <b>-20 416,35 €</b> |
| <b>-1 417 320,65 €</b> | <b>282 904,30 €</b> | <b>1 114 000,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>-20 416,35 €</b>   |                     |

## AVANT DM

## APRES DM

| DETAIL PAR DIRECTIONS                               | CP 2021                | CP 2022               | CP 2023            | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
|---|------------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|-------------------------|
| HABITAT ET MAITRISE DES DECHETS                     | 43 000,00 €            | 5 000,00 €            |                    |                       | 48 000,00 €             |
| DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME               | 369 727,00 €           | 150 053,37 €          | 27 883,31 €        | 19 363,20 €           | 567 026,88 €            |
| AMENAGEMENTS FONCIERS ET FORESTIERS                 | 92 824,55 €            | 32 863,99 €           |                    |                       | 125 688,54 €            |
| SCHEMA ENS ET ACTIVITES PLEINE NATURE               | 60 159,19 €            | 8 218,80 €            |                    |                       | 68 377,99 €             |
| ACQUISITIONS IMMOBILIERES                           | 525 000,00 €           |                       |                    |                       | 525 000,00 €            |
| REPRISE CONTRATS V1                                 | 1 106 910,50 €         | 863 905,50 €          |                    |                       | 1 970 816,00 €          |
| <b>Total DIAD</b>                                   | <b>2 197 621,24 €</b>  | <b>1 060 041,66 €</b> | <b>27 883,31 €</b> | <b>19 363,20 €</b>    | <b>3 304 909,41 €</b>   |
| 2020 EHPAD  | 590 455,00 €           | 57 513,86 €           |                    |                       | 647 968,86 €            |
| <b>Total DGASOS</b>                                 | <b>590 455,00 €</b>    | <b>57 513,86 €</b>    | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>647 968,86 €</b>     |
| INVESTISSEMENTS ROUTIERS                            | 3 888 975,00 €         | 252 000,00 €          |                    | 3 968 215,72 €        | 8 109 190,72 €          |
| VEHICULES ET MOYENS MATERIELS                       | 700 000,00 €           | 350 000,00 €          |                    | 316 177,61 €          | 1 366 177,61 €          |
| ROUTES DEPARTEMENTALES – INONDATIONS JUIN 2020      | 1 200 000,00 €         | 158 088,83 €          |                    |                       | 1 358 088,83 €          |
| <b>Total DGAID Routes</b>                           | <b>5 788 975,00 €</b>  | <b>760 088,83 €</b>   | <b>0,00 €</b>      | <b>4 284 393,33 €</b> | <b>10 833 457,16 €</b>  |
| BATIMENTS INSTITUTIONNELS                           | 2 511 172,48 €         | 389 591,97 €          |                    |                       | 2 900 764,45 €          |
| BATIMENTS ROUTES                                    | 225 000,00 €           | 241 729,33 €          |                    |                       | 466 729,33 €            |
| BATIMENTS ENSEIGNEMENT                              | 1 019 228,29 €         | 162 873,82 €          |                    |                       | 1 182 102,11 €          |
| <b>Total DAJCL Bâtiments</b>                        | <b>3 755 400,77 €</b>  | <b>794 195,12 €</b>   | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>4 549 595,89 €</b>   |
| PROJETS SYSTEMES INFORMATIONS ET TELECOMMUNICATIONS | 1 312 000,00 €         | 948 074,52 €          |                    |                       | 2 260 074,52 €          |
| <b>Total DAJCL SIT</b>                              | <b>1 312 000,00 €</b>  | <b>948 074,52 €</b>   | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>2 260 074,52 €</b>   |
| PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS     | 111 870,20 €           |                       |                    |                       | 111 870,20 €            |
| ENSEIGNEMENT  | 33 728,60 €            |                       |                    |                       | 33 728,60 €             |
| AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS   | 6 770,00 €             |                       |                    |                       | 6 770,00 €              |
| <b>Total DDEC</b>                                   | <b>152 368,80 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>152 368,80 €</b>     |
| MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE                     | 125 000,00 €           | 77 672,62 €           |                    |                       | 202 672,62 €            |
| <b>Total Achats et Moyens</b>                       | <b>125 000,00 €</b>    | <b>77 672,62 €</b>    | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>202 672,62 €</b>     |
| FRAIS D'INSERTION                                   | 86 261,07 €            | 60 000,00 €           |                    |                       | 146 261,07 €            |
| <b>Total Commande publique</b>                      | <b>86 261,07 €</b>     | <b>60 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>146 261,07 €</b>     |
| RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES               | 47 000,00 €            | 47 000,00 €           |                    |                       | 94 000,00 €             |
| NUMERISATION DES DOCUMENTS                          | 2 600,00 €             |                       |                    |                       | 2 600,00 €              |
| <b>Total Archives</b>                               | <b>49 600,00 €</b>     | <b>47 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>96 600,00 €</b>      |
| AIDES AMENAGEMENTS BIBLIOTHEQUES                    | 3 118,00 €             |                       |                    |                       | 3 118,00 €              |
| <b>Total Médiathèque</b>                            | <b>3 118,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>3 118,00 €</b>       |
| <b>TOTAL AP 2020</b>                                | <b>14 060 799,88 €</b> | <b>3 804 586,61 €</b> | <b>27 883,31 €</b> | <b>4 303 756,53 €</b> | <b>22 197 026,33 €</b>  |

| CP 2021                | CP 2022               | CP 2023             | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP AVANT DM | EVOLUTION            |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------|----------------------|
| 43 000,00 €            | 4 500,00 €            |                     |                       | 47 500,00 €             | -500,00 €            |
| 393 727,00 €           | 113 069,88 €          | 20 000,00 €         | 19 363,00 €           | 546 159,88 €            | -20 867,00 €         |
| 86 624,55 €            | 25 780,31 €           | 10 000,00 €         |                       | 122 404,86 €            | -3 283,68 €          |
| 30 156,19 €            | 38 218,80 €           |                     |                       | 68 374,99 €             | -3,00 €              |
| 447 000,00 €           |                       |                     |                       | 447 000,00 €            | -78 000,00 €         |
| 1 212 920,00 €         | 727 893,00 €          |                     |                       | 1 940 813,00 €          | -30 003,00 €         |
| <b>2 213 427,74 €</b>  | <b>909 461,99 €</b>   | <b>30 000,00 €</b>  | <b>19 363,00 €</b>    | <b>3 172 252,73 €</b>   | <b>-132 656,88 €</b> |
| 590 455,00 €           | 57 513,86 €           |                     |                       | 647 968,86 €            | 0,00 €               |
| <b>590 455,00 €</b>    | <b>57 513,86 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>647 968,86 €</b>     | <b>0,00 €</b>        |
| 3 888 975,00 €         | 752 000,00 €          |                     | 3 968 215,72 €        | 8 109 190,72 €          | 0,00 €               |
| 693 314,31 €           | 0,00 €                |                     | 672 863,30 €          | 1 366 177,61 €          | 0,00 €               |
| 530 000,00 €           | 158 088,83 €          | 670 000,00 €        |                       | 1 358 088,83 €          | 0,00 €               |
| <b>4 612 289,31 €</b>  | <b>910 088,83 €</b>   | <b>670 000,00 €</b> | <b>4 641 079,02 €</b> | <b>10 833 457,16 €</b>  | <b>0,00 €</b>        |
| 2 451 172,48 €         | 449 591,97 €          |                     |                       | 2 900 764,45 €          | 0,00 €               |
| 185 000,00 €           | 281 729,33 €          |                     |                       | 466 729,33 €            | 0,00 €               |
| 1 159 228,29 €         | 22 873,82 €           |                     |                       | 1 182 102,11 €          | 0,00 €               |
| <b>3 795 400,77 €</b>  | <b>754 195,12 €</b>   | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>4 549 595,89 €</b>   | <b>0,00 €</b>        |
| 1 312 000,00 €         | 948 074,52 €          |                     |                       | 2 260 074,52 €          | 0,00 €               |
| <b>1 312 000,00 €</b>  | <b>948 074,52 €</b>   | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>2 260 074,52 €</b>   | <b>0,00 €</b>        |
| 82 958,60 €            | 28 173,60 €           |                     |                       | 111 132,20 €            | -738,00 €            |
| 31 659,60 €            |                       |                     |                       | 31 659,60 €             | -2 069,00 €          |
| 6 770,00 €             |                       |                     |                       | 6 770,00 €              | 0,00 €               |
| <b>121 388,20 €</b>    | <b>28 173,60 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>149 561,80 €</b>     | <b>-2 807,00 €</b>   |
| 125 000,00 €           | 77 672,62 €           |                     |                       | 202 672,62 €            | 0,00 €               |
| <b>125 000,00 €</b>    | <b>77 672,62 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>202 672,62 €</b>     | <b>0,00 €</b>        |
| 86 261,07 €            | 60 000,00 €           |                     |                       | 146 261,07 €            | 0,00 €               |
| <b>86 261,07 €</b>     | <b>60 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>146 261,07 €</b>     | <b>0,00 €</b>        |
| 46 969,30 €            | 47 000,00 €           |                     |                       | 93 969,30 €             | -30,70 €             |
| 1 979,00 €             |                       |                     |                       | 1 979,00 €              | -621,00 €            |
| <b>48 948,30 €</b>     | <b>47 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>95 948,30 €</b>      | <b>-651,70 €</b>     |
| 3 066,00 €             |                       |                     |                       | 3 066,00 €              | -52,00 €             |
| <b>3 066,00 €</b>      | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>       | <b>0,00 €</b>         | <b>3 066,00 €</b>       | <b>-52,00 €</b>      |
| <b>12 908 236,39 €</b> | <b>3 792 180,54 €</b> | <b>700 000,00 €</b> | <b>4 660 442,02 €</b> | <b>22 060 858,95 €</b>  | <b>-136 167,38 €</b> |
| <b>-1 152 563,49 €</b> | <b>-12 406,07 €</b>   | <b>672 116,69 €</b> | <b>356 685,49 €</b>   | <b>-136 167,38 €</b>    |                      |

AP 2021

AVANT DM

APRES DM

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le



ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1041-DE

| DETAIL PAR DIRECTIONS                                     | CP 2021                | CP 2022                | CP 2023               | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| AIDE AU TITRE DE L'HABITAT                                | 30 000,00 €            | 30 000,00 €            | 30 000,00 €           | 10 000,00 €           | 100 000,00 €            |
| DEVELOPPEMENT AGRICULTURE ET TOURISME                     | 440 000,00 €           | 580 000,00 €           | 400 000,00 €          | 200 000,00 €          | 1 620 000,00 €          |
| AMENAGEMENTS AGRICOLES ET FORESTIERS                      | 81 400,00 €            | 73 600,00 €            | 45 000,00 €           |                       | 200 000,00 €            |
| AIDES AUX COLLECTIVITES ET TOURISME SUITE AUX INONDATIONS | 135 238,00 €           | 822 250,00 €           | 396 512,00 €          | 0,00 €                | 1 354 000,00 €          |
| SCHEMA ENS ET ACTIVITES DE PLEINE NATURE                  | 40 000,00 €            | 40 000,00 €            | 30 000,00 €           |                       | 110 000,00 €            |
| ACQUISITIONS IMMOBILIERES                                 |                        | 285 000,00 €           |                       |                       | 285 000,00 €            |
| <b>Total DIAD</b>   | <b>726 638,00 €</b>    | <b>1 830 850,00 €</b>  | <b>901 512,00 €</b>   | <b>210 000,00 €</b>   | <b>3 669 000,00 €</b>   |
| MONTLO – STATIONS DU MONT LOZERE                          | 150 000,00 €           | 50 000,00 €            |                       |                       | 200 000,00 €            |
| <b>Total MT LOZERE</b>                                    | <b>150 000,00 €</b>    | <b>50 000,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>200 000,00 €</b>     |
| INVESTISSEMENTS ROUTIERS                                  | 9 400 000,00 €         | 4 300 000,00 €         | 2 800 000,00 €        |                       | 16 500 000,00 €         |
| VEHICULES ET MOYENS MATERIELS                             | 800 000,00 €           | 700 000,00 €           | 500 000,00 €          |                       | 2 000 000,00 €          |
| <b>Total Direction des Routes</b>                         | <b>10 200 000,00 €</b> | <b>5 000 000,00 €</b>  | <b>3 300 000,00 €</b> | <b>0,00 €</b>         | <b>18 500 000,00 €</b>  |
| BATIMENTS INSTITUTIONNELS                                 | 488 520,00 €           | 3 745 000,00 €         | 1 266 480,00 €        |                       | 5 500 000,00 €          |
| BATIMENTS ROUTES  | 130 000,00 €           | 1 070 000,00 €         | 400 000,00 €          |                       | 1 600 000,00 €          |
| AGENDA D'ACCESSIBILITE                                    | 290 000,00 €           | 1 390 000,00 €         |                       |                       | 1 680 000,00 €          |
| <b>Total Bâtiments départementaux</b>                     | <b>908 520,00 €</b>    | <b>6 205 000,00 €</b>  | <b>1 666 480,00 €</b> | <b>0,00 €</b>         | <b>8 780 000,00 €</b>   |
| PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS           | 45 000,00 €            | 85 000,00 €            |                       |                       | 130 000,00 €            |
| ENSEIGNEMENT  | 225 000,00 €           |                        |                       |                       | 225 000,00 €            |
| AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS         | 40 000,00 €            |                        |                       |                       | 40 000,00 €             |
| <b>Total DDEC</b>   | <b>310 000,00 €</b>    | <b>85 000,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>395 000,00 €</b>     |
| PROGRAMME REHABILITATION EHPAD                            | 143 772,58 €           | 1 632 227,42 €         | 1 270 000,00 €        | 979 000,00 €          | 4 025 000,00 €          |
| <b>Total DGASOS</b>                                       | <b>143 772,58 €</b>    | <b>1 632 227,42 €</b>  | <b>1 270 000,00 €</b> | <b>979 000,00 €</b>   | <b>4 025 000,00 €</b>   |
| CLASSEMENT DES ARCHIVES                                   | 20 000,00 €            | 20 000,00 €            |                       |                       | 40 000,00 €             |
| NUMERISATION DES DOCUMENTS                                |                        | 10 000,00 €            | 10 000,00 €           |                       | 20 000,00 €             |
| <b>Total Archives</b>                                     | <b>20 000,00 €</b>     | <b>30 000,00 €</b>     | <b>10 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>60 000,00 €</b>      |
| AIDES AMENAGEMENTS BIBLIOTHEQUES                          | 10 000,00 €            | 15 000,00 €            |                       |                       | 25 000,00 €             |
| COLLECTIONS NOUVELLES                                     |                        | 125 000,00 €           | 125 000,00 €          | 125 000,00 €          | 375 000,00 €            |
| SUBVENTION VEHICULES                                      | 20 000,00 €            |                        |                       |                       | 20 000,00 €             |
| <b>Total Médiathèque</b>                                  | <b>30 000,00 €</b>     | <b>140 000,00 €</b>    | <b>125 000,00 €</b>   | <b>125 000,00 €</b>   | <b>420 000,00 €</b>     |
| SDIS  | 400 000,00 €           | 600 000,00 €           |                       |                       | 1 000 000,00 €          |
| <b>Total SDIS</b>   | <b>400 000,00 €</b>    | <b>600 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>1 000 000,00 €</b>   |
| <b>TOTAL AP 2021</b>                                      | <b>12 888 930,58 €</b> | <b>15 573 077,42 €</b> | <b>7 272 992,00 €</b> | <b>1 314 000,00 €</b> | <b>37 049 000,00 €</b>  |

| CP 2021                | CP 2022                | CP 2023               | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP APRES DM | EVOLUTION             |
|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| 29 000,00 €            | 30 000,00 €            | 30 000,00 €           | 11 000,00 €           | 100 000,00 €            | 0,00 €                |
| 245 000,00 €           | 525 000,00 €           | 499 998,38 €          | 170 000,00 €          | 1 439 998,38 €          | -180 001,62 €         |
| 59 840,80 €            | 48 660,57 €            | 33 000,00 €           |                       | 141 501,37 €            | -58 498,63 €          |
| 185 238,00 €           | 646 565,00 €           | 116 512,00 €          | 0,00 €                | 948 315,00 €            | -405 685,00 €         |
| 29 472,00 €            | 37 044,00 €            | 45 000,00 €           |                       | 111 516,00 €            | 1 516,00 €            |
|                        | 400 000,00 €           | 300 000,00 €          |                       | 700 000,00 €            | 415 000,00 €          |
| <b>548 550,80 €</b>    | <b>1 687 269,57 €</b>  | <b>1 024 510,38 €</b> | <b>181 000,00 €</b>   | <b>3 441 330,75 €</b>   | <b>-227 669,25 €</b>  |
| 0,00 €                 | 100 000,00 €           | 100 000,00 €          |                       | 200 000,00 €            | 0,00 €                |
| <b>0,00 €</b>          | <b>100 000,00 €</b>    | <b>100 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>         | <b>200 000,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>         |
| 11 445 685,69 €        | 4 411 911,17 €         | 2 142 403,14 €        |                       | 18 000 000,00 €         | 1 500 000,00 €        |
| 130 000,00 €           | 1 370 000,00 €         | 500 000,00 €          |                       | 2 000 000,00 €          | 0,00 €                |
| <b>11 575 685,69 €</b> | <b>5 781 911,17 €</b>  | <b>2 642 403,14 €</b> | <b>0,00 €</b>         | <b>20 000 000,00 €</b>  | <b>1 500 000,00 €</b> |
| 488 520,00 €           | 3 745 000,00 €         | 1 266 480,00 €        |                       | 5 500 000,00 €          | 0,00 €                |
| 60 000,00 €            | 1 070 000,00 €         | 470 000,00 €          |                       | 1 600 000,00 €          | 0,00 €                |
| 240 000,00 €           | 1 440 000,00 €         |                       |                       | 1 680 000,00 €          | 0,00 €                |
| <b>788 520,00 €</b>    | <b>6 255 000,00 €</b>  | <b>1 736 480,00 €</b> | <b>0,00 €</b>         | <b>8 780 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>         |
| 17 213,00 €            | 34 787,00 €            |                       |                       | 52 000,00 €             | -78 000,00 €          |
| 173 556,33 €           | 49 252,00 €            |                       |                       | 222 808,33 €            | -2 191,67 €           |
| 40 000,00 €            |                        |                       |                       | 40 000,00 €             | 0,00 €                |
| <b>230 769,33 €</b>    | <b>84 039,00 €</b>     | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>314 808,33 €</b>     | <b>-80 191,67 €</b>   |
| 143 772,58 €           | 1 632 227,42 €         | 1 270 000,00 €        | 979 000,00 €          | 4 025 000,00 €          | 0,00 €                |
| <b>143 772,58 €</b>    | <b>1 632 227,42 €</b>  | <b>1 270 000,00 €</b> | <b>979 000,00 €</b>   | <b>4 025 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>         |
| 0,00 €                 | 64 194,00 €            |                       |                       | 64 194,00 €             | 24 194,00 €           |
|                        | 35 000,00 €            | 10 000,00 €           |                       | 45 000,00 €             | 25 000,00 €           |
| <b>0,00 €</b>          | <b>99 194,00 €</b>     | <b>10 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>109 194,00 €</b>     | <b>49 194,00 €</b>    |
| 12 244,00 €            | 12 756,00 €            |                       |                       | 25 000,00 €             | 0,00 €                |
|                        | 125 000,00 €           | 125 000,00 €          | 125 000,00 €          | 375 000,00 €            | 0,00 €                |
| 0,00 €                 | 10 000,00 €            |                       |                       | 10 000,00 €             | -10 000,00 €          |
| <b>12 244,00 €</b>     | <b>147 756,00 €</b>    | <b>125 000,00 €</b>   | <b>125 000,00 €</b>   | <b>410 000,00 €</b>     | <b>-10 000,00 €</b>   |
| 400 000,00 €           | 600 000,00 €           |                       |                       | 1 000 000,00 €          | 0,00 €                |
| <b>400 000,00 €</b>    | <b>600 000,00 €</b>    | <b>0,00 €</b>         | <b>0,00 €</b>         | <b>1 000 000,00 €</b>   | <b>0,00 €</b>         |
| <b>13 699 542,40 €</b> | <b>16 387 397,16 €</b> | <b>6 908 393,52 €</b> | <b>1 285 000,00 €</b> | <b>38 280 333,08 €</b>  | <b>1 231 333,08 €</b> |
| <b>810 611,82 €</b>    | <b>814 319,74 €</b>    | <b>-364 598,48 €</b>  | <b>-29 000,00 €</b>   | <b>1 231 333,08 €</b>   |                       |

TOTAL GENERAL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
 Reçu en préfecture le 26/10/2021  
 Affiché le   
 ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1041-DE

AVANT DM

APRES DM

| DETAIL PAR DIRECTIONS   | CP 2021                | CP 2022                | CP 2023                | CP 2024 et +          | TOTAL SOLDE AP AVANT DM |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|
| DID (Solidarité Territoriale)   | 6 561 846,41 €         | 10 658 027,11 €        | 11 124 967,78 €        | 2 651 924,00 €        | 30 996 765,30 €         |
| DAD (Solidarité Territoriale)   | 485 243,66 €           | 37 288,60 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 522 532,26 €            |
| DIAD (Solidarité Territoriale)  | 3 269 576,73 €         | 2 932 336,83 €         | 929 395,31 €           | 229 363,20 €          | 7 360 672,07 €          |
| MT LOZERE (Solidarité Territoriale)   | 150 000,00 €           | 50 000,00 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 200 000,00 €            |
| DGASOS (Solidarité Sociale)   | 2 016 365,70 €         | 1 689 741,28 €         | 1 270 000,00 €         | 979 000,00 €          | 5 955 106,98 €          |
| Bâtiments départementaux (DAJCL)  | 7 589 155,05 €         | 8 998 740,56 €         | 1 666 480,00 €         | 0,00 €                | 18 254 375,61 €         |
| Direction des Routes (Infrastructures Départementales)  | 16 200 000,00 €        | 6 258 088,83 €         | 7 082 339,23 €         | 4 284 393,33 €        | 33 824 821,39 €         |
| Médiathèque (Solidarité Territoriale)   | 159 079,55 €           | 140 000,00 €           | 125 000,00 €           | 125 000,00 €          | 549 079,55 €            |
| Archives Départementales (Solidarité Territoriale)  | 84 600,00 €            | 77 000,00 €            | 10 000,00 €            | 0,00 €                | 171 600,00 €            |
| Marchés Publics (DAJCL – Service de la commande publique)   | 86 261,07 €            | 60 000,00 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 146 261,07 €            |
| Informatique (DAJCL – Direction adjointe en charge des systèmes d'information et télécommunications)  | 1 355 047,98 €         | 948 074,52 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 2 303 122,50 €          |
| Achats et Moyens (DAJCL – Service de la commande publique)  | 125 000,00 €           | 77 672,62 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 202 672,62 €            |
| Direction du Développement Educatif et Culturel (Solidarité Territoriale)   | 462 368,80 €           | 85 000,00 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 547 368,80 €            |
| Technologies de l'information et de la communication (Infrastructures Départementales – Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports) | 950 000,00 €           | 169 290,40 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 1 119 290,40 €          |
| SDIS  | 600 000,00 €           | 600 000,00 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 1 200 000,00 €          |
| <b>TOTAL AP</b>   | <b>40 094 544,95 €</b> | <b>32 781 260,75 €</b> | <b>22 208 182,32 €</b> | <b>8 269 680,53 €</b> | <b>103 353 668,55 €</b> |

| CP 2021                | CP 2022                | CP 2023                | CP 2024 et +          | APRES DM                | TOTALE DM             |
|------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|
| 7 035 329,27 €         | 8 047 261,11 €         | 13 225 466,42 €        | 2 651 924,00 €        | 30 959 980,80 €         | -36 784,50 €          |
| 382 082,15 €           | 95 491,11 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 477 573,26 €            | -44 959,00 €          |
| 3 049 255,38 €         | 2 650 801,03 €         | 1 079 510,38 €         | 200 363,00 €          | 6 979 929,79 €          | -380 742,28 €         |
| 0,00 €                 | 100 000,00 €           | 100 000,00 €           | 0,00 €                | 200 000,00 €            | 0,00 €                |
| 856 085,70 €           | 2 450 021,28 €         | 1 670 000,00 €         | 979 000,00 €          | 5 955 106,98 €          | 0,00 €                |
| 7 519 155,05 €         | 9 008 740,56 €         | 1 736 480,00 €         | 0,00 €                | 18 264 375,61 €         | 10 000,00 €           |
| 16 200 000,00 €        | 6 700 000,00 €         | 7 783 742,37 €         | 4 641 079,02 €        | 35 324 821,39 €         | 1 500 000,00 €        |
| 141 271,55 €           | 147 756,00 €           | 125 000,00 €           | 125 000,00 €          | 539 027,55 €            | -10 052,00 €          |
| 63 948,30 €            | 146 194,00 €           | 10 000,00 €            | 0,00 €                | 220 142,30 €            | 48 542,30 €           |
| 86 261,07 €            | 60 000,00 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 146 261,07 €            | 0,00 €                |
| 1 355 047,98 €         | 948 074,52 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 2 303 122,50 €          | 0,00 €                |
| 125 000,00 €           | 77 672,62 €            | 0,00 €                 | 0,00 €                | 202 672,62 €            | 0,00 €                |
| 352 157,53 €           | 112 212,60 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 464 370,13 €            | -82 998,67 €          |
| 600 000,00 €           | 170 796,00 €           | 348 494,40 €           | 0,00 €                | 1 119 290,40 €          | 0,00 €                |
| 600 000,00 €           | 600 000,00 €           | 0,00 €                 | 0,00 €                | 1 200 000,00 €          | 0,00 €                |
| <b>38 365 593,98 €</b> | <b>31 315 020,83 €</b> | <b>26 078 693,57 €</b> | <b>8 597 366,02 €</b> | <b>104 356 674,40 €</b> | <b>1 003 005,85 €</b> |
| <b>-1 728 950,97 €</b> | <b>-1 466 239,92 €</b> | <b>3 870 511,25 €</b>  | <b>327 685,49 €</b>   | <b>1 003 005,85 €</b>   |                       |



## DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

### Conseil Départemental

### Séance du 25 octobre 2021

---

**Commission : RESSOURCES INTERNES ET FINANCES DEPARTEMENTALES**

**Objet : Budget : vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2021**

*Dossier suivi par Ressources Humaines, Assemblées, Finances - Affaires financières*

---

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

**Après appel nominal, le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h00.**

**Présents pour l'examen du rapport :** Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Rémi ANDRE, Alain ASTRUC, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Jean-Louis BRUN, Séverine CORNUT, Dominique DELMAS, Gilbert FONTUGNE, Francis GIBERT, Christine HUGON, Alain LAFONT, Michèle MANOA, Sophie PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Laurent SUAOU, Michel THEROND, Johanne TRIOULIER, Valérie VIGNAL-CHEMIN.

**Pouvoirs :** Valérie FABRE ayant donné pouvoir à Jean-Paul POURQUIER, Guylène PANTEL ayant donné pouvoir à Denis BERTRAND, François ROBIN ayant donné pouvoir à Françoise AMARGER-BRAJON.

---

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3311-1 et suivants, L3312-1 et suivants, R 3311-2 et suivants, R 3312-3 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le livre VI du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°CD\_18\_1050 du 22 octobre 2018 approuvant le règlement financier du Département ;

VU la délibération n°CD\_21\_1011 du 17 mai 2021 votant les autorisations de programmes 2021 et antérieures ;

VU la délibération n°CD\_20\_1057 du 18 décembre 2020 votant le Budget Primitif 2021, la délibération n°CD\_21\_1003 du 15 mars 2021 votant la DM1 et la délibération n°CD\_21\_1012 du 17 mai 2021 votant la DM2 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport n°901 intitulé "Budget : vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2021 " en annexe ;

**Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,**

*VU l'avis de la commission « Ressources internes et finances départementales » du 19 octobre 2021 et les précisions concernant les mouvements budgétaires sur le chapitre 939-933-935 ;*

**ARTICLE 1**

Acte l'état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement et en fonctionnement, tel que joint en annexe.

**ARTICLE 2**

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est voté par fonction et les budgets annexes votés par nature, la décision modificative n°3 au budget primitif de 2021 présentée en annexe, qui se traduit :

- pour le budget principal par :

\* sur la section d'investissement :- 873 032,71 € représentant une baisse de – 1,32 % par rapport au total des crédits initialement votés (BP+DM1+DM2) principalement rephasés en 2022 et exercices suivants en fonction de l'avancement des opérations.

\* sur la section de fonctionnement : + 936 288 € représentant une hausse de + 0,68 % par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits complémentaires viennent couvrir les besoins des ressources humaines, routes, bâtiments sachant que certaines directions libèrent par ailleurs des crédits. Ils intègrent également l'amortissement et la sortie d'actif des travaux et du fonds de commerce de la Maison de la Lozère à Montpellier.

|       | INVESTISSEMENT |        |        |             |        |        |
|-------|----------------|--------|--------|-------------|--------|--------|
|       | DEPENSES K€    |        |        | RECETTES K€ |        |        |
|       | Réelles        | Ordres | Total  | Réelles     | Ordres | Total  |
| BP    | 45 000         | 6 204  | 51 204 | 24 600      | 26 604 | 51 204 |
| DM1   | 1 500          |        | 1 500  | 1 500       |        | 1 500  |
| DM2   | 11 650         | 1 721  | 13 371 | 12 485      | 886    | 13 371 |
| DM3   | -1 373         | 500    | -873   | -1 459      | 586    | -873   |
| TOTAL | 56 777         | 8 425  | 65 202 | 37 126      | 28 076 | 65 202 |

|       | FONCTIONNEMENT |        |         |             |        |         |
|-------|----------------|--------|---------|-------------|--------|---------|
|       | DEPENSES K€    |        |         | RECETTES K€ |        |         |
|       | Réelles        | Ordres | Total   | Réelles     | Ordres | Total   |
| BP    | 107 700        | 26 604 | 134 304 | 128 100     | 6 204  | 134 304 |
| DM1   |                |        |         |             |        |         |
| DM2   | 3 873          | -500   | 3 373   | 3 038       | 335    | 3 373   |
| DM3   | 351            | 586    | 936     | 436         | 500    | 936     |
| TOTAL | 111 924        | 26 690 | 138 613 | 131 574     | 7 039  | 138 613 |

- pour le budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses : - 25 000 €, sur la section de fonctionnement (économie de 25 000 € réalisée sur l'achat de produits pharmaceutiques nécessaires aux diagnostics BVD auriculaires des veaux et aux analyses de la qualité de l'air intérieur).

- pour le budget annexe de l'Aire de la Lozère : - 22 706 €, sur la section de fonctionnement (la subvention à verser au CDT prévue pour 78 000 € est ramenée à 55 294 € considérant que sur la subvention 2020 le montant de 22 706 € constitue une avance sur la subvention 2021).

La Présidente du Conseil départemental  
 Sophie PANTEL

*Adopté à l'unanimité des voix exprimées.*

**Annexe à la délibération n°CD\_21\_1042 du Conseil Départemental du 25 octobre 2021.  
Rapport n°901 "Budget : vote de la décision modificative n°3 du budget primitif 2021 "**

La décision modificative n° 3 vient modifier les prévisions du budget principal et des budgets annexes du Laboratoire départemental d'analyses et de l'Aire de La Lozère. Le budget annexe du Domaine des Boissets ne connaît pas de mouvement.

Concernant le budget principal, la DM 3 rephase en investissement les crédits des autorisations de programmes et, en fonctionnement, ajuste les crédits dépenses et recettes. Elle prend en compte également l'apurement final des écritures d'amortissement et de sortie de l'actif du fonds de commerce et travaux de la Maison de la Lozère à Montpellier.

Les budgets du Laboratoire et de l'Aire de la Lozère sont légèrement diminués.

Les mouvements relatifs à cette troisième décision modificative vous sont présentés ci-après dans le détail.

## BUDGET PRINCIPAL

### I – INVESTISSEMENT

**La section d'investissement est diminuée de – 873 032,71 €.**

#### A – Recettes

Les recettes sont modifiées comme suit :

|  |                |
|--|----------------|
| <b>Recettes réelles</b> .....                              | - 158 767,00 € |
| • FCTVA .....  | + 115 693,00 € |
| • DSID – part péréquation .....                            | - 369 752,00 € |
| • DSIL : réseau chaleur bâtiment SELO .....                | + 21 692,00 €  |
| • France Relance : cybersécurité .....                     | + 40 000,00 €  |
| • Autres subventions : immobilier entreprise/tourisme..... | + 33 600,00 €  |

**Recours à l'emprunt 2021 : .....** - 1 300 000,00 €

**Ordres** : Maison de la Lozère Montpellier : amortissement fonds  
de commerce / travaux et sortie d'actif : ..... + 585 734,29 €

#### B – Dépenses

Les mouvements sur les dépenses se présentent comme suit :

**Crédits sur autorisations de programme :.....** - 1 728 950,97 €

**Service Bâtiments :.....** - 70 000,00 €

Après ajustements de l'ensemble des AP, 70 000 € sur l'AP 2021 Bâtiments Routes sont rephasés en 2023 au regard du planning des travaux des centres techniques de Rieutort et Châteauneuf de Randon.

**Infrastructures départementales : ..... - 350 000,00 €**

Direction des mobilités, des aménagements numériques

et des transports : ..... - 350 000,00 €

Mission Technologies de l'Information et de la Communication : Compte tenu de l'avancement des travaux 350 000 € sont rephasés en 2022 et 2023 : soit - 300 000 € sur le numérique et - 50 000 € sur la téléphonie mobile.

**Solidarité Territoriale : ..... - 148 670,97 €****Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement : + 150 000,00 €**

Les autorisations de programmes de cette direction font l'objet de rephasages de crédits sur les années suivantes pour tenir compte :

- du retard lié à la crise sanitaire COVID, des paiements à venir et des orientations budgétaires 2022 en cours :

AP Contrats territoriaux : ..... + 874 965,36 €

Contrats V1 : ..... + 106 009,50 €

Contrats V2 : ..... + 768 955,86 €

- d'annulations avec la révision à la baisse de subventions ou la réorientation de projets :

Autres AP : - 724 965,36 € (aménagement agricoles, forestiers, touristiques, espaces naturels sensibles ...).

Mont Lozère : crédits rephasés : ..... - 150 000,00 €

**Direction du Développement Éducatif et Culturel : ..... - 110 211,27 €**

110 211,27 sont annulés suite à la révision à la baisse de subventions et au rephasage des crédits.

Archives départementales : Numérisation de documents - Rephasage . - 20 651,70 €

Médiathèque départementale : Crédits rephasés ..... - 17 808,00 €

Aides aux communes à l'aménagement des petites bibliothèques : ..... + 2 192 €

Aides aux Ctés de communes pour l'achat de

véhicules pour les bibliothèques : ..... - 20 000 €

**Solidarité Sociale : ..... - 1 160 280,00 €**

Direction Maison de l'Autonomie : ..... - 1 160 280,00 €

Les crédits de paiements pour les projets «Innovation sociale» et «Réhabilitation EPHAD» sont rephasés compte tenu de leur stade d'avancement.

**Crédits hors autorisations de programme : ..... + 855 918,26 €**

Dépenses imprévues : ..... + 205 918,26 €

TVA DSP Mas de la Barque ..... + 150 000,00 €

Ordres : Maison de la Lozère Montpellier :  
amortissement fonds de commerce : ..... + 500 000,00 €

## II – FONCTIONNEMENT

**La section de fonctionnement est augmentée de + 936 288,00 €.**

### A - Recettes

Les recettes de fonctionnement évoluent ainsi qu'il suit :

|   |                       |
|---|-----------------------|
| <b>Recettes réelles</b> :.....  | <b>+ 436 288,00 €</b> |
| • D.M.T.O Lozère :.....   | + 500 000,00 €        |
| • Compensation Etat exonération perte fiscalité directe locale : .....      | + 642 874,00 €        |
| • Dotation CNSA – MDPH (régularisation 2020+complément 2021) :+ 83 055,00 € |                       |
| • Reprise sur provisions (Maison Lozère Montpellier) :.....                 | + 66 650,00 €         |
| • FARPI :.....  | + 47 050,00 €         |
| • Fonds national DMTO (mise en réserve) :.....                              | - 771 522,00 €        |
| • Dispositif péréquée :.....  | - 85 089,00 €         |
| • D.G.F. :.....   | - 45 977,00 €         |
| • Fonds péréquation CVAE :.....   | - 753,00 €            |

**Ordres** : Maison de la Lozère Montpellier :  
amortissement fonds de commerce : .....+ **500 000,00 €**

### B - Dépenses

Les dépenses de fonctionnement répondent aux besoins suivants :

**Infrastructures départementales** : .....+ **100 000,00 €**

**Direction des routes** : ..... + **140 000,00 €**

- + 70 000 € pour les fournitures de pièces détachées et le carburant,
- + 70 000 € pour la reconstitution des stocks de la viabilité hivernale et l'acquisition de matériaux pour l'entretien des chaussées et des accotements.

**Direction des mobilités, des aménagements numériques et des transports** :.....- **40 000,00 €**

Mission Technologies de l'Information et de la Communication :

- 10 000 € : ces crédits sont transférés à la Direction des Routes pour couvrir les besoins en carburant et fournitures de voirie.

Transports et mobilités :

- 30 000 € : ces crédits sont également transférés à la Direction des Routes pour couvrir les besoins en carburant et fournitures de voirie.

**Bâtiments départementaux** :.....+ **25 000,00 €**

Les crédits complémentaires prennent en compte l'augmentation des prix électricité, combustibles.

**POLEN : .....+ 11 000,00 €**

Les crédits sont nécessaires pour la mise en place de l'infogérance (externalisation de la gestion/exploitation du système informatique) .

**Solidarité Territoriale : .....- 378 949,93 €**

**Direction de l'Ingénierie de l'Attractivité et du Développement :- 539 161,93 €**

30 % des crédits d'opérations prévues en 2021 (- 417 082 €) ne pourront pas être consommés et/ou rattachés sur cette année budgétaire et constitueront des dépenses obligatoires sur la gestion 2022. Ces crédits concernent principalement les organismes à vocation touristique : maison de la Lozère à Paris, Lozère Tourisme, Promotion et développement du Trail.

**Direction du Développement Educatif et Culturel:.....+ 200 000,00 €**

Pour faire face à un besoin de trésorerie dans l'attente de rentrées financières une avance sur participation 2022 est accordée à l'Ecole départementale de Musique pour 200 000 €.

**Mont Lozère : .....- 25 800,00 €**

25 800 € sont déduits après l'ajustement des dépenses.

**Archives Départementales : .....- 13 988,00 €**

13 988 € ne seront pas consommés, diverses manifestations sur le thème de la migration en Lozère ayant été annulées du fait de la crise sanitaire.

**Solidarité sociale : ..... - 19 340,00 €**

Des virements et des ajustements de crédits ont été opérés au sein de la Direction afin d'abonder les lignes déficitaires. Il en résulte une baisse de – 19 340 €.

**Direction du Lien Social : ..... - 25 340,00 €**

**Direction Enfance Famille : ..... + 8 000,00 €**

**Administration générale ..... - 2 000,00 €**

**Ressources humaines :.....+ 440 000,00 €**

L'enveloppe est complétée pour la prise en compte :

- de remplacement des personnels en arrêt de travail (en particulier dans les collèges dont les activités ont été fortement impactées par les différents protocoles sanitaires) ;
- du renforcement des différents services de la collectivité dans le cadre de nos différentes actions et/ou pour faire face à l'accroissement d'activité
- de l'augmentation du SMIC au 1er octobre 2021 (+2,2 %, soit 1.589,47 € brut mensuel au lieu de 1 554,58 € brut).

**Affaires financières :..... + 758 577,93 €**

- Provision pour imprévus :.....+ 155 798,64 €
- Reversement dotation MDPH : .....+ 83 055,00 €
- Sténotypiste / Subventions exceptionnelles .....+ 6 000,00 €

- Reversement DMTO : ..... - 24 304,00 €
- Subvention d'équilibre budget annexe – LDA : ..... - 25 000,00 €
- Subvention d'équilibre budget annexe – Aire de la Lozère : ..... 22 706,00 €
- **Ordres** : Maison de la Lozère Montpellier : amortissement fonds de commerce / travaux et sortie actif : ..... + 585 734,29 €

### III – Virements de crédits

Conformément au règlement financier il vous est présenté dans l'annexe ci-jointe l'état des virements de crédits d'investissement et de fonctionnement intervenus du 1er avril 2021 au 30 septembre 2021.

## RÉCAPITULATIF

**Section d'investissement : - 873 K€** représentant une baisse de - 1,32 % par rapport au total des crédits initialement votés (BP+DM1+DM2) principalement rephasés en 2022 et exercices suivants en fonction de l'avancement des opérations.

|              | INVESTISSEMENT |              |               |               |               |               |
|--------------|----------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|              | DEPENSES K€    |              |               | RECETTES K€   |               |               |
|              | Réelles        | Ordres       | Total         | Réelles       | Ordres        | Total         |
| <b>BP</b>    | 45 000         | 6 204        | 51 204        | 24 600        | 26 604        | 51 204        |
| <b>DM1</b>   | 1 500          |              | 1 500         | 1 500         |               | 1 500         |
| <b>DM2</b>   | 11 650         | 1 721        | 13 371        | 12 485        | 886           | 13 371        |
| <b>DM3</b>   | -1 373         | 500          | -873          | -1 459        | 586           | -873          |
| <b>TOTAL</b> | <b>56 777</b>  | <b>8 425</b> | <b>65 202</b> | <b>37 126</b> | <b>28 076</b> | <b>65 202</b> |

**Section de fonctionnement : + 936 K€** représentant une hausse de + 0,68 % par rapport au total des crédits initialement votés. Les crédits complémentaires viennent couvrir les besoins des ressources humaines, routes, bâtiments sachant que certaines directions libèrent par ailleurs des crédits. Ils intègrent également l'amortissement et la sortie d'actif des travaux et du fonds de commerce de la Maison de la Lozère à Montpellier.

|            | FONCTIONNEMENT |        |         |             |        |         |
|------------|----------------|--------|---------|-------------|--------|---------|
|            | DEPENSES K€    |        |         | RECETTES K€ |        |         |
|            | Réelles        | Ordres | Total   | Réelles     | Ordres | Total   |
| <b>BP</b>  | 107 700        | 26 604 | 134 304 | 128 100     | 6 204  | 134 304 |
| <b>DM1</b> |                |        |         |             |        |         |
| <b>DM2</b> | 3 873          | -500   | 3 373   | 3 038       | 335    | 3 373   |

|       |         |        |         |         |       |         |
|-------|---------|--------|---------|---------|-------|---------|
| DM3   | 351     | 586    | 936     | 436     | 500   | 936     |
| TOTAL | 111 924 | 26 690 | 138 613 | 131 574 | 7 039 | 138 613 |

**BUDGETS ANNEXES**

**I / LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES :**

**I - Section investissement : Néant**

**II - Section de fonctionnement**

- Dépenses : .....- 25 000 €
- Recettes : .....- 25 000 €

Une économie de 25 000 € est réalisée sur l'achat de produits pharmaceutiques nécessaires aux diagnostics BVD auriculaires des veaux et aux analyses de la qualité de l'air intérieur, les tarifs appliqués étant inférieurs aux prévisions.

La subvention d'équilibre du budget principal est diminuée d'autant.

**II / AIRE DE LA LOZERE :**

**I - Section investissement : Néant**

**II - Section de fonctionnement**

- Dépenses : .....- 22 706 €
- Recettes : .....- 22 706 €

En lien avec le rapport n° 800 présenté en Commission permanente du 27 septembre dernier la subvention à verser au CDT prévue pour 78 000 € est ramenée à 55 294 € considérant que sur la subvention 2020 le montant de 22 706 € constitue une avance sur la subvention 2021.

**III / DOMAINE DES BOISSETS : néant**

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n° 3 du budget principal et des budgets annexes Laboratoire Départemental d'Analyses, Aire de la Lozère sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

La Présidente du Conseil départemental  
 Sophie PANTEL

# LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS DU 01/04/2021 AU 30/09/2021

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
 Reçu en préfecture le 26/10/2021  
 Affiché le   
 ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

## 0 Département de la Lozère :

| N°  | Date       | Libellé                    | Montant     | Imputation source |      |          |      | Enveloppe source |            |      |       | Opération source |     |      |          | Imputation destination |      |            |      | Enveloppe destination |         |  |  | Opération destination |  |  |  |
|-----|------------|----------------------------|-------------|-------------------|------|----------|------|------------------|------------|------|-------|------------------|-----|------|----------|------------------------|------|------------|------|-----------------------|---------|--|--|-----------------------|--|--|--|
| 131 | 02/04/2021 | TRANSFERT P/AUTRES IMPUT/  | 40 000,00 € | 902               | 221  | 231312   | RB   | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000          | 902 | 221  | 2317312  | RB                     | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO                 | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 132 | 02/04/2021 | TRANSFERT P/AUTRES IMPUT/  | 55 000,00 € | 902               | 221  | 231312   | RB   | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000          | 902 | 221  | 2181     | RB                     | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO                 | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 133 | 02/04/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU   | 6 000,00 €  | 902               | 23   | 21841    | RB   | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000          | 902 | 23   | 2181     | RB                     | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO                 | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 136 | 06/04/2021 | VIREMENT CREDIT            | 10 000,00 € | 900               | 0202 | 2051     | BFI  | 2020             | SYSTINF    | 2020 | SSI   | 2020000          | 900 | 0202 | 21838    | BFI                    | 2020 | SYSTINF    | 2020 | INF                   | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 137 | 06/04/2021 | VIREMENT CREDIT            | 30 000,00 € | 900               | 0202 | 21838    | BFI  | 2020             | SYSTINF    | 2020 | INF   | 2020000          | 900 | 0202 | 2051     | BFI                    | 2020 | SYSTINF    | 2020 | INF                   | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 138 | 01/04/2021 | Virement IODAS             | 15 000,00 € | 935               | 51   | 74718    | BL   | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 7513     | BL                     | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 139 | 02/04/2021 | BESOINS CREDITS GLISSIERE  | 500,00 €    | 936               | 621  | 6135     | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 63513    | R                      | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 140 | 02/04/2021 | BESOINS CREDITS GLISSIERE  | 500,00 €    | 936               | 621  | 6135     | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 60633    | R                      | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 141 | 02/04/2021 | VIREMENT VERS 615221       | 4 000,00 €  | 936               | 621  | 60621    | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 142 | 08/04/2021 | REAJUSTEMENT               | 391,00 €    | 933               | 313  | 6065     | BI   | 0                |            | 2021 | PMDL  | 1005             | 933 | 313  | 6281     | BI                     | 0    |            | 2021 | PMDL                  | 1005    |  |  |                       |  |  |  |
| 143 | 08/04/2021 | REAJUSTEMENT               | 60,12 €     | 933               | 313  | 6065     | BI   | 0                |            | 2021 | PMDL  | 1005             | 933 | 313  | 61558.3  | BI                     | 0    |            | 2021 | PMDL                  | 1005    |  |  |                       |  |  |  |
| 144 | 08/04/2021 | VIRT VERS SDG126           | 1 673,74 €  | 936               | 621  | 60633    | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615231   | R                      | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 145 | 08/04/2021 | COVID GANTS JETABLES       | 2 578,58 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 60636    | BFH                    | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 146 | 09/04/2021 | BESOIN CREDITS LOCATION    | 10 000,00 € | 936               | 621  | 60633    | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 6135     | R                      | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 147 | 09/04/2021 | COVID MASALA LAURENCE      | 1 695,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6512     | BL                     | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 148 | 15/04/2021 | VIREMENT DE CREDITS        | 7 200,00 €  | 919               | 94   | 20422    | DIAD | 2020             | DEVAGRITOU | 2020 | E.TOU | 727              | 919 | 93   | 20422    | DIAD                   | 2020 | DEVAGRITOU | 2020 | IMMO                  | 726     |  |  |                       |  |  |  |
| 149 | 15/04/2021 | VIREMENT DE CREDITS        | 1 264,57 €  | 919               | 928  | 20422    | DIAD | 2020             | DEVAGRITOU | 2020 | DIVAG | 725              | 919 | 93   | 20422    | DIAD                   | 2020 | DEVAGRITOU | 2020 | IMMO                  | 726     |  |  |                       |  |  |  |
| 150 | 12/04/2021 | Virement de crédits        | 1 647,76 €  | 935               | 51   | 652412.2 | BLAS | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 62261    | BLASE                  | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 151 | 12/04/2021 | BESOIN PAIEMENT 2020       | 5 027,00 €  | 906               | 622  | 2182     | R    | 2020             | PARC       | 2020 | PARC  | 2020000          | 906 | 621  | 2157     | R                      | 2020 | PARC       | 2020 | PARC                  | 2020000 |  |  |                       |  |  |  |
| 152 | 13/04/2021 | VIREMENT DE CREDIT AVRIL 2 | 850,00 €    | 939               | 90   | 6251     | BFH  | 0                |            | 0    |       | 0                | 939 | 90   | 6488     | BFH                    | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 153 | 13/04/2021 | VIREMENT FONDS COVID       | 3 388,35 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6218     | BFH                    | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 157 | 15/04/2021 | COVID AIDE EXCEP ENTREPRE  | 1 695,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6512     | BL                     | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 158 | 16/04/2021 | VRT SUR LIGNE INSERTION    | 1 000,00 €  | 906               | 621  | 2031     | R    | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | FE    | 2021000          | 906 | 621  | 2033     | R                      | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | FE                    | 2021000 |  |  |                       |  |  |  |
| 160 | 16/04/2021 | VIRT VERS U15              | 3 326,40 €  | 936               | 621  | 60633    | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 60633    | R                      | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 161 | 19/04/2021 | Virement 2021              | 4 600,00 €  | 939               | 928  | 6574     | DIAD | 0                |            | 2021 | PDIAD | 1000             | 939 | 928  | 65737    | DIAD                   | 0    |            | 2021 | PDIAD                 | 1000    |  |  |                       |  |  |  |
| 162 | 19/04/2021 | COVID FEDERATION ECOLES    | 3 000,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6574     | BD                     | 0    |            | 2021 | PDDEC                 | 1004    |  |  |                       |  |  |  |
| 163 | 19/04/2021 | COVID HANDBALL CLUB        | 1 500,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6574     | BD                     | 0    |            | 2021 | PDDEC                 | 1004    |  |  |                       |  |  |  |
| 164 | 19/04/2021 | COVID UNSS                 | 2 000,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6574     | BD                     | 0    |            | 2021 | PDDEC                 | 1004    |  |  |                       |  |  |  |
| 165 | 19/04/2021 | Virement 2021              | 6 080,00 €  | 939               | 94   | 6188     | DIAD | 0                |            | 2021 | PDIAD | 1000             | 939 | 94   | 65737    | DIAD                   | 0    |            | 2021 | PDIAD                 | 1000    |  |  |                       |  |  |  |
| 166 | 20/04/2021 | COVID 10 000 MASQUES       | 949,50 €    | 930               | 0202 | 6748     | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0201 | 6475     | BFH                    | 0    |            | 0    |                       | 0       |  |  |                       |  |  |  |
| 167 | 27/04/2021 | Virement 2021              | 5 000,00 €  | 939               | 94   | 6574.88  | DIAD | 0                |            | 2021 | PDIAD | 1000             | 939 | 94   | 65734.19 | DIAD                   | 0    |            | 2021 | PDIAD                 | 1000    |  |  |                       |  |  |  |
| 168 | 22/04/2021 | VRT SUR LIGNE INSERTION    | 2 000,00 €  | 906               | 621  | 2031     | R    | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | FE    | 2021000          | 906 | 621  | 2033     | R                      | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | FE                    | 2021000 |  |  |                       |  |  |  |
| 169 | 22/04/2021 | VIREMENT DE CREDIT         | 5 000,00 €  | 935               | 51   | 611.3    | BLAS | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 6574     | BLASE                  | 0    |            | 2021 | PDSD                  | 763     |  |  |                       |  |  |  |
| 170 | 22/04/2021 | virements de crédits       | 5 800,00 €  | 939               | 94   | 6574.88  | DIAD | 0                |            | 2021 | PDIAD | 1000             | 939 | 94   | 65734.19 | DIAD                   | 0    |            | 2021 | PDIAD                 | 1000    |  |  |                       |  |  |  |
| 172 | 23/04/2021 | VIREMENT DE CREDIT         | 13 982,00 € | 935               | 563  | 6574     | BLRS | 0                |            | 2021 | PDS   | 763              | 935 | 564  | 6574     | BLRSA                  | 0    |            | 2021 | PDS                   | 763     |  |  |                       |  |  |  |

| N°  | Date       | Libellé                     | Montant     | Imputation source |      |          | Enveloppe source |      |            | Opération source |       |         | Imputation destination |          |        |      |      |            |      |       |         |
|-----|------------|-----------------------------|-------------|-------------------|------|----------|------------------|------|------------|------------------|-------|---------|------------------------|----------|--------|------|------|------------|------|-------|---------|
| 173 | 26/04/2021 | VIREMENT CREDIT             | 3 000,00 €  | 930               | 0202 | 6135     | BFI              | 0    | 0          | 0                | 930   | 0202    | 6568                   | BFI      | 0      | 0    | 0    | 0          |      |       |         |
| 174 | 26/04/2021 | virements de crédits        | 10 254,00 € | 937               | 738  | 6574.301 | BS3              | 0    | 2020       | PDIAD            | 1000  | 937     | 738                    | 6574.300 | BS3    | 0    | 0    | 0          |      |       |         |
| 175 | 26/04/2021 | virements de crédits        | 11 746,00 € | 937               | 738  | 6574.301 | BS3              | 0    | 2020       | PDIAD            | 1000  | 937     | 738                    | 6574.301 | BS3    | 0    | 0    | 0          |      |       |         |
| 176 | 29/04/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU    | 500,00 €    | 902               | 221  | 231312   | RB               | 2016 | MEYRUEIS   | 2016             | MEYRU | 2016000 | 902                    | 221      | 2181   | RB   | 2016 | MEYRUEIS   | 2016 | MEYRU | 2016000 |
| 178 | 27/04/2021 | VIREMENT POUR ASSO SPORT    | 1 550,00 €  | 933               | 32   | 6574.14  | BD               | 0    | 2021       | PDDEC            | 1004  | 933     | 32                     | 6574     | BD     | 0    | 2021 | PDDEC      | 1004 | 0     | 0       |
| 179 | 27/04/2021 | REMBOURSEMENTS ANTICIPE     | 761,00 €    | 943               |      | 66111    | MTLO             | 0    | 0          | 0                | 0     | 943     |                        | 6688     | MTLOZE | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 180 | 27/04/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 1 500,00 €  | 933               | 32   | 6574.45  | BD               | 0    | 2021       | PDDEC            | 1004  | 933     | 311                    | 6574     | BD     | 0    | 2021 | PDDEC      | 1004 | 0     | 0       |
| 181 | 27/04/2021 | REMBOURSEMENTS ANTICIPE     | 94 183,75 € | 923               |      | 1641     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 923     |                        | 1641     | MTLOZE | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 182 | 27/04/2021 | VIREMENT DENIS ANDRE        | 1 260,00 €  | 936               | 621  | 673      | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 936     | 621                    | 6488     | BB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 183 | 28/04/2021 | COVID MAISON HOSPITALIERE   | 1 000,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0202                   | 6574.68  | BL     | 0    | 2021 | PDS        | 763  | 0     | 0       |
| 184 | 28/04/2021 | COVID LA PASQUIERE          | 3 500,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0202                   | 6574.68  | BL     | 0    | 2021 | PDS        | 763  | 0     | 0       |
| 185 | 30/04/2021 | CREDITS LIGNES              | 500,00 €    | 936               | 621  | 678      | R                | 0    | 0          | 0                | 0     | 936     | 621                    | 6188     | R      | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 187 | 04/05/2021 | BESOIN CREDITS              | 20 000,00 € | 906               | 621  | 23151    | R                | 2021 | TXVOIRIE   | 2021             | ROA   | 2021000 | 906                    | 621      | 2151   | R    | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | AF    | 2021000 |
| 188 | 06/05/2021 | TRANSFERT POUR AUTRE OPE    | 1 200,00 €  | 902               | 221  | 2317312  | RB               | 2020 | BATENSEIGN | 2020             | ENIMI | 2020000 | 902                    | 221      | 2181   | RB   | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | ENIMI | 2020000 |
| 189 | 06/05/2021 | TRANSFERT POUR AUTRE OPE    | 2 400,00 €  | 906               | 621  | 2317318  | RB               | 2020 | BATROUTES  | 2020             | 6RENO | 2020000 | 906                    | 621      | 23181  | RB   | 2020 | BATROUTES  | 2020 | 6RENO | 2020000 |
| 190 | 04/05/2021 | TRANSFERT POUR AUTRE OPE    | 10 000,00 € | 900               | 0202 | 231351   | RB               | 2020 | BATINSTITU | 2020             | HDD   | 2020000 | 900                    | 0202     | 231351 | RB   | 2020 | BATINSTITU | 2020 | KSINO | 2020000 |
| 191 | 04/05/2021 | SOULTE MAISON LOZERE MON    | 94 700,00 € | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0201                   | 6188     | BMP    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 192 | 05/05/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 4 000,00 €  | 932               | 221  | 61558    | RB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 221                    | 615221   | RB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 193 | 05/05/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 4 000,00 €  | 932               | 23   | 6156     | RB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 221                    | 615221   | RB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 194 | 05/05/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 7 000,00 €  | 932               | 221  | 611      | RB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 221                    | 615221   | RB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 195 | 05/05/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 1 156,00 €  | 932               | 221  | 60632    | RB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 221                    | 615221   | RB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 196 | 06/05/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 5 000,00 €  | 932               | 23   | 60621    | RB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 221                    | 615221   | RB     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 197 | 06/05/2021 | AJUSTEMENT DE CREDITS       | 4 500,00 €  | 930               | 023  | 6574     | COM              | 0    | 2021       | PCOM             | 1002  | 930     | 023                    | 6581     | COM    | 0    | 2021 | PCOM       | 1002 | 0     | 0       |
| 198 | 12/05/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 300,00 €    | 917               | 738  | 204142   | DIAD             | 2020 | AMEFONCFOR | 2020             | SYLVI | 733     | 917                    | 74       | 204141 | DIAD | 2020 | AMEFONCFOR | 2020 | MOBIL | 730     |
| 199 | 10/05/2021 | VIR DE SDG 100964 VERS SDG  | 1 000,00 €  | 936               | 621  | 60622    | R                | 0    | 0          | 0                | 0     | 936     | 621                    | 6188     | R      | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 200 | 10/05/2021 | Virement Dotation CD 30     | 118,53 €    | 932               | 221  | 65511    | BD               | 0    | 2021       | PDDEC            | 1004  | 932     | 221                    | 6568     | BD     | 0    | 2021 | PDDEC      | 1004 | 0     | 0       |
| 201 | 11/05/2021 | VIREMENT DE CREDIT MAI 202  | 830,00 €    | 939               | 90   | 6251     | BFH              | 0    | 0          | 0                | 0     | 939     | 90                     | 6218     | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 202 | 11/05/2021 | VIREMENT DE CREDIT MAI 202  | 2 000,00 €  | 939               | 90   | 6251     | BFH              | 0    | 0          | 0                | 0     | 939     | 90                     | 6488     | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 203 | 11/05/2021 | VIREMENT DE CREDIT MAI 202  | 5 000,00 €  | 936               | 621  | 64131.1  | BFH              | 0    | 0          | 0                | 0     | 936     | 621                    | 64118.1  | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 204 | 11/05/2021 | VIREMENT DE CREDIT MAI 202  | 6 100,00 €  | 936               | 621  | 64131.2  | BFH              | 0    | 0          | 0                | 0     | 936     | 621                    | 64118.1  | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 205 | 12/05/2021 | Virement de crédits         | 29,27 €     | 939               | 94   | 611      | MTLO             | 0    | 0          | 0                | 0     | 939     | 94                     | 6281     | MTLOZE | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 206 | 12/05/2021 | COVID FACTURE ALOES         | 1 806,00 €  | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0202                   | 6218     | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 207 | 17/05/2021 | VIREMENT DE CREDIT MAI 202  | 600,00 €    | 939               | 90   | 6251     | BFH              | 0    | 0          | 0                | 0     | 939     | 90                     | 6218     | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 208 | 18/05/2021 | REMB CONSIGN PROTECT        | 3 000,00 €  | 930               | 0201 | 6227     | BMP              | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0201                   | 6227.1   | BMP    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 209 | 18/05/2021 | SOULTE MAISON LOZERE MON    | 94 700,00 € | 930               | 0201 | 6188     | BMP              | 0    | 0          | 0                | 0     | 930     | 0201                   | 6188.3   | BMP    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 210 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 115,41 €    | 932               | 20   | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 932     | 20                     | 6541     | BFH    | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 211 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 1 204,00 €  | 935               | 51   | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 935     | 51                     | 6541     | BLASE  | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 212 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 3 759,92 €  | 935               | 52   | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 935     | 52                     | 6541     | BL     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 213 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 91 097,97 € | 935               | 538  | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 935     | 538                    | 6541     | BL     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 214 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 991,45 €    | 935               | 550  | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 935     | 550                    | 6541     | BL     | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |
| 215 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021 | 804,78 €    | 935               | 5471 | 6541     | BB               | 0    | 0          | 0                | 0     | 935     | 5471                   | 6541     | BLRSA  | 0    | 0    | 0          | 0    | 0     |         |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le

ID : 048-224800011-20211025\_CD\_21\_1042-DE

| N°  | Date       | Libellé                       | Montant      | Imputation source |      |         |       | Enveloppe source |            |      |       | Opération source |     |      |         | Imputation destination |      |            |      |       |         |
|-----|------------|-------------------------------|--------------|-------------------|------|---------|-------|------------------|------------|------|-------|------------------|-----|------|---------|------------------------|------|------------|------|-------|---------|
| 216 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021   | 49 748,53 €  | 935               | 567  | 6541    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 567  | 6541    | BLRSA                  |      |            |      |       |         |
| 217 | 18/05/2021 | ANV CP 21 149 DU 16.04.2021   | 14 855,96 €  | 938               | 81   | 6541    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 938 | 81   | 6541    | RT                     |      |            |      |       |         |
| 218 | 21/05/2021 | VIREMENT DE CREDITS           | 1 492,77 €   | 919               | 93   | 20422   | DIAD  | 2020             | DEVAGRITOU | 2020 | FAD   | 724              | 919 | 928  | 20422   | DIAD                   |      |            |      |       |         |
| 220 | 21/05/2021 | VIREMENT DE CREDITS           | 117,43 €     | 919               | 93   | 20422   | DIAD  | 2020             | DEVAGRITOU | 2020 | FAD   | 724              | 919 | 93   | 20422   | DIAD                   | 2020 | DEVAGRITOU | 2020 | IMMO  | 726     |
| 221 | 21/05/2021 | VIREMENT DE CREDITS           | 73 459,80 €  | 919               | 928  | 20421   | DIAD  | 2020             | DEVAGRITOU | 2020 | DIVAG | 725              | 919 | 928  | 20422   | DIAD                   | 2020 | DEVAGRITOU | 2020 | DIVAG | 725     |
| 223 | 18/05/2021 | VIREMENT CREDIT               | 20 000,00 €  | 900               | 0202 | 2051    | BFI   | 2020             | SYSTINF    | 2020 | SSI   | 2020000          | 900 | 0202 | 21838   | BFI                    | 2020 | SYSTINF    | 2020 | SSI   | 2020000 |
| 226 | 19/05/2021 | CP 21 171 DU 17.05.21 LIRIDON | 3 000,00 €   | 935               | 58   | 673     | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 6574    | BLASE                  | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 227 | 20/05/2021 | COVID ASSOCIATION PHOT'AU     | 2 000,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6574    | BD                     | 0    |            | 2021 | PDDEC | 1004    |
| 228 | 20/05/2021 | COVID ASSOCIATION DANSE       | 2 500,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6574    | BD                     | 0    |            | 2021 | PDDEC | 1004    |
| 229 | 21/05/2021 | COVID BAGE ERIC               | 1 130,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6512    | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 230 | 25/05/2021 | BESOINS CREDITS CHANAC        | 20 250,00 €  | 936               | 621  | 60633   | R     | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615231  | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 231 | 25/05/2021 | BESOINS CREDITS FLORAC        | 10 000,00 €  | 936               | 621  | 60633   | R     | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615231  | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 232 | 26/05/2021 | BESOIN FRAIS D INSERTION      | 2 000,00 €   | 906               | 621  | 2031    | R     | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | FE    | 2021000          | 906 | 621  | 2033    | R                      | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | FE    | 2021000 |
| 233 | 25/05/2021 | VIREMENT FRAIS ETUDES         | 11 286,12 €  | 925               |      | 2151    | IMMO  | 0                |            | 0    |       | 0                | 925 |      | 2031    | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 234 | 26/05/2021 | VIREMENT                      | 3 000,00 €   | 935               | 538  | 6574    | BB    | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 935 | 50   | 6574    | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 235 | 26/05/2021 | VIREMENT                      | 3 000,00 €   | 933               | 32   | 6574    | BB    | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 933 | 312  | 6574    | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 236 | 26/05/2021 | VIREMENT                      | 4 500,00 €   | 939               | 94   | 6574    | BB    | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 939 | 94   | 65738   | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 237 | 26/05/2021 | VIREMENT VERS 615221          | 500,00 €     | 933               | 314  | 615221  | RB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 933 | 313  | 615221  | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 238 | 26/05/2021 | VIREMENT VERS 615221          | 290,00 €     | 933               | 312  | 615221  | RB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 933 | 313  | 615221  | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 239 | 26/05/2021 | erreur opération              | 153 884,00 € | 935               | 564  | 65738   | BLRSA | 0                |            | 2020 | PDS   | 1007             | 935 | 564  | 65738   | BLRSA                  | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 240 | 27/05/2021 | VIREMENT CREDIT               | 3 000,00 €   | 930               | 0202 | 6135    | BFI   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6262    | BFI                    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 242 | 31/05/2021 | COVID EHPAD CH ST CHELY       | 3 423,31 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 243 | 31/05/2021 | COVID EHPAD LA GINESTADO      | 2 226,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 244 | 31/05/2021 | COVID EHPAD L'ADORATION       | 2 336,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 245 | 31/05/2021 | COVID EHPAD LES 3 SOURCES     | 3 090,56 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 246 | 31/05/2021 | COVID EHPAD ST MARTIN         | 2 639,44 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 247 | 31/05/2021 | VIREMENT VERS 615221          | 8 000,00 €   | 932               | 221  | 60621   | RB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221  | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 248 | 01/06/2021 | ANNULATION VC 139             | 500,00 €     | 936               | 621  | 63513   | R     | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 6135    | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 249 | 01/06/2021 | VIREMENT DE CREDITS           | 9 400,00 €   | 930               | 0202 | 6132    | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD | 1000             | 930 | 0202 | 6227    | DIAD                   | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 250 | 04/06/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU      | 2 000,00 €   | 902               | 221  | 2317312 | RB    | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | RTBLE | 2020000          | 902 | 221  | 2181    | RB                     | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | RTBLE | 2020000 |
| 251 | 04/06/2021 | COUVERTURE BESOIN AF          | 20 000,00 €  | 906               | 621  | 23151   | R     | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | ROA   | 2021000          | 906 | 621  | 2151    | R                      | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | AF    | 2021000 |
| 252 | 03/06/2021 | AGENCE RECRUTEMENT QUAL       | 13 560,00 €  | 935               | 50   | 651128  | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 50   | 6228    | BFH                    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 253 | 03/06/2021 | COVID EHPAD ST ALBAN          | 70,67 €      | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 254 | 03/06/2021 | COVID EHPAD CHATEAUNEUF       | 2 372,56 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 255 | 03/06/2021 | COVID EHPAD CH FLORAC         | 2 948,11 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 256 | 03/06/2021 | COVID EHPAD VIALAS            | 1 871,67 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 257 | 04/06/2021 | COUVERTURE BESOIN SDG 11      | 8 000,00 €   | 936               | 621  | 60633   | R     | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615231  | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 258 | 04/06/2021 | COVID EHPAD VILLEFORT         | 641,11 €     | 930               | 0202 | 6748    | BB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 65243.1 | BL                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 259 | 07/06/2021 | VIREMENT VERS 615221          | 15,00 €      | 933               | 313  | 61558   | RB    | 0                |            | 0    |       | 0                | 933 | 313  | 615221  | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 260 | 07/06/2021 | REGULARISATION EMPRUNTS       | 1,10 €       | 923               |      | 1641    | MTLO  | 0                |            | 0    |       | 0                | 923 |      | 1641    | BB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 261 | 07/06/2021 | REGULARISATION EMPRUNTS       | 136,07 €     | 943               |      | 66111   | MTLO  | 0                |            | 0    |       | 0                | 943 |      | 66111   | BB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le   
ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE 725

| N°  | Date       | Libellé                     | Montant      | Imputation source |      |         | Enveloppe source |      |            | Opération source |       |         | Imputation destination |         |          |      |      |            |      |       |         |
|-----|------------|-----------------------------|--------------|-------------------|------|---------|------------------|------|------------|------------------|-------|---------|------------------------|---------|----------|------|------|------------|------|-------|---------|
| 262 | 07/06/2021 | REGULARISATION EMPRUNTS     | 604,00 €     | 943               |      | 6688    | MTLO             | 0    |            |                  | 0     | 943     |                        | 66111   | BB       | 0    |      |            |      |       |         |
| 263 | 09/06/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 300,00 €     | 933               | 315  | 61558   | RB               | 0    |            |                  | 0     | 933     | 312                    | 615221  | RB       | 0    |      |            |      |       |         |
| 264 | 09/06/2021 | Virement de crédits         | 2 330,14 €   | 935               | 51   | 611.3   | BLAS             | 0    |            |                  | 0     | 935     | 51                     | 62261   | BLASE    | 0    |      |            |      |       |         |
| 265 | 09/06/2021 | COVID MASQUES               | 949,50 €     | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0201                   | 6475    | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 266 | 10/06/2021 | COVID EHPAD COLLET DE DEZ   | 1 154,11 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 65243.1 | BL       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 267 | 10/06/2021 | COVID EHPAD ST JACQUES      | 291,78 €     | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 65243.1 | BL       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 268 | 11/06/2021 | COVID EHPAD LE REJAL        | 1 347,11 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 65243.1 | BL       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 269 | 11/06/2021 | COVID EHPAD CENTRE HOSPIT   | 1 595,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 65243.1 | BL       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 270 | 14/06/2021 | REAJUSTEMENT                | 264,20 €     | 933               | 313  | 6065    | BI               | 0    |            | 2021             | PMDL  | 1005    | 933                    | 313     | 637      | BI   | 0    |            | 2021 | PMDL  | 1005    |
| 271 | 16/06/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 800,00 €     | 930               | 0202 | 61558   | RB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 615221  | RB       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 272 | 16/06/2021 | VIREMENT CREDIT PAIE 06/202 | 500,00 €     | 932               | 20   | 64118.2 | BFH              | 0    |            |                  | 0     | 932     | 20                     | 64118.1 | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 273 | 16/06/2021 | VIREMENT CREDIT PAIE 06/202 | 6 000,00 €   | 936               | 621  | 64118.2 | BFH              | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 64118.1 | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 275 | 21/06/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 10 360,00 €  | 919               | 93   | 20422   | DIAD             | 2021 | DEVAGRITOU | 2021             | IMMO  | 726     | 919                    | 90      | 20422    | DIAD | 2021 | DEVAGRITOU | 2021 | FAD   | 724     |
| 276 | 16/06/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 12 000,00 €  | 939               | 94   | 6574    | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 90      | 65734.90 | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 277 | 16/06/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 3 000,00 €   | 939               | 94   | 6574    | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 90      | 6574.90  | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 278 | 17/06/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 3 500,00 €   | 936               | 621  | 6156    | RB               | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 615221  | RB       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 279 | 17/06/2021 | COVID 2 FACTURES ALOES      | 7 460,50 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 6218    | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 280 | 18/06/2021 | Virement 2021               | 1 000,00 €   | 939               | 928  | 6236    | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 928     | 6238     | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 281 | 22/06/2021 | COVID SUAU ADELINE          | 1 130,00 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 6512    | BL       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 282 | 23/06/2021 | Virement de crédits         | 4 000,00 €   | 935               | 51   | 6518.2  | BLAS             | 0    |            |                  | 0     | 935     | 51                     | 652415  | BLASE    | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 283 | 23/06/2021 | COVID MABEO                 | 5 610,73 €   | 930               | 0202 | 6748    | BB               | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 60636   | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 284 | 23/06/2021 | Virement de crédits         | 135,00 €     | 935               | 51   | 6518.2  | BLAS             | 0    |            |                  | 0     | 935     | 51                     | 611     | BLASE    | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 285 | 23/06/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 3 000,00 €   | 936               | 621  | 60621   | RB               | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 615221  | RB       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 286 | 24/06/2021 | Virement 2021               | 415,00 €     | 939               | 928  | 60632   | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 928     | 60623    | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 287 | 25/06/2021 | BESOIN CREDITS POUR PIECE   | 100 000,00 € | 936               | 621  | 6135    | R                | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 60628   | R        | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 288 | 25/06/2021 | TRANSFERT SUR LIGNE PETIT   | 10 000,00 €  | 930               | 0202 | 6161    | BMG              | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 60632   | BMG      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 289 | 30/06/2021 | VIREMENT DE CREDIT          | 800,00 €     | 933               | 32   | 6574.45 | BD               | 0    |            | 2021             | PDDEC | 1004    | 933                    | 311     | 6574     | BD   | 0    |            | 2021 | PDDEC | 1004    |
| 290 | 28/06/2021 | VIREMENT VERS SDG 126       | 56,90 €      | 936               | 621  | 60633   | R                | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 615231  | R        | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 291 | 29/06/2021 | REAJUSTEMENT                | 37,38 €      | 933               | 313  | 6065    | BI               | 0    |            | 2021             | PMDL  | 1005    | 933                    | 313     | 637      | BI   | 0    |            | 2021 | PMDL  | 1005    |
| 292 | 29/06/2021 | PAIEMENT COMMISSAIRE ENQ    | 2 500,00 €   | 936               | 621  | 678     | R                | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 62268   | R        | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 293 | 30/06/2021 | VIREMENT VERS 60611         | 200,00 €     | 930               | 0202 | 60621   | POLE             | 0    |            |                  | 0     | 930     | 0202                   | 60611   | POLEN    | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 294 | 30/06/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU    | 2 484,80 €   | 902               | 23   | 2181    | RB               | 2020 | BATENSEIGN | 2020             | 2RENO | 2020000 | 902                    | 221     | 2181     | RB   | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 295 | 02/07/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU    | 20 000,00 €  | 902               | 221  | 231312  | RB               | 2020 | BATENSEIGN | 2020             | 2RENO | 2020000 | 902                    | 221     | 21841    | RB   | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 296 | 02/07/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU    | 22 000,00 €  | 902               | 221  | 231312  | RB               | 2020 | BATENSEIGN | 2020             | 2RENO | 2020000 | 902                    | 221     | 2181     | RB   | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 297 | 02/07/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 75,00 €      | 933               | 314  | 611     | RB               | 0    |            |                  | 0     | 933     | 314                    | 615221  | RB       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 298 | 02/07/2021 | COMMISSAIRE ENQUETEUR       | 1 442,72 €   | 936               | 621  | 678     | R                | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 62268   | BFH      | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 299 | 02/07/2021 | COMMISSAIRE ENQUETEUR       | 1 442,72 €   | 936               | 621  | 673     | BB               | 0    |            |                  | 0     | 936     | 621                    | 678     | R        | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 300 | 08/07/2021 | TRANSFERT POUR AUTR IMPU    | 1 920,00 €   | 903               | 315  | 231314  | RB               | 2021 | BATINSTITU | 2021             | ORENO | 2021000 | 903                    | 315     | 2181     | RB   | 2021 | BATINSTITU | 2021 | ORENO | 2021000 |
| 301 | 05/07/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 5 800,00 €   | 932               | 23   | 60621   | RB               | 0    |            |                  | 0     | 932     | 221                    | 615221  | RB       | 0    |      |            | 0    |       | 0       |
| 302 | 05/07/2021 | Virement 2021               | 20 000,00 €  | 939               | 91   | 65737   | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 928     | 6574.86  | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 303 | 05/07/2021 | Virement 2021               | 25 000,00 €  | 939               | 94   | 6574    | DIAD             | 0    |            | 2021             | PDIAD | 1000    | 939                    | 928     | 6574.86  | DIAD | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le 

ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

| N°  | Date       | Libellé                     | Montant      | Imputation source |      |          | Enveloppe source |      |        | Opération source |       |      | Imputation destination |      |          |        | Opération destination |        |      |       |      |
|-----|------------|-----------------------------|--------------|-------------------|------|----------|------------------|------|--------|------------------|-------|------|------------------------|------|----------|--------|-----------------------|--------|------|-------|------|
| 304 | 06/07/2021 | COVID EHPAD A. ALDEBERT     | 187,44 €     | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 65243.1  | BL     |                       |        |      |       |      |
| 305 | 06/07/2021 | COVID EHPAD JB RAY          | 1 471,67 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 65243.1  | BL     |                       |        |      |       |      |
| 306 | 06/07/2021 | COVID EHPAD VILLA ST JEAN   | 1 113,11 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 65243.1  | BL     |                       |        |      |       |      |
| 307 | 06/07/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 1 100,00 €   | 932               | 221  | 60612    | RB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 932                    | 221  | 615221   | RB     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 308 | 07/07/2021 | COVID CAUCHOIS DANIELLE     | 1 695,00 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6512     | BL     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 309 | 09/07/2021 | Virement 2021               | 3 100,00 €   | 939               | 94   | 6188     | DIAD             | 0    |        | 2021             | PDIAD | 1000 | 939                    | 94   | 6236     | DIAD   | 0                     |        | 2021 | PDIAD | 1000 |
| 310 | 09/07/2021 | VIREMENT DE CREDIT          | 50,00 €      | 939               | 90   | 6251     | BFH              | 0    |        | 0                |       | 0    | 939                    | 90   | 6475     | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 311 | 12/07/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 3 886,00 €   | 932               | 221  | 6227     | DIAD             | 0    |        | 2021             | PDIAD | 1000 | 932                    | 221  | 6132     | DIAD   | 0                     |        | 2021 | PDIAD | 1000 |
| 312 | 12/07/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 900,00 €     | 932               | 23   | 60621    | RB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 932                    | 221  | 615221   | RB     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 313 | 12/07/2021 | BESOINS CREDITS DEVEGETAI   | 8 000,00 €   | 936               | 622  | 611      | R                | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 615231   | R      | 0                     |        | 0    |       |      |
| 314 | 12/07/2021 | VIREMENT DE CREDIT JUILL 20 | 500,00 €     | 932               | 20   | 64131    | BFH              | 0    |        | 0                |       | 0    | 932                    | 20   | 64118.1  | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 315 | 12/07/2021 | VIREMENT DE CREDIT JUILL 20 | 1 000,00 €   | 936               | 621  | 6251     | BFH              | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 6472     | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 316 | 12/07/2021 | VIREMENT CREDIT             | 3 000,00 €   | 930               | 0202 | 6135     | BFI              | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6262     | BFI    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 318 | 13/07/2021 | REMISE GRACIEUSE CP 20.07.2 | 2 723,58 €   | 932               | 221  | 673      | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 932                    | 20   | 6747     | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 319 | 13/07/2021 | Virements de crédits        | 100,00 €     | 939               | 94   | 627      | MTLO             | 0    |        | 0                |       | 0    | 939                    | 94   | 6281     | MTLOZE | 0                     |        | 0    |       |      |
| 320 | 13/07/2021 | Virements de crédits        | 62,41 €      | 939               | 94   | 611      | MTLO             | 0    |        | 0                |       | 0    | 939                    | 94   | 6281     | MTLOZE | 0                     |        | 0    |       |      |
| 321 | 13/07/2021 | ENG CAB                     | 500,00 €     | 930               | 0202 | 6245     | CAB              | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 60631    | CAB    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 322 | 15/07/2021 | COVID MAINTIEN RECETTES HI  | 5 524,22 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 65243.1  | BL     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 323 | 15/07/2021 | ENCHERES DILIGENCE          | 15 000,00 €  | 900               | 0202 | 20421    | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 900                    | 0202 | 216      | BD     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 324 | 15/07/2021 | VIREMENT VERS 615221        | 1 000,00 €   | 932               | 221  | 60621    | RB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 932                    | 221  | 615221   | RB     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 325 | 16/07/2021 | BESOIN CREDIT               | 15 000,00 €  | 936               | 622  | 60633    | R                | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 60633    | R      | 0                     |        | 0    |       |      |
| 326 | 20/07/2021 | COLLABORATEURS DE CABINE    | 100 000,00 € | 930               | 0201 | 64111    | BFH              | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0201 | 64131.3  | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 327 | 20/07/2021 | BESOIN LOCATION CHANAC      | 8 000,00 €   | 936               | 621  | 60633    | R                | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 6135     | R      | 0                     |        | 0    |       |      |
| 328 | 20/07/2021 | BESOIN CREDIT GPER CHANAC   | 25 000,00 €  | 936               | 622  | 60633    | R                | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 60633    | R      | 0                     |        | 0    |       |      |
| 330 | 21/07/2021 | Virement de crédits         | 10 347,96 €  | 939               | 94   | 6574     | DIAD             | 0    |        | 2021             | PDIAD | 1000 | 939                    | 94   | 6568     | DIAD   | 0                     |        | 2021 | PDIAD | 1000 |
| 331 | 21/07/2021 | Virement de crédits         | 10 800,00 €  | 939               | 94   | 611      | MTLO             | 0    |        | 0                |       | 0    | 939                    | 94   | 6568     | MTLOZE | 0                     |        | 0    |       |      |
| 332 | 22/07/2021 | Virement de crédits         | 15 000,00 €  | 935               | 52   | 65242    | BL               | 0    |        | 0                |       | 0    | 935                    | 52   | 65242.2  | BL     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 333 | 23/07/2021 | COVID POUDEVIGNE TRIZAC M   | 1 695,00 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6512     | BL     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 334 | 23/07/2021 | TRANSPORT DILIGENCE         | 6 440,00 €   | 900               | 0202 | 20421    | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 900                    | 0202 | 216      | BD     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 335 | 27/07/2021 | EXPERTISE DILIGENCE         | 2 590,40 €   | 900               | 0202 | 20421    | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 900                    | 0202 | 216      | BD     | 0                     |        | 0    |       |      |
| 336 | 28/07/2021 | AJUSTEMENT DE CREDITS       | 14 900,00 €  | 930               | 0202 | 673      | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6574.41  | BB     | 0                     |        | 2021 | PDFB  | 1003 |
| 337 | 28/07/2021 | AJUSTEMENT DE CREDITS       | 800,00 €     | 930               | 0202 | 6542     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6574.41  | BB     | 0                     |        | 2021 | PDFB  | 1003 |
| 338 | 29/07/2021 | COVID ALOES                 | 3 848,50 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB               | 0    |        | 0                |       | 0    | 930                    | 0202 | 6218     | BFH    | 0                     |        | 0    |       |      |
| 339 | 29/07/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 147,94 €     | 930               | 0202 | 6227     | DIAD             | 0    |        | 2021             | PDIAD | 1000 | 930                    | 0202 | 6132     | DIAD   | 0                     |        | 2021 | PDIAD | 1000 |
| 340 | 29/07/2021 | Virement de crédits         | 108,00 €     | 935               | 51   | 6518.2   | BLASE            | 0    |        | 0                |       | 0    | 935                    | 51   | 611      | BLASE  | 0                     |        | 0    |       |      |
| 341 | 29/07/2021 | Virement de crédits         | 900,00 €     | 934               | 41   | 60632    | BLPM             | 0    |        | 0                |       | 0    | 934                    | 41   | 62261    | BLPMI  | 0                     |        | 0    |       |      |
| 342 | 02/08/2021 | VIREMENT DE CREDITS         | 10 000,00 €  | 907               | 738  | 2257     | BS3              | 2021 | ENSAPN | 2021             | ACTPN | 734  | 907                    | 738  | 2157.301 | BS3    | 2021                  | ENSAPN | 2021 | ACTPN | 734  |
| 343 | 03/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT          | 10 000,00 €  | 935               | 51   | 652418.2 | BLASE            | 0    |        | 0                |       | 0    | 935                    | 51   | 652415   | BLASE  | 0                     |        | 0    |       |      |
| 344 | 03/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT          | 3 000,00 €   | 935               | 51   | 652418.2 | BLASE            | 0    |        | 0                |       | 0    | 935                    | 51   | 6245     | BLASE  | 0                     |        | 0    |       |      |
| 345 | 03/08/2021 | VIREMENT VERS ENTRETIEN     | 15 000,00 €  | 936               | 622  | 60633    | R                | 0    |        | 0                |       | 0    | 936                    | 621  | 60633    | R      | 0                     |        | 0    |       |      |
| 346 | 03/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT          | 10 000,00 €  | 935               | 50   | 62268    | BL               | 0    |        | 0                |       | 0    | 935                    | 58   | 6574.68  | BL     | 0                     |        | 2021 | PDS   | 763  |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le   
ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

| N°  | Date       | Libellé                      | Montant      | Imputation source |      |          |       | Enveloppe source |            |      | Opération source |         |      | Imputation destination |          |       |      |            |      |       |         |
|-----|------------|------------------------------|--------------|-------------------|------|----------|-------|------------------|------------|------|------------------|---------|------|------------------------|----------|-------|------|------------|------|-------|---------|
| 347 | 04/08/2021 | COVID ACTIONS EDUCATIVES     | 2 301,50 €   | 930               | 0202 | 6748     | BB    | 0                |            | 0    | 0                | 930     | 0202 | 6518.1                 | BLASE    |       |      |            |      |       |         |
| 348 | 04/08/2021 | VIREMENT DE CREDITS          | 2 500,00 €   | 933               | 33   | 6574     | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD            | 1000    | 933  | 33                     | 6245     | DIAD  |      |            |      |       |         |
| 349 | 04/08/2021 | VIREMENT DE CREDITS          | 3 500,00 €   | 939               | 90   | 6233.2   | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD            | 1000    | 939  | 90                     | 6231.2   | DIAD  |      |            |      |       |         |
| 350 | 05/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT           | 987,00 €     | 935               | 52   | 651122   | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 52                     | 6568.11  | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 351 | 05/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT           | 1 544,00 €   | 935               | 52   | 651122   | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 52                     | 6568.12  | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 352 | 05/08/2021 | VIREMENT VERS 615221         | 3 500,00 €   | 932               | 23   | 60621    | RB    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 932  | 221                    | 615221   | RB    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 353 | 05/08/2021 | COVID DOMAINE VENTOUZET      | 54,00 €      | 930               | 0202 | 6748     | BB    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 930  | 0202                   | 6518.1   | BLASE | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 354 | 05/08/2021 | VRT POUR VERSEMENT AVANC     | 104 200,00 € | 906               | 621  | 23151    | R     | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | ROA              | 2021000 | 906  | 621                    | 238      | R     | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | ROA   | 2021000 |
| 355 | 10/08/2021 | VRT POUR COUVERTURE BES      | 14 000,00 €  | 906               | 621  | 2152     | R     | 2020             | TXVOIRIE   | 2020 | SEOP             | 2020000 | 906  | 621                    | 23151    | R     | 2020 | TXVOIRIE   | 2020 | RS    | 2020000 |
| 356 | 05/08/2021 | Virement de crédit classique | 500,00 €     | 933               | 315  | 6188.107 | BH    | 0                |            | 2021 | PARCH            | 1006    | 933  | 315                    | 60632    | BH    | 0    |            | 2021 | PARCH | 1006    |
| 357 | 10/08/2021 | VIREMENT DE CREDITS          | 50 000,00 €  | 913               | 311  | 2041781  | DID   | 2018             | CONTRATSV2 | 2018 | FRED2            | 702     | 913  | 311                    | 204142   | DID   | 2018 | CONTRATSV2 | 2018 | FRED2 | 702     |
| 359 | 09/08/2021 | BESOIN CREDIT Location       | 10 000,00 €  | 936               | 622  | 60633    | R     | 0                |            | 0    |                  | 0       | 936  | 621                    | 6135     | R     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 360 | 09/08/2021 | VIREMENT VERS 611            | 3 000,00 €   | 932               | 221  | 60612    | RB    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 932  | 221                    | 611      | RB    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 361 | 10/08/2021 | VIREMENT VERS PRESTATION     | 5 136,40 €   | 936               | 622  | 60633    | R     | 0                |            | 0    |                  | 0       | 936  | 622                    | 611      | R     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 362 | 10/08/2021 | VRT POUR COUVERTURE BES      | 80 000,00 €  | 906               | 621  | 23151    | R     | 2020             | TXVOIRIE   | 2020 | RC               | 2020000 | 906  | 621                    | 23151    | R     | 2020 | TXVOIRIE   | 2020 | RS    | 2020000 |
| 363 | 10/08/2021 | VRT POUR COUVERTURE BES      | 20 000,00 €  | 906               | 621  | 23151    | R     | 2020             | TXVOIRIE   | 2020 | TU               | 2020000 | 906  | 621                    | 23151    | R     | 2020 | TXVOIRIE   | 2020 | RS    | 2020000 |
| 364 | 10/08/2021 | POUR PAIEMENT EGLISE PALH    | 8 293,00 €   | 913               | 312  | 204142   | DIAD  | 2020             | REPCONTRV1 | 2020 | RFRED            | 610     | 913  | 312                    | 204142   | DIAD  | 2020 | REPCONTRV1 | 2020 | RPAT  | 576     |
| 365 | 10/08/2021 | POUR ABONDER LIGNE EN FAV    | 10 000,00 €  | 939               | 90   | 6238.2   | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD            | 1000    | 939  | 928                    | 6574     | DIAD  | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 366 | 10/08/2021 | POUR PAIEMENT PARTICIPATI    | 2 810,15 €   | 939               | 90   | 6245.2   | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD            | 1000    | 939  | 94                     | 6561     | DIAD  | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |
| 367 | 11/08/2021 | VRT POUR COUVERTURE BES      | 600 000,00 € | 906               | 621  | 23151    | R     | 2021             | TXVOIRIE   | 2021 | ROA              | 2021000 | 906  | 621                    | 23151    | R     | 2021 | TXVOIRIE   | 2021 | RC    | 2021000 |
| 368 | 12/08/2021 | VIREMENT VERS 611            | 2 500,00 €   | 932               | 221  | 60612    | RB    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 932  | 221                    | 611      | RB    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 369 | 12/08/2021 | CNAS AOUT 2021               | 5 000,00 €   | 930               | 0201 | 64111    | BFH   | 0                |            | 0    |                  | 0       | 930  | 0201                   | 6474     | BFH   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 370 | 13/08/2021 | MOBILIER DE BUREAU ROUTES    | 400,00 €     | 906               | 621  | 2157     | BMG   | 2020             | MOBI.MAT   | 2020 | OUTIL            | 202002  | 906  | 621                    | 21848    | BMG   | 2020 | MOBI.MAT   | 2020 | ADMIN | 202001  |
| 371 | 13/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT           | 1 317,00 €   | 935               | 551  | 673      | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 553                    | 651144.1 | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 372 | 17/08/2021 | VIREMENT DE CREDIT POUR      | 3 000,00 €   | 936               | 621  | 64118.2  | BFH   | 0                |            | 0    |                  | 0       | 936  | 621                    | 64118.1  | BFH   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 373 | 18/08/2021 | MANQUE CREDIT                | 2 800,00 €   | 935               | 52   | 651122   | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 52                     | 611      | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 374 | 18/08/2021 | MANQUE CREDIT                | 3 000,00 €   | 935               | 538  | 673      | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 538                    | 611      | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 375 | 20/08/2021 | MANQUE CREDITS               | 5 000,00 €   | 935               | 51   | 652418.2 | BLASE | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 51                     | 62261    | BLASE | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 376 | 23/08/2021 | Besoin crédits               | 4 000,00 €   | 935               | 58   | 611      | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 58                     | 6574.68  | BL    | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 377 | 23/08/2021 | Besoin crédits               | 4 000,00 €   | 935               | 58   | 6512.4   | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 58                     | 6574.68  | BL    | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 379 | 23/08/2021 | Besoin crédits               | 900,00 €     | 935               | 58   | 60632    | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 58                     | 6574.68  | BL    | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 380 | 23/08/2021 | Besoin crédits               | 1 100,00 €   | 935               | 58   | 6188     | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 58                     | 6574.68  | BL    | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 381 | 25/08/2021 | POUR PAIEMENT STATION        | 150 000,00 € | 917               | 74   | 204142   | DID   | 2018             | CONTRATSV2 | 2018 | C2AEP            | 686     | 917  | 74                     | 204142   | DID   | 2018 | CONTRATSV2 | 2018 | FRED2 | 702     |
| 382 | 25/08/2021 | Besoin crédits               | 40 000,00 €  | 935               | 52   | 65242    | BL    | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 52                     | 65242.2  | BL    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 383 | 26/08/2021 | COLLABORATEUR DE CABINET     | 100 000,00 € | 930               | 0201 | 64131.3  | BFH   | 0                |            | 0    |                  | 0       | 930  | 0201                   | 64111    | BFH   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 385 | 30/08/2021 | VENTIL LIGN ARTICL.SUIV TRV  | 7 500,00 €   | 902               | 221  | 231312   | RB    | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO            | 2020000 | 902  | 221                    | 21841    | RB    | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 386 | 30/08/2021 | VENTILAT LIGN ARTICL.SUIV TF | 8 500,00 €   | 902               | 221  | 231312   | RB    | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO            | 2020000 | 902  | 221                    | 2181     | RB    | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 387 | 30/08/2021 | VENTILAT LIGN ARTICL.SUIV TF | 11 000,00 €  | 902               | 221  | 231312   | RB    | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO            | 2020000 | 902  | 221                    | 2317312  | RB    | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 388 | 27/08/2021 | RAMPE PMR SUR OPERATION      | 40 000,00 €  | 900               | 0202 | 231351   | RB    | 2020             | BATINSTITU | 2020 | CDOS             | 2020000 | 900  | 0202                   | 231351   | RB    | 2020 | BATINSTITU | 2020 | KSINO | 2020000 |
| 389 | 27/08/2021 | Besoin crédits               | 1 500,00 €   | 935               | 51   | 6513.1   | BLASE | 0                |            | 0    |                  | 0       | 935  | 51                     | 6574     | BLASE | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 390 | 27/08/2021 | Pour vote des subventions en | 7 067,20 €   | 939               | 90   | 65734.90 | DIAD  | 0                |            | 2021 | PDIAD            | 1000    | 939  | 90                     | 6574.90  | DIAD  | 0    |            | 2021 | PDIAD | 1000    |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le

ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE



| N°  | Date       | Libellé                   | Montant     | Imputation source |      |         |      | Enveloppe source |            |      |       | Opération source |     |      |          | Imputation destination |      |            |      |       |         |
|-----|------------|---------------------------|-------------|-------------------|------|---------|------|------------------|------------|------|-------|------------------|-----|------|----------|------------------------|------|------------|------|-------|---------|
| 391 | 31/08/2021 | VIREMENT VERS 615221      | 3 000,00 €  | 932               | 221  | 60612   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 392 | 31/08/2021 | VIREMENT VERS 615221      | 1 000,00 €  | 932               | 221  | 61558   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 393 | 31/08/2021 | BESOINS CREDITS           | 1 050,00 €  | 934               | 41   | 60661   | BLPM | 0                |            | 0    |       | 0                | 934 | 41   | 6188     | BLPMI                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 394 | 31/08/2021 | BESOINS CREDITS           | 54,00 €     | 935               | 51   | 60632   | BLAS | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 611      | BLASE                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 395 | 31/08/2021 | BESOIN CREDITS            | 117,00 €    | 935               | 51   | 60632   | BLAS | 0                |            | 0    |       | 0                | 935 | 51   | 611      | BLASE                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 396 | 31/08/2021 | BESOIN CREDITS            | 9 000,00 €  | 934               | 41   | 6574.29 | BLPM | 0                |            | 0    |       | 0                | 934 | 41   | 62261    | BLPMI                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 397 | 31/08/2021 | BESOIN CREDITS            | 6 000,00 €  | 934               | 41   | 62261   | BLPM | 0                |            | 0    |       | 0                | 934 | 41   | 6574.29  | BLPMI                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 398 | 01/09/2021 | COVID DOMAINE VENTOUZET   | 364,50 €    | 930               | 0202 | 6748    | BB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 6518.1   | BLASE                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 399 | 02/09/2021 | EDF MUSEE DE JAVOLS       | 300,00 €    | 933               | 312  | 60612   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 933 | 314  | 60612    | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 400 | 07/09/2021 | BESOIN SUP MATERIEL INFO  | 51 000,00 € | 900               | 0202 | 2051    | BFI  | 2020             | SYSTINF    | 2020 | LOG   | 2020000          | 900 | 0202 | 21838    | BFI                    | 2020 | SYSTINF    | 2020 | INF   | 2020000 |
| 401 | 03/09/2021 | COLLEGES REPARATION SSI   | 1 430,00 €  | 932               | 221  | 6135    | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 402 | 03/09/2021 | MANQUE CREDIT             | 1 000,00 €  | 935               | 563  | 6574    | BLRS | 0                |            | 2021 | PDS   | 763              | 935 | 561  | 6574     | BLRSA                  | 0    |            | 2021 | PDS   | 763     |
| 403 | 06/09/2021 | COLLEGES ASCENSEURS       | 3 500,00 €  | 932               | 221  | 6156    | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 404 | 06/09/2021 | MAINTENANCE COLLEGE       | 2 000,00 €  | 932               | 23   | 6156    | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 6156     | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 405 | 06/09/2021 | MAINTENANCE COLLEGE       | 1 500,00 €  | 932               | 221  | 60612   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 6156     | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 406 | 06/09/2021 | POUR ABONDER LA LIGNE DES | 200,00 €    | 936               | 61   | 6182    | BS2  | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 61   | 6251     | BS2                    | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 407 | 06/09/2021 | BESOIN CREDIT Location    | 7 000,00 €  | 936               | 622  | 60633   | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 6135     | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 408 | 06/09/2021 | COLLEGES REPARATIONS      | 300,00 €    | 932               | 221  | 61558   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 409 | 07/09/2021 | AGS MUSEE JAVOLS          | 120,00 €    | 933               | 312  | 60612   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 933 | 314  | 6188     | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 410 | 07/09/2021 | VIREMENT DE CREDITS       | 2 110,00 €  | 939               | 94   | 611     | MTLO | 0                |            | 0    |       | 0                | 939 | 94   | 60612    | MTLOZE                 | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 411 | 07/09/2021 | REPARATION BATIMENTS ADM  | 100,00 €    | 930               | 0202 | 61558   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 930 | 0202 | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 412 | 08/09/2021 | BESOIN CREDITS            | 70,00 €     | 934               | 41   | 60632   | BLPM | 0                |            | 0    |       | 0                | 934 | 41   | 6188     | BLPMI                  | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 413 | 08/09/2021 | ENTRETIEN BAT ROUTES      | 1 000,00 €  | 936               | 621  | 61558   | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 414 | 08/09/2021 | Virement crédit PED       | 10 600,00 € | 933               | 32   | 6574    | BB   | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 933 | 312  | 6574     | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 415 | 08/09/2021 | Virement crédit PED       | 5 884,00 €  | 935               | 538  | 6574    | BB   | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 935 | 50   | 6574     | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 416 | 08/09/2021 | Virement crédit PED       | 1 450,00 €  | 935               | 538  | 6574    | BB   | 0                |            | 2021 | PDFB  | 1003             | 935 | 541  | 6574     | BB                     | 0    |            | 2021 | PDFB  | 1003    |
| 417 | 10/09/2021 | COMPL FACTURAT ARMOIRE C  | 100,00 €    | 902               | 221  | 21841   | RB   | 2020             | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000          | 902 | 221  | 2181     | RB                     | 2020 | BATENSEIGN | 2020 | 2RENO | 2020000 |
| 418 | 10/09/2021 | IMPSTAT.P/EXTINCTEURS     | 1 000,00 €  | 906               | 621  | 2317318 | RB   | 2020             | BATROUTES  | 2020 | 6RENO | 2020000          | 906 | 621  | 2181     | RB                     | 2020 | BATROUTES  | 2020 | 6RENO | 2020000 |
| 419 | 10/09/2021 | BESOIN CREDIT             | 3 000,00 €  | 936               | 622  | 60633   | R    | 0                |            | 0    |       | 0                | 936 | 621  | 60633    | R                      | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 420 | 13/09/2021 | COLLEGES REPARATIONS      | 500,00 €    | 932               | 23   | 6228    | RB   | 0                |            | 0    |       | 0                | 932 | 221  | 615221   | RB                     | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 421 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 43 295,00 € | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 28031    | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 422 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 905,00 €    | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 28033    | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 423 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 783,00 €    | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804113  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 424 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 1 122,00 €  | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804122  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 425 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 3 009,00 €  | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804123  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 426 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 5 317,00 €  | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804141  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 427 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 64 833,21 € | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804142  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 428 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 4 775,00 €  | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 28041782 | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 429 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 6 127,00 €  | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 28041783 | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 430 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 48 420,00 € | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804181  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |
| 431 | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS    | 21 619,00 € | 926               |      | 2804111 | IMMO | 0                |            | 0    |       | 0                | 926 |      | 2804182  | IMMO                   | 0    |            | 0    |       | 0       |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le   
ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE





| N°         | Date       | Libellé               | Montant    | Imputation source |     |          |      | Enveloppe source |  |      |       | Opération source |     |     |         | Imputation destination |       |   |      |       |      |  |
|------------|------------|-----------------------|------------|-------------------|-----|----------|------|------------------|--|------|-------|------------------|-----|-----|---------|------------------------|-------|---|------|-------|------|--|
| 519        | 28/09/2021 | BESOIN CREDITS        | 3 000,00 € | 934               | 41  | 6574.29  | BLPM | 0                |  |      | 0     |                  |     | 934 | 42      | 60662                  | BLPMI | 0 |      |       |      |  |
| 520        | 28/09/2021 | VIREMENT VERS SDG 426 | 150,00 €   | 936               | 621 | 6135     | R    | 0                |  |      | 0     |                  |     | 936 | 621     | 60633                  | R     | 0 |      |       |      |  |
| 521        | 28/09/2021 | BESOIN CREDITS        | 1 000,00 € | 935               | 51  | 652418.2 | BLAS | 0                |  |      | 0     |                  |     | 935 | 51      | 611.3                  | BLASE | 0 |      |       |      |  |
| 522        | 28/09/2021 | SUBVENTIONS SPORTS    | 9 000,00 € | 933               | 32  | 6574     | BD   | 0                |  | 2021 | PDDEC | 1004             | 933 | 32  | 6574.18 | BD                     | 0     |   | 2021 | PDDEC | 1004 |  |
| 523        | 28/09/2021 | SUBVENTIONS SPORTS    | 3 700,00 € | 933               | 32  | 6574.45  | BD   | 0                |  | 2021 | PDDEC | 1004             | 933 | 32  | 6574.18 | BD                     | 0     |   | 2021 | PDDEC | 1004 |  |
| 524        | 28/09/2021 | MDS REPARATIONS       | 1 500,00 € | 934               | 40  | 611      | RB   | 0                |  | 0    |       |                  | 934 | 40  | 615221  | RB                     | 0     |   | 0    |       |      |  |
| <b>369</b> |            |                       |            |                   |     |          |      |                  |  |      |       |                  |     |     |         |                        |       |   |      |       |      |  |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le   
ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

## 1 Laboratoire Départemental d'Analyses :

| N°        | Date       | Libellé                        | Montant     | Imputation source |  |         |     | Enveloppe source |  |  |   | Opération source |  |  |  | Imputation destination |     |   |  | Enveloppe destination |   |  |  | Opération destination |  |  |   |  |  |   |  |  |
|-----------|------------|--------------------------------|-------------|-------------------|--|---------|-----|------------------|--|--|---|------------------|--|--|--|------------------------|-----|---|--|-----------------------|---|--|--|-----------------------|--|--|---|--|--|---|--|--|
| 135       | 01/04/2021 | PRIME ASS AUTO 2021            | 700,00 €    |                   |  | 6283    | BMG | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6161                   | BMG | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 154       | 14/04/2021 | PRET CREDITS BFI               | 6 070,58 €  |                   |  | 6156    | RB  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6156                   | BFI | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 155       | 15/04/2021 | PRET CREDITS BFI               | 22 500,00 € |                   |  | 60668   | BM  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6156                   | BFI | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 156       | 15/04/2021 | REMB AVANCE CREDITS BFI        | 6 070,58 €  |                   |  | 6156    | BFI | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6156                   | RB  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 159       | 16/04/2021 | VIR                            | 200,00 €    |                   |  | 64131   | BFH | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 64131.2                | BFH | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 224       | 18/05/2021 | RESTITUTION PRET CREDITS       | 6 000,00 €  |                   |  | 6156    | BFI | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6156                   | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 225       | 18/05/2021 | RESTITUTION PRET CREDITS       | 22 500,00 € |                   |  | 6156    | BFI | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 60668                  | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 241       | 28/05/2021 | VIREMENT DE 60668 A 6281       | 4 500,00 €  |                   |  | 60668   | BM  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6281                   | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 274       | 16/06/2021 | VIREMENT CREDIT PAIE 06/202    | 200,00 €    |                   |  | 64118.2 | BFH | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 64131.2                | BFH | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 358       | 09/08/2021 | VIREMENT DE 6156 A 61558       | 4 780,00 €  |                   |  | 6156    | BM  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 61558                  | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 457       | 14/09/2021 | VIREMENT DE CREDIT SEPT 21     | 300,00 €    |                   |  | 64118.2 | BFH | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 64118.1                | BFH | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 478       | 21/09/2021 | CPLT MAINTENANCE APPAREIL      | 2 090,00 €  |                   |  | 6188    | BM  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6156                   | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 508       | 27/09/2021 | Facture CNAS                   | 20,00 €     |                   |  | 64111   | BFH | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 6474                   | BFH | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| 509       | 27/09/2021 | Complement de crédit pr cde de | 500,00 €    |                   |  | 60621   | BM  | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 60636                  | BM  | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| <b>14</b> |            |                                |             |                   |  |         |     |                  |  |  |   |                  |  |  |  |                        |     |   |  |                       |   |  |  |                       |  |  |   |  |  |   |  |  |

## 2 Aire de la Lozère :

| N°       | Date       | Libellé                | Montant  | Imputation source |  |      |      | Enveloppe source |  |  |   | Opération source |  |  |  | Imputation destination |      |   |  | Enveloppe destination |   |  |  | Opération destination |  |  |   |  |  |   |  |  |
|----------|------------|------------------------|----------|-------------------|--|------|------|------------------|--|--|---|------------------|--|--|--|------------------------|------|---|--|-----------------------|---|--|--|-----------------------|--|--|---|--|--|---|--|--|
| 456      | 14/09/2021 | REGULARISATION CREDITS | 100,00 € |                   |  | 2814 | IMMO | 0                |  |  | 0 |                  |  |  |  | 28181                  | IMMO | 0 |  |                       | 0 |  |  | 0                     |  |  | 0 |  |  | 0 |  |  |
| <b>1</b> |            |                        |          |                   |  |      |      |                  |  |  |   |                  |  |  |  |                        |      |   |  |                       |   |  |  |                       |  |  |   |  |  |   |  |  |

**BUDGET PRINCIPAL -  
DEPENSES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT  
SITUATION BUDGETAIRE APRES DM**

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le



ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

## Investissement

| Chapitre  | Total budgétaire avant DM | Propositions DM    | Total budgétaire après DM |
|---|---------------------------|--------------------|---------------------------|
| 001 SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE                | 11 159 822,53             |                    | 11 159 822,53             |
| 900 SERVICES GENERAUX                                 | 4 083 815,56              | 50 000,00          | 4 133 815,56              |
| 902 ENSEIGNEMENT                                      | 3 261 662,15              | 90 000,00          | 3 351 662,15              |
| 903 CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 1 147 796,75              | -177 563,30        | 970 233,45                |
| 904 PREVENTION MEDICO-SOCIALE                         | 170 000,00                | -10 000,00         | 160 000,00                |
| 905 ACTION SOCIALE                                    | 10 000,00                 | 0,00               | 10 000,00                 |
| 906 RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 17 762 854,39             | -175 898,09        | 17 586 956,30             |
| 907 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 10 000,00                 | 1 516,00           | 11 516,00                 |
| 908 TRANSPORTS  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                      |
| 909 DEVELOPPEMENT                                     | 250 000,00                | -100 000,00        | 150 000,00                |
| 910 SERVICES GENERAUX                                 | 1 261 873,00              | 3 596,00           | 1 265 469,00              |
| 911 SECURITE  | 720 045,00                | -93 202,51         | 626 842,49                |
| 912 ENSEIGNEMENT                                      | 318 728,60                | -4 206,67          | 314 521,93                |
| 913 CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 828 648,12                | -37 165,00         | 791 483,12                |
| 915 ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)                    | 2 004 507,58              | -1 160 280,00      | 844 227,58                |
| 916 RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 2 364 301,50              | 428 660,50         | 2 792 962,00              |
| 917 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 4 974 653,79              | -515 219,35        | 4 459 434,44              |
| 918 TRANSPORTS  | 0,00                      | 0,00               | 0,00                      |
| 919 DEVELOPPEMENT                                     | 1 617 496,91              | 134 370,65         | 1 751 867,56              |
| 922 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                       | 0,00                      | 0,00               | 0,00                      |
| 923 DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES           | 25 210 600,00             | 0,00               | 25 210 600,00             |
| 924 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                   | 166 015,60                | -13 559,20         | 152 456,40                |
| 925 OPERATIONS PATRIMONIALES                          | 1 385 734,29              | 0,00               | 1 385 734,29              |
| 926 TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS                     | 6 538 521,00              | 500 000,00         | 7 038 521,00              |
| 950 DEPENSES IMPREVUES                                | 826 951,05                | 205 918,26         | 1 032 869,31              |
| 953 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT            | 0,00                      | 0,00               | 0,00                      |
| Somme :   | <b>86 074 027,82</b>      | <b>-873 032,71</b> | <b>85 200 995,11</b>      |

## Fonctionnement

| Chapitre  | Total budgétaire avant DM | Propositions DM   | Total budgétaire après DM |
|---|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                | 0,00                      |                   | 0,00                      |
| 930 SERVICES GENERAUX                                 | 13 464 350,00             | 573 715,91        | 14 038 065,91             |
| 931 SECURITE  | 4 275 669,00              | 7 000,00          | 4 282 669,00              |
| 932 ENSEIGNEMENT                                      | 6 599 156,00              | -31 159,78        | 6 567 996,22              |
| 933 CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 3 579 770,00              | 258 726,00        | 3 838 496,00              |
| 934 PREVENTION MEDICO-SOCIALE                         | 345 250,00                | 8 000,00          | 353 250,00                |
| 935 ACTION SOCIALE                                    | 55 253 334,00             | 186 988,08        | 55 440 322,08             |
| 936 RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 16 085 010,00             | -142 084,84       | 15 942 925,16             |
| 937 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 734 707,00                | -46 236,00        | 688 471,00                |
| 938 TRANSPORTS  | 3 630 108,00              | -47 342,17        | 3 582 765,83              |
| 939 DEVELOPPEMENT                                     | 5 554 751,00              | -542 548,13       | 5 012 202,87              |
| 940 IMPOSITIONS DIRECTES                              | 500 000,00                | -24 304,00        | 475 696,00                |
| 943 OPERATIONS FINANCIERES                            | 599 200,00                | 0,00              | 599 200,00                |
| 944 FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS        | 83 000,00                 | -6 000,00         | 77 000,00                 |
| 945 PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES            | 100 000,00                | 0,00              | 100 000,00                |
| 946 TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS                     | 19 703 547,00             | 585 734,29        | 20 289 281,29             |
| 952 DEPENSES IMPREVUES                                | 769 240,22                | 155 798,64        | 925 038,86                |
| 953 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT            | 6 400 000,00              | 0,00              | 6 400 000,00              |
| Somme :   | <b>137 677 092,22</b>     | <b>936 288,00</b> | <b>138 613 380,22</b>     |

**BUDGET PRINCIPAL -  
RECETTES D'INVESTISSEMENT ET DE FONCTIONNEMENT  
SITUATION BUDGETAIRE APRES DM**

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le



ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

**Investissement**

| Chapitre |   | Total crédits inscrits recette | Crédits votés en DM | Total budgétaire après DM |
|----------|---|--------------------------------|---------------------|---------------------------|
|          | 001 SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE            | 0,00                           |                     | 0,00                      |
| 900      | SERVICES GENERAUX                                 | 400 237,00                     | 61 692,00           | 461 929,00                |
| 902      | ENSEIGNEMENT                                      | 1 634 974,00                   | 0,00                | 1 634 974,00              |
| 903      | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 1 000,00                       | 0,00                | 1 000,00                  |
| 906      | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 993 687,00                     | 0,00                | 993 687,00                |
| 907      | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 908      | TRANSPORTS  | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 909      | DEVELOPPEMENT                                     | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 915      | ACTION SOCIALE (HORS 9154 RMI)                    | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 916      | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 917      | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 919      | DEVELOPPEMENT                                     | 143 917,00                     | 33 600,00           | 177 517,00                |
| 922      | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                       | 7 801 109,00                   | -254 059,00         | 7 547 050,00              |
| 923      | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES           | 47 559 822,53                  | -1 300 000,00       | 46 259 822,53             |
| 924      | OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS                   | 50 000,00                      | 0,00                | 50 000,00                 |
| 925      | OPERATIONS PATRIMONIALES                          | 1 385 734,29                   | 0,00                | 1 385 734,29              |
| 926      | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS                     | 19 703 547,00                  | 585 734,29          | 20 289 281,29             |
| 951      | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT          | 6 400 000,00                   | 0,00                | 6 400 000,00              |
| 954      | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES) | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
|          | Somme :   | <b>86 074 027,82</b>           | <b>-873 032,71</b>  | <b>85 200 995,11</b>      |

**Fonctionnement**

| Chapitre |   | Total crédits inscrits recette | Crédits votés en DM | Total budgétaire après DM |
|----------|---|--------------------------------|---------------------|---------------------------|
|          | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE            | 3 269 871,22                   |                     | 3 269 871,22              |
| 930      | SERVICES GENERAUX                                 | 388 280,00                     | 0,00                | 388 280,00                |
| 931      | SECURITE  | 18 000,00                      | 0,00                | 18 000,00                 |
| 932      | ENSEIGNEMENT                                      | 598 031,00                     | 47 050,00           | 645 081,00                |
| 933      | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 206 569,00                     | 0,00                | 206 569,00                |
| 934      | PREVENTION MEDICO-SOCIALE                         | 26 705,00                      | 0,00                | 26 705,00                 |
| 935      | ACTION SOCIALE                                    | 7 947 756,00                   | 83 055,00           | 8 030 811,00              |
| 936      | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                        | 931 109,00                     | 0,00                | 931 109,00                |
| 937      | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT                      | 70 000,00                      | 0,00                | 70 000,00                 |
| 938      | TRANSPORTS  | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 939      | DEVELOPPEMENT                                     | 626 920,00                     | 0,00                | 626 920,00                |
| 940      | IMPOSITIONS DIRECTES                              | 12 475 354,00                  | -85 089,00          | 12 390 265,00             |
| 941      | AUTRES IMPOTS ET TAXES                            | 59 841 899,00                  | -272 140,00         | 59 569 759,00             |
| 942      | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS                       | 44 663 077,00                  | 596 762,00          | 45 259 839,00             |
| 943      | OPERATIONS FINANCIERES                            | 0,00                           | 0,00                | 0,00                      |
| 945      | PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES            | 75 000,00                      | 66 650,00           | 141 650,00                |
| 946      | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS                     | 6 538 521,00                   | 500 000,00          | 7 038 521,00              |
|          | Somme :   | <b>137 677 092,22</b>          | <b>936 288,00</b>   | <b>138 613 380,22</b>     |

# BUDGETS ANNEXES - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

## SITUATION BUDGETAIRE APRES DM

Envoyé en préfecture le 26/10/2021

Reçu en préfecture le 26/10/2021

Affiché le

**SLO**

ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

### Fonctionnement

#### 1 LABORATOIRE DPTAL ANALYSES

| Code Regroupement | Article | Libellé Article   | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|-------------------|---------|---|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00                | 002     | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                          | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 023               | 023     | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                      | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 60611   | EAU ET ASSAINISSEMENT                                       | 3 100,00               | 0,00            | 3 100,00               |
| 011               | 60612   | ENERGIE - ELECTRICITE                                       | 30 200,00              | 0,00            | 30 200,00              |
| 011               | 60621   | COMBUSTIBLES  | 57 500,00              | 0,00            | 57 500,00              |
| 011               | 60622   | CARBURANTS  | 11 000,00              | 0,00            | 11 000,00              |
| 011               | 60623   | ALIMENTATION  | 350,00                 | 0,00            | 350,00                 |
| 011               | 60632   | FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT                             | 92 000,00              | 0,00            | 92 000,00              |
| 011               | 60636   | HABILLEMENT ET VETEMENTS DE TRAVAIL                         | 2 800,00               | 0,00            | 2 800,00               |
| 011               | 6064.1  | FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT                              | 1 800,00               | 0,00            | 1 800,00               |
| 011               | 60668   | AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES                             | 330 500,00             | -25 000,00      | 305 500,00             |
| 011               | 611     | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES                         | 11 000,00              | 0,00            | 11 000,00              |
| 011               | 61521   | TERRAINS  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 615221  | BATIMENTS PUBLICS   | 3 500,00               | 0,00            | 3 500,00               |
| 011               | 61551   | MATERIEL ROULANT  | 15 000,00              | 0,00            | 15 000,00              |
| 011               | 61558   | AUTRES BIENS MOBILIERES                                     | 15 480,00              | 0,00            | 15 480,00              |
| 011               | 6156    | MAINTENANCE   | 98 310,00              | 0,00            | 98 310,00              |
| 011               | 6161    | MULTIRISQUES  | 4 800,00               | 0,00            | 4 800,00               |
| 011               | 6168    | AUTRES  | 1 100,00               | 0,00            | 1 100,00               |
| 011               | 6182.1  | DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE                         | 1 200,00               | 0,00            | 1 200,00               |
| 011               | 6184.1  | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION                    | 10 000,00              | 0,00            | 10 000,00              |
| 011               | 6184.2  | VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA           | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 6188    | AUTRES FRAIS DIVERS   | 49 910,00              | 0,00            | 49 910,00              |
| 012               | 6218    | AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR                                   | 11 800,00              | 0,00            | 11 800,00              |
| 011               | 62268   | AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...                              | 55 000,00              | 0,00            | 55 000,00              |
| 011               | 6231    | ANNONCES ET INSERTIONS                                      | 100,00                 | 0,00            | 100,00                 |
| 011               | 6236    | CATALOGUES ET IMPRIMES ET PUBLICATIONS                      | 2 000,00               | 0,00            | 2 000,00               |
| 011               | 6241    | TRANSPORTS DE BIENS   | 3 500,00               | 0,00            | 3 500,00               |
| 011               | 6251    | VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS                           | 5 000,00               | 0,00            | 5 000,00               |
| 011               | 6251.1  | VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS                           | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 6261    | FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT                                    | 5 000,00               | 0,00            | 5 000,00               |
| 011               | 6262    | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                                 | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 6281    | CONCOURS DIVERS (COTISATIONS...)                            | 5 600,00               | 0,00            | 5 600,00               |
| 011               | 6283    | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX                               | 40 300,00              | 0,00            | 40 300,00              |
| 012               | 6331    | VERSEMENT DE TRANSPORT                                      | 3 300,00               | 0,00            | 3 300,00               |
| 012               | 6332    | COTISATIONS VERSEES AU FNAL                                 | 3 600,00               | 0,00            | 3 600,00               |
| 012               | 6336    | COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION | 6 500,00               | 0,00            | 6 500,00               |
| 011               | 6355    | TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES                           | 280,00                 | 0,00            | 280,00                 |
| 012               | 64111   | REMUNERATION PRINCIPALE                                     | 606 480,00             | 0,00            | 606 480,00             |
| 012               | 64112   | SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE | 20 000,00              | 0,00            | 20 000,00              |
| 012               | 64113   | NBI   | 12 800,00              | 0,00            | 12 800,00              |
| 012               | 64118   | AUTRES INDEMNITES   | 138 000,00             | 0,00            | 138 000,00             |
| 012               | 64118.1 | AUTRES INDEMNITES-HS  | 300,00                 | 0,00            | 300,00                 |
| 012               | 64118.2 | AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES                                | 28 490,00              | 0,00            | 28 490,00              |
| 012               | 64131   | REMUNERATIONS   | 185 800,00             | 0,00            | 185 800,00             |
| 012               | 64131.1 | AUTRES INDEMNITES-HS  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 012               | 64131.2 | AUTRES INDEMNITES-ASTREINTES                                | 400,00                 | 0,00            | 400,00                 |
| 012               | 6451    | COTISATIONS A L'U.R.S.S.A.F                                 | 129 500,00             | 0,00            | 129 500,00             |
| 012               | 6453    | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE                         | 196 000,00             | 0,00            | 196 000,00             |
| 012               | 6454    | COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C                               | 5 200,00               | 0,00            | 5 200,00               |
| 012               | 6455    | COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL                     | 37 000,00              | 0,00            | 37 000,00              |
| 012               | 6472    | PRESTATIONS FAMILIALES DIRECTES                             | 100,00                 | 0,00            | 100,00                 |
| 012               | 6474    | VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES                             | 6 220,00               | 0,00            | 6 220,00               |

|         |        |  |                     |                   |                     |
|---------|--------|--|---------------------|-------------------|---------------------|
| 012     | 6475   | MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE                               | 800,00              | 0,00              | 800,00              |
| 012     | 6488   | AUTRES CHARGES   | 22 700,00           | 0,00              | 22 700,00           |
| 65      | 6541   | CREANCES ADMISES EN NON VALEUR                               | 3 000,00            | 0,00              | 3 000,00            |
| 65      | 6542   | CREANCES ETEINTES  | 3 992,60            | 0,00              | 3 992,60            |
| 65      | 65738  | ORGANISMES PUBLICS DIVERS                                    | 1 000,00            | 0,00              | 1 000,00            |
| 65      | 6574.1 | PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%                                | 0,00                | 0,00              | 0,00                |
| 65      | 65888  | AUTRES   | 12,00               | 0,00              | 12,00               |
| 67      | 673    | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)                    | 10 000,00           | -3 000,00         | 7 000,00            |
| 68      | 6811   | DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES  | 213 468,00          | 0,00              | 213 468,00          |
| 68      | 6817   | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS | 1 500,00            | 0,00              | 1 500,00            |
| Somme : |        |  | <b>2 504 300,00</b> | <b>-25 000,00</b> | <b>2 479 300,00</b> |

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le 30/10/2021  
ID : 048-22480011-20211025-CD\_21\_1042-DE

## 2 AIRE DE LA LOZERE

| Code Regroupement | Article | Libellé Article   | Total crédits avant DM | Propositions DM   | Total crédits après DM |
|-------------------|---------|---|------------------------|-------------------|------------------------|
| 00                | 002     | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                            | 0,00                   | 0,00              | 0,00                   |
| 023               | 023     | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                        | 0,00                   | 0,00              | 0,00                   |
| 011               | 60611   | EAU ET ASSAINISSEMENT   | 52 000,00              | 0,00              | 52 000,00              |
| 011               | 60612   | ENERGIE - ELECTRICITE   | 15 000,00              | 0,00              | 15 000,00              |
| 011               | 60621   | COMBUSTIBLES  | 15 000,00              | 0,00              | 15 000,00              |
| 011               | 60631   | FOURNITURES D'ENTRETIEN                                       | 500,00                 | 0,00              | 500,00                 |
| 011               | 611     | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES                           | 125 000,00             | 0,00              | 125 000,00             |
| 011               | 615221  | BATIMENTS PUBLICS   | 20 500,00              | 0,00              | 20 500,00              |
| 011               | 615231  | VOIRIES   | 10 000,00              | 0,00              | 10 000,00              |
| 011               | 61558   | ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES              | 500,00                 | 0,00              | 500,00                 |
| 011               | 6156    | MAINTENANCE   | 7 000,00               | 0,00              | 7 000,00               |
| 011               | 6161    | MULTIRISQUES  | 500,00                 | 0,00              | 500,00                 |
| 011               | 6188.1  | AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET         | 5 000,00               | 0,00              | 5 000,00               |
| 011               | 6283    | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX                                 | 99 000,00              | 0,00              | 99 000,00              |
| 011               | 63512   | TAXES FONCIERES   | 8 600,00               | 0,00              | 8 600,00               |
| 011               | 63513   | AUTRES IMPOTS LOCAUX  | 10 000,00              | 0,00              | 10 000,00              |
| 65                | 6542    | CREANCES ETEINTES   | 0,00                   | 0,00              | 0,00                   |
| 65                | 6574.3  | SUBVENTION CDT - AIRE DE LA LOZERE                            | 78 000,00              | -22 706,00        | 55 294,00              |
| 65                | 65888   | AUTRES  | 25 000,00              | 0,00              | 25 000,00              |
| 67                | 673     | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)                     | 6 000,00               | 0,00              | 6 000,00               |
| 68                | 6811    | DOTATIONS AMORTIS. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL | 360 053,00             | 0,00              | 360 053,00             |
| Somme :           |         |   | <b>837 653,00</b>      | <b>-22 706,00</b> | <b>814 947,00</b>      |

## 3 DOMAINE DES BOISSETS

| Code Regroupement | Article | Libellé Article  | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|-------------------|---------|--|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00                | 002     | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                           | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 023               | 023     | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT                       | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 60611   | EAU ET ASSAINISSEMENT  | 800,00                 | 0,00            | 800,00                 |
| 011               | 60612   | ENERGIE - ELECTRICITE  | 6 000,00               | 0,00            | 6 000,00               |
| 011               | 60631   | FOURNITURES D'ENTRETIEN                                      | 100,00                 | 0,00            | 100,00                 |
| 011               | 611     | CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES                          | 700,00                 | 0,00            | 700,00                 |
| 011               | 615221  | BATIMENTS PUBLICS  | 5 000,00               | 0,00            | 5 000,00               |
| 011               | 61558   | AUTRES BIENS MOBILIERES                                      | 500,00                 | 0,00            | 500,00                 |
| 011               | 6161    | MULTIRISQUES   | 500,00                 | 0,00            | 500,00                 |
| 011               | 6262    | FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS                                  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 011               | 6283    | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX                                | 900,00                 | 0,00            | 900,00                 |
| 011               | 63512   | TAXES FONCIERES  | 8 655,00               | 0,00            | 8 655,00               |
| 65                | 6541    | CREANCES ADMISES EN NON VALEUR                               | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 657               | 6574    | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATION | 23 000,00              | 0,00            | 23 000,00              |
| 65                | 65888   | AUTRES   | 502,00                 | 0,00            | 502,00                 |
| 67                | 673     | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)                    | 345,00                 | 0,00            | 345,00                 |
| 67                | 675     | VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES                | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |

|         |      |   |           |   |
|---------|------|---|-----------|---|
| 67      | 6761 | DIF./REALISATIONS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.        |           | Envoyé en préfecture le 26/10/2021 00                       |
| 68      | 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES | 52 000,00 | Reçu en préfecture le 26/10/2021<br>Affiché le 0,00 52 SLOW |
| Somme : |      |   | 99 000,00 | ID: 048-224800011-20211025-CD_21_1042-DE                    |

## Investissement

### 1 LABORATOIRE DPTAL ANALYSES

| Code Regroupement | Article | Libellé Article                                      | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|-------------------|---------|--|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00                | 001     | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE                   | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 13                | 13913   | SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTÉ RESULTAT | 10 616,00              | 0,00            | 10 616,00              |
| 20                | 2033    | FRAIS D'INSERTION                                    | 4 000,00               | 0,00            | 4 000,00               |
| 20                | 2051    | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES                     | 20 000,00              | 0,00            | 20 000,00              |
| 21                | 2182    | MATERIEL DE TRANSPORT                                | 30 000,00              | 0,00            | 30 000,00              |
| 21                | 21848   | AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS              | 1 254,80               | 0,00            | 1 254,80               |
| 21                | 2188    | AUTRES   | 104 231,55             | 0,00            | 104 231,55             |
| 23                | 231318  | AUTRES BATIMENTS PUBLICS                             | 80 000,00              | 0,00            | 80 000,00              |
| 28                | 28188   | AUTRES   | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| Somme :           |         |  | 250 102,35             | 0,00            | 250 102,35             |

### 2 AIRE DE LA LOZERE

| Code Regroupement | Article | Libellé Article   | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|-------------------|---------|---|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00                | 001     | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE                          | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 13                | 13912   | SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION                 | 302,00                 | 0,00            | 302,00                 |
| 13                | 13913   | SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS      | 102 330,00             | 0,00            | 102 330,00             |
| 19                | 192     | DIF./REALISATION D'IMMO.-POSTERIEURES AU 01/01/04           | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 20                | 2031    | FRAIS D'ETUDES  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 20                | 2033    | FRAIS D'INSERTION   | 4 000,00               | 0,00            | 4 000,00               |
| 21                | 2181    | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 21                | 21848   | AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER                      | 5 000,00               | 0,00            | 5 000,00               |
| 23                | 2314    | CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI                              | 6 000,00               | 0,00            | 6 000,00               |
| 23                | 2314.31 | TRAVAUX AMENAGEMENT AIRE                                    | 46 566,20              | 0,00            | 46 566,20              |
| Somme :           |         |   | 164 198,20             | 0,00            | 164 198,20             |

### 3 DOMAINE DES BOISSETS

| Code Regroupement | Article  | Libellé Article   | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|-------------------|----------|---|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00                | 001      | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE                          | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 13                | 13911    | SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX         | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 19                | 192      | DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04              | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 20                | 2031     | FRAIS D'ETUDES  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 21                | 21314    | BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS                             | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 21                | 2181     | INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DIVERS | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 21                | 21848    | AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER                      | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 21                | 2188     | AUTRES  | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| 23                | 231314   | BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS                             | 52 477,82              | 0,00            | 52 477,82              |
| 23                | 231314.1 | BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS                             | 472 330,50             | 0,00            | 472 330,50             |
| 23                | 23188    | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES                          | 0,00                   | 0,00            | 0,00                   |
| Somme :           |          |   | 524 808,32             | 0,00            | 524 808,32             |

# BUDGETS ANNEXES - RECETTES D'INVESTISSEMENT ET SITUATION BUDGETAIRE APRES DM

Envoyé en préfecture le 26/10/2021  
Reçu en préfecture le 26/10/2021  
Affiché le   
ID : 048-224800011-20211025-CD\_21\_1042-DE

## Fonctionnement

### 1 LABORATOIRE DPTAL ANALYSES

| Code Regroup | Article | Libellé Article  | Total crédits avant DM | Propositions DM   | Total crédits après DM |
|--------------|---------|--|------------------------|-------------------|------------------------|
| 70           | 7061    | TAXES D'ANALYSES   | 5 000,00               | 0,00              | 5 000,00               |
| 70           | 7061.3  | TAXES D'ANALYSES - TVA 19,6                                  | 100,00                 | 0,00              | 100,00                 |
| 70           | 7061.4  | TAXES D'ANALYSES - TVA 10                                    | 307 000,00             | 0,00              | 307 000,00             |
| 70           | 7061.7  | TAXES D'ANALYSES - TVA 20                                    | 1 140 435,00           | 0,00              | 1 140 435,00           |
| 70           | 7061.8  | TAXES D'ANALYSES ESB - TVA 20                                | 100,00                 | 0,00              | 100,00                 |
| 70           | 7061.9  | TAXES D'ANALYSES SATEP SATESE - TVA 20                       | 15 000,00              | 0,00              | 15 000,00              |
| 74           | 74718   | AUTRES   | 1 000,00               | 0,00              | 1 000,00               |
| 74           | 74718.4 | PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 20 %)                           | 25 000,00              | 0,00              | 25 000,00              |
| 74           | 74718.5 | PARTICIPATION ETAT E.S.B. - TVA 0 %                          | 50,00                  | 0,00              | 50,00                  |
| 74           | 74718.6 | PARTICIPATIONS ETAT AUTRES (TVA 8.5 %)                       | 1 200,00               | 0,00              | 1 200,00               |
| 74           | 74718.7 | PARTICIPATION DE L'ETAT - E.S.B. EQUARISSAGE (TVA 20 %)      | 217 000,00             | 0,00              | 217 000,00             |
| 74           | 74718.8 | PARTICIPATION DE L'ETAT (TVA 10 %)                           | 150,00                 | 0,00              | 150,00                 |
| 75           | 75822   | PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM. | 780 147,00             | -25 000,00        | 755 147,00             |
| 75           | 7588    | AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                   | 2,00                   | 0,00              | 2,00                   |
| 77           | 777     | QUOTE-PART SUBV INVESTIS TRANSFEREES AU CPTÉ DE RESULTAT     | 10 616,00              | 0,00              | 10 616,00              |
| 78           | 7817    | REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS  | 1 500,00               | 0,00              | 1 500,00               |
|              |         |  | <b>2 504 300,00</b>    | <b>-25 000,00</b> | <b>2 479 300,00</b>    |

### 2 AIRE DE LA LOZERE

| Code Regroup | Article | Libellé Article  | Total crédits avant DM | Propositions DM   | Total crédits après DM |
|--------------|---------|--|------------------------|-------------------|------------------------|
| 70           | 70878   | PAR DES TIERS  | 140 000,00             | 0,00              | 140 000,00             |
| 75           | 757     | REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES      | 240 000,00             | 0,00              | 240 000,00             |
| 75           | 75822   | PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM. | 355 019,00             | -22 706,00        | 332 313,00             |
| 75           | 7588    | AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                   | 2,00                   | 0,00              | 2,00                   |
| 77           | 777     | QUOTE-PART SUBVENTIONS INVESTISS. TRANSFEREES CPTÉ RESULTAT  | 102 632,00             | 0,00              | 102 632,00             |
|              |         |  | <b>837 653,00</b>      | <b>-22 706,00</b> | <b>814 947,00</b>      |

### 3 DOMAINE DES BOISSETS

| Code Regroup | Article | Libellé Article  | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|--------------|---------|--|------------------------|-----------------|------------------------|
| 75           | 752     | REVENUS DES IMMEUBLES  | 3 500,00               | 0,00            | 3 500,00               |
| 75           | 75822   | PRISE EN CHARGE DU DEFICIT DU BUDGET ANNEXE A CARACTERE ADM. | 95 500,00              | 0,00            | 95 500,00              |
| 75           | 7588    | AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE                   | 2,00                   | 0,00            | 2,00                   |
|              |         |  | <b>99 002,00</b>       | <b>0,00</b>     | <b>99 002,00</b>       |

## 1 LABORATOIRE DPTAL ANALYSES

| Code Regroup | Article | Libellé Article                                  | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|--------------|---------|--|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00           | 001     | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE               | 537 271,36             | 0,00            | 537 271,36             |
| 20           | 2031    | FRAIS D'ETUDES                                   | 30 000,00              | 0,00            | 30 000,00              |
| 28           | 28033   | FRAIS INSERTION                                  | 224,00                 | 0,00            | 224,00                 |
| 28           | 28051   | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES                 | 14 636,23              | 0,00            | 14 636,23              |
| 28           | 281318  | AUTRES BATIMENTS PUBLICS                         | 65 007,92              | 0,00            | 65 007,92              |
| 28           | 28182   | MATERIEL DE TRANSPORT                            | 11 638,00              | 0,00            | 11 638,00              |
| 28           | 281848  | AMORTIS. AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS | 129,00                 | 0,00            | 129,00                 |
| 28           | 28188   | AMORTIS. AUTRES IMMO CORPORELLES                 | 121 832,85             | 0,00            | 121 832,85             |
|              |         |  | <b>780 739,36</b>      | <b>0,00</b>     | <b>780 739,36</b>      |

## 2 AIRE DE LA LOZERE

| Code Regroup | Article | Libellé Article   | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|--------------|---------|---|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00           | 001     | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE                              | 2 325 483,00           | 0,00            | 2 325 483,00           |
| 20           | 2031    | FRAIS D'ETUDES  | 3 000,00               | 0,00            | 3 000,00               |
| 20           | 2033    | FRAIS D'INSERTION   | 3 000,00               | 0,00            | 3 000,00               |
| 28           | 2804142 | BATIMENTS ET INSTALLATIONS                                      | 3 333,00               | 0,00            | 3 333,00               |
| 28           | 28121   | PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES                                | 3 808,00               | 0,00            | 3 808,00               |
| 28           | 2814    | AMORTISSEMENT CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI                     | 216 389,00             | 0,00            | 216 389,00             |
| 28           | 2817318 | AMORTISSEMENT AUTRES BATIMENTS PUBLICS                          | 134 158,00             | 0,00            | 134 158,00             |
| 28           | 28181   | AUTRES IMMO CORPO-<br>INSTAL.GENERALES,AGENCE. ET AMENAG DIVERS | 1 600,00               | 0,00            | 1 600,00               |
| 28           | 281848  | AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS                         | 765,00                 | 0,00            | 765,00                 |
|              |         |   | <b>2 691 536,00</b>    | <b>0,00</b>     | <b>2 691 536,00</b>    |

## 3 DOMAINE DES BOISSETS

| Code Regroup | Article | Libellé Article                                | Total crédits avant DM | Propositions DM | Total crédits après DM |
|--------------|---------|--|------------------------|-----------------|------------------------|
| 00           | 001     | SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE             | 579 734,90             | 0,00            | 579 734,90             |
| 28           | 281314  | AMORTISSEMENTS BATIMENTS CULTURELS ET SPORTIFS | 52 000,00              | 0,00            | 52 000,00              |
|              |         |  | <b>631 734,90</b>      | <b>0,00</b>     | <b>631 734,90</b>      |